



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 03 du 15 janvier 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 16 janvier 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	10
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	10
CABINET.....	10
Bureau du Cabinet.....	10
Extrait de l'arrêté du 18 décembre 2009 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports – promotion du 1 ^{er} janvier 2010.....	10
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES.....	10
Bureau des Réglementations.....	10
Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	10
Extrait de l'arrêté du 16 novembre 2009 portant fermeture administrative d'un débit de boissons.....	11
Extrait de l'arrêté du 7 janvier 2010 portant avertissement à l'encontre d'un débit de boissons.....	11
Extrait de l'arrêté du 7 janvier 2010 portant avertissement à l'encontre d'un débit de boissons.....	12
Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2010 portant autorisation administrative d'une entreprise privée de sécurité - autorisation préfectorale n° 214.....	12
Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à Lunéville.....	13
Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à Nancy.....	13
Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à Nancy.....	14
Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à Nancy.....	14
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	15
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.....	15
Extrait de l'arrêté du 29 décembre 2009 relatif à la constitution d'un groupe de travail chargé d'élaborer un règlement de publicité à TOUL.....	15
Extrait de l'arrêté du 31 décembre 2009 N°54-2009-00018 portant autorisation au titre de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique et valant autorisation au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant l'implantation d'une turbine au fil de l'eau sur la commune de Montauville.....	15
Arrêté préfectoral du 6 janvier 2010 portant approbation du plan départemental de gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics de Meurthe-et-Moselle.....	17
Extrait de l'arrêté inter préfectoral déclarant d'utilité publique, en vue de l'établissement de servitudes, les travaux de déviation et de mise en souterrain de la ligne à 63 000 volts Landres – Montois.....	18
Extrait de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2010 portant 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par pompage dans le forage "Le Haut de Cendré" à Bathelémont-lès-Bauzemont par le syndicat intercommunal des eaux de Bénamont b) d'établissement du périmètre de protection de ce point d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	18
Extrait de l'arrêté du 13 Janvier 2010 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.....	19
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES.....	20
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire.....	20
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2009 autorisant la création d'une régie d'Etat auprès de la police municipale de la commune de Pagny-sur-Moselle.....	20
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2009 autorisant la nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de Pagny-sur-Moselle.....	20
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.....	20
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 29 décembre 2009 (Meuse / Meurthe-et-Moselle) autorisant la dissolution du Syndicat Intercommunal pour la gestion de la piscine de Boulligny et fixant les conditions de liquidation du syndicat.....	20
Extrait de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2009 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal scolaire de Custines – Frouard - Liverdun.....	21
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	21
Extrait de l'arrêté en date du 6 janvier 2010 autorisant la modification de l'article 4 des statuts de la Communauté de Communes du Pays de Briey.....	21
Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2010 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans les communes du département qui en comportent plusieurs – Année 2010.....	21
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	24
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	24
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 609 en date du 1er janvier 2010 portant nomination des membres du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle.....	24
DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LORRAINE.....	25
Extrait de l'arrêté du 08 janvier 2010 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant (IDCC n° 9541).....	25
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	25
Extrait de l'arrêté n°2 bis /2009 ARH – préfecture de Meurthe-et-Moselle du 29 décembre 2009 fixant la répartition des capacités et des ressources de l'assurance maladie de l'unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de Briey entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social.....	25
Extrait de la délibération n° 122/09 du 30 novembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine.....	25
Extrait de la délibération n° 140/09 du 16 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine.....	25
Extrait de la délibération n° 141/09 du 15 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine.....	26
Extrait de la délibération n° 142/09 du 15 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine.....	26
Extrait de la délibération n° 143/09 du 15 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine.....	26
Extrait de la délibération n° 144/09 du 15 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine.....	26
Extrait de la délibération n° 146/09 du 15 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine.....	26
Extrait de la délibération n° 147/09 du 15 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine.....	27
Extrait de la délibération n° 148/09 du 15 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine.....	27
Extrait de la délibération n° 149/09 du 16 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine.....	27
Extrait de la délibération n° 150/09 du 16 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine.....	28
Extrait de la délibération n° 151/09 du 15 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine.....	28
Extrait de la délibération n° 152/09 du 16 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine.....	28
DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE , DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	29
Extrait de la décision n° 10.16.271.001.1 du 6 janvier 2010 portant modification de la décision n° 05.16.271.004.1 du 11 août 2005.....	29
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES DE L'EST.....	29
Division exploitation de Metz.....	29
Extrait de l'arrêté N°2010-DIR-Est-M-54-001 du 12 janvier 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de réparation d'urgence de dégradations de chaussée.....	29
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE.....	31
Service aménagement durable, urbanisme, risques.....	31
Extrait de l'arrêté n°2009/DDEA54/ADUR/040 du 18 décembre 2009 – Déclaration d'utilité publique – Aménagement de la ZAC Moussière/Corvée Moutarde – Commune de Ville-en-Vermois.....	31
Service Agriculture Forêt Chasse.....	31
Extrait de l'arrêté n° 560 du 17 décembre 2009 portant renouvellement des membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.....	31
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 537 du 07 décembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MOIVRONS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2901 -.....	32
Extrait de l'arrêté N° 609 du 31 décembre 2009 concernant l'utilisation de sources lumineuses pour des comptages nocturnes d'animaux sauvages dans le département.....	32
Décision du 17 novembre 2009 de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage. Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles.....	34

Décision du 22 décembre 2009 de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage, Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles.....	35
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	35
Service solidarité – autonomie.....	35
Extrait de l'arrêté N°2009-425 du 23 avril 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile (SESSAD) géré par l'Association Vivre avec l'Autisme de Nancy numéro FINESS : 54 002 030 2.....	35
Extrait de l'arrêté N°2009-652 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique « Gai Soleil » - 14 rue de Metz – 54 000 NANCY géré par l'association « Culture et Promotion » numéro FINESS : 54 0000 627.....	35
Extrait de l'arrêté N°2009-653 du 25 juin 2009 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2008-1447 fixant le montant et la répartition pour l'exercice 2009 de la Dotation Globalisée Commune de l'ensemble des établissements de Meuse et de Meurthe-et-Moselle géré par l'association Jean Baptiste Thiéry de Maxéville.....	36
Extrait de l'arrêté N°2009-655 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'Education pour Déficients Visuels-Sections SANTIFONTAINE - 8 rue de Santifontaine – 54052 NANCY Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles numéro FINESS : 54 000 684.....	37
Extrait de l'arrêté N°2009-656 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'Education pour Déficients Visuels- Services SANTIFONTAINE - 8 rue de Santifontaine – 54 052 NANCY Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles numéro FINESS : 54 009 933.....	38
Extrait de l'arrêté N°2009-657 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Etablissement dénommé « Centre de Rééducation de l'Ouïe et de la Parole - Institut des Jeunes Sourds » - 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange numéro FINESS : 540 000 692.....	39
Extrait de l'arrêté N°2009-661 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Etablissement dénommé «Service de Soutien à l'Education Familiale et à l'Intégration Scolaire (SSEFIS)» - 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange numéro FINESS : 540 000 692.....	40
Extrait de l'arrêté N°2009-659 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'Action Médico-Sociale Précoce - Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange – 02 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE LA MALGRANGE géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange numéro FINESS : 540 000 692.....	40
Extrait de l'arrêté N°2009-660 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif Saint-Camille - 12 poste de Velaine – 54 840 VELAIN-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE numéro FINESS : 540 000 718.....	41
Extrait de l'arrêté N°2009-661 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique « Saint-Camille » - 12 poste de Velaine – 54 840 VELAIN-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE numéro FINESS : 540 013 414.....	42
Extrait de l'arrêté N°2009-662 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile - 12 poste de Velaine – 54 840 VELAIN-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE numéro FINESS : 540 013 422.....	43
Extrait de l'arrêté N°2009-663 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile Professionnel (SESSAD-PRO) de Saint-Camille - 12 poste de Velaine – 54 840 VELAIN-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE numéro FINESS : 540 001 6748.....	43
Extrait de l'arrêté N°2009-N°664 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'Action Médico-Sociale Précoce - 73 rue Isabey – 54000 NANCY géré par l'Association pour la Promotion des Actions Médico-Sociales Précoces de Lorraine numéro FINESS : 540 009 487.....	44
Extrait de l'arrêté N°2009-N°665 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'Action Médico-Sociale Précoce - 12 rue de Bordeaux 54350 MONT ST MARTIN géré par l'Association pour la Promotion des Actions Médico-Sociales Précoces de Lorraine numéro FINESS : 540 001 977 5.....	44
Extrait de l'arrêté N°2009-N°666 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) - 51, rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Association pour la Promotion des Actions Médico-Sociales Précoces de Lorraine numéro FINESS : 54 001 6789.....	45
Extrait de l'arrêté N°2009-667 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut.....	45
Médico-Educatif «Les Terrasses de Méhon» - 12 rue Gambetta – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 001386 9.....	46
Extrait de l'arrêté N°2009-668 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Les Terrasses de Méhon » - 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 000020 5.....	46
Extrait de l'arrêté N°2009-669 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique « Les Terrasses de Méhon » - 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 000 400 9.....	47
Extrait de l'arrêté N°2009-670 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif – 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 002 007 0.....	47
Extrait de l'arrêté N°2009-671 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif - 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 0 00057 7.....	48
Extrait de l'arrêté N°2009-672 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique - 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 001 013 9.....	49
Extrait de l'arrêté N°2009-673 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile (SESSAD) - 14 rue René Dorme - 54150 BRIEY gérée par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle numéro FINESS : 54 001 8728.....	49
Extrait de l'arrêté N°2009-674 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre de Soins de l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté - Rue de Mirecourt – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 000 059 3.....	50
Extrait de l'arrêté N°2009-675 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile - du Centre d'Education Motrice – 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 020 096.....	50
Extrait de l'arrêté N°2009-676 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'Education Motrice - 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 001 877 7.....	51
Extrait de l'arrêté N°2009-677 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique « l'Escale » - 15 rue Saint-Charles – 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE numéro FINESS : 540 002 052.....	52
Extrait de l'arrêté N°2009-678 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile « l'Escale » - 15 rue Saint-Charles – 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE numéro FINESS : 540 013 455.....	52
Extrait de l'arrêté N°2009-679 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Georges Finance » - 4 avenue JF Kennedy – BP 216 – 54 202 TOUL Cedex géré par l'AEIM numéro FINESS : 540 000 213.....	53

Extrait de l'arrêté N°2009-680 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Jean l'Hôte » Chemin du Harquet – BP 126 – 54 305 LUNEVILLE Cedex géré par l'AEIM numéro FINESS : 540 000 221	54
Extrait de l'arrêté N°2009-681 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Raymond Carel » 2 rue des Martyrs du Nazisme – BP 53 – 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PONT géré par l'AEIM numéro FINESS : 54 000 0239/54 000 0254	55
Extrait de l'arrêté N°2009-682 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat- Institut Médico-Educatif « Claude Monet » 121, rue de l'Abbé de l'Epée – 54700 PONT-A-MOUSSON géré par l'AEIM numéro FINESS : 540 000 247	56
Extrait de l'arrêté N°2009-683 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « les Orchidées » - 10 rue Albert 1 ^{er} – BP 93 – 54154 BRIEY Cedex géré par l'AEIM numéro FINESS : 54 0000 817	57
Extrait de l'arrêté N°2009-684 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Les Trois Tilleuls » 1 rue des Tilleuls – 54720 CHENIERES géré par l'AEIM numéro FINESS : 540 000 833	58
Extrait de l'arrêté N°2009-685 du 25 juin 2009 fixant pour l'année 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile 6 allée de Longchamp – Parc d'activités de l'hippodrome – 54600 VILLERS-LES-NANCY géré par l'AEIM numéro FINESS : 54 000 4447	59
Extrait de l'arrêté N°2009-686 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre pour Polyhandicapés « Les Rives du Château » - 33 rue du Château – 54 450 BLAMONT géré par la Croix Rouge Française numéro FINESS : 540 013 877	59
Extrait de l'arrêté N°2009-687 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre Médico-Psycho-Pédagogique - 73 rue Isabey – 54 052 NANCY Cedex géré par la PEP 54 numéro FINESS : 540 000 320	60
Extrait de l'arrêté N°2009-688 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre Médico-Psycho-Pédagogique - 17 bis rue de Boismont – 54400 LONGWY géré par la PEP 54 numéro FINESS : 54 000 268 0	61
Extrait de l'arrêté N°2009-689 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre de Ressource de l'Autisme du CPN de LAXOU Boîte Postale 1010 – 54 521 LAXOU Cedex géré par le Centre Psychothérapique de Nancy à LAXOU numéro FINESS : 540 015 468	61
Extrait de l'arrêté N°2009-690 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée du CPN de LAXOU – 54 521 LAXOU Cedex gérée par le Centre Psychothérapique de Nancy à LAXOU numéro FINESS : 540 018 736	62
Extrait de l'arrêté N°2009-691 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service de Soins et d'Accompagnement pour Etudiants Handicapés 8 rue des Myosotis – BP 35 – 54 501 VANDOEUVRE-LES-NANCY géré par l'Association « Accueil et guider l'intégration » numéro FINESS : 54 001 988 2	62
Extrait de l'arrêté N°2009-693 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 le forfait soins des foyers d'accueil médicalisés - Foyer d'Accueil Médicalisé « Résidence des Trois Fontaines » - Rue de la Libération – 54 330 VEZELISE géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles numéro FINESS : 540 012 556	63
Extrait de l'arrêté N°2009-694 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée - 1161 avenue Pinchard – 54 100 NANCY gérée par l'ALAGH numéro FINESS : 54 000 453 8	63
Extrait de l'arrêté N°2009-695 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 le forfait soins des foyers d'accueil médicalisés - Foyer d'Accueil Médicalisé - 1161 avenue Pinchard – 54 100 NANCY géré par l'ALAGH numéro FINESS : 540 012 606	63
Extrait de l'arrêté N°2009-696 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée - Avenue des Vosges – 54110 ROSIERES-AUX-SALINES gérée par l'Etablissement Public Communal de Rosières-aux-Salines numéro FINESS : 54 001 253 1	64
Extrait de l'arrêté N°2009-697 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée - ZAC de Brabois – Rue de Ludres – 54 500 VANDOEUVRE-LES-NANCY gérée par l'AEIM numéro FINESS : 54 000 5436	64
Extrait de l'arrêté N°2009-698 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre de préorientation 51 avenue de la Libération – 54840 GONDREVILLE géré par l'UGECAM numéro FINESS : 540 012 465	65
Extrait de l'arrêté N°2009-699 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH) - 4 rue Léon Parisot – 54110 ROSIERES-AUX-SALINES géré par l'Etablissement Public Départemental numéro FINESS : 54 000 405 8	65
Extrait de l'arrêté N°2009-700 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée - 4 rue Alfred Labbé – 54 350 MONT-SAINT-MARTIN gérée par l'ALAGH numéro FINESS : 54 001 929 6	66
Extrait de l'arrêté N°2009-701 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 le forfait soins des foyers d'accueil médicalisés - Foyer d'Accueil Médicalisé MICHELET - 10 rue Dominique LOUIS – 54 000 NANCY géré par l'AEIM numéro FINESS : 540 003 738	66
Extrait de l'arrêté N°2009-702 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 le forfait soins des foyers d'accueil médicalisés - Foyer d'Accueil Médicalisé - Route de Baccarat – 54 290 BAYON géré par l'Etablissement Public Communal de Rosières-aux-Salines numéro FINESS : 54 001 353 9	67
Extrait de l'arrêté N°2009-703 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou Spécialistes MICHELET - 10 rue Dominique LOUIS – 54 000 NANCY géré par l'Association AEIM numéro FINESS : 540 003 688	67
Extrait de l'arrêté N°2009-704 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Adultes Handicapés	68
38 rue de Dieuze – 54 000 NANCY géré par l'Association Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 540 007 689	68
Extrait de l'arrêté N°2009-705 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service de Soins Infirmiers à Domicile de Briey/Homécourt - 100 rue de Franchepré – 54240 JOEUF géré par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine numéro FINESS : 540 015 229	68
Extrait de l'arrêté N°2009-706 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Accompagnement Médico-Social (SAMSAH) - «La Maison du Pré St Charles» - 21 rue de la Meuse – 54860 HAUCOURT-MOULAINÉ gérée par l'AEIM numéro FINESS : 54 001 438 8	69
Extrait de l'arrêté N°2009-707 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Adultes Handicapées (SSIADPAH) - 15 Allée des Grands Pâquis – 54180 HEILLECOURT géré par le Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques de Lorraine (GIHP) numéro FINESS : 54 00 164 58	69
Extrait de l'arrêté N°2009-708 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée - 8 rue Caumont La Force - 54300 LUNEVILLE gérée par la Croix Rouge numéro FINESS : 54 001 993 2	70
Extrait de l'arrêté N°2009-709 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Adultes Handicapées (SSIADPAH) géré par la Maison de Retraite Saint-Charles – Rue Notre Dame BP n°2 – 54 330 VEZELISE numéro FINESS : 54 00 174 98	70
Extrait de l'arrêté N°2009-710 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Adultes Handicapées (SSIADPAH) géré par l'Association SSCIAD du Val de Lorraine - 2 place Jules Colombé - 54700 Pont à Mousson numéro FINESS : 540 017 449	70
Extrait de l'arrêté N°2009-711 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Adultes Handicapées (SSIADPAH) - 4, rue Alfred Labbé – 54350 MONT SAINT MARTIN géré par ALPHASANTE numéro FINESS : 540 018 298	71

Extrait de l'arrêté N°2009-833 du 6 juillet 2009 modifiant l'arrêté n° 2009-697 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée - ZAC de Brabois – Rue de Ludres – 54500 VANOEUVRE-LES-NANCY gérée par l'AEIM numéro FINESS : 54 000 5436.....	71
Extrait de l'arrêté N°2009-846 du 10 juillet 2009 modifiant l'arrêté n° 2009-657 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1 ^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - «Centre de Rééducation de l'Ouïe et de la Parole - Institut des Jeunes Sourds » - 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange numéro FINESS : 540 000 692.....	72
Extrait de l'arrêté N°2009-947 du 26 août 2009 fixant à compter du 1 ^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique « l'Escale » - 15 rue Saint-Charles – 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE numéro FINESS : 540 002 052.....	73
Extrait de l'arrêté N°2009-948 du 26 août 2009 fixant à compter du 1 ^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Jean l'Hôte » - Chemin du Harquet – BP 126 – 54 305 LUNEVILLE Cedex géré par l'AEIM numéro FINESS : 540 000 221.....	73
Extrait de l'arrêté N°2009-949 du 26 août 2009 fixant à compter du 1 ^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique « Gai Soleil » 14 rue de Metz – 54 000 NANCY géré par l'association « Culture et Promotion » numéro FINESS : 54 0000 627.....	74
Extrait de l'arrêté N°2009-N°950 du 26 août 2009 fixant à compter du 1 ^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'Education pour Déficients Visuels-Sections SANTIFONTAINE 8 rue de Santifontaine – 54052 NANCY Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles numéro FINESS : 54 000 684.....	75
Extrait de l'arrêté N°2009-951 du 26 août 2009 fixant à compter du 1 ^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - «Centre de Rééducation de l'Ouïe et de la Parole - Institut des Jeunes Sourds » 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange numéro FINESS : 540 000 692.....	76
Extrait de l'arrêté N°2009-952 du 26 août 2009 fixant à compter du 1 ^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif Saint-Camille - 12 poste de Velaine – 54840 VELAIN-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE numéro FINESS : 540 000 718.....	77
Extrait de l'arrêté N°2009-953 du 26 août 2009 fixant à compter du 1 ^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique « Saint-Camille » - 12 poste de Velaine – 54840 VELAIN-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE numéro FINESS : 540 013 414.....	78
Extrait de l'arrêté N°2009-N°954 du 26 août 2009 fixant à compter du 1 ^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Les Terrasses de Méhon » 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociales numéro FINESS : 54 000020 5.....	79
Extrait de l'arrêté N°2009-N°955 du 26 août 2009 fixant à compter du 1 ^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique « Les Terrasses de Méhon » 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 000 400 9.....	79
Extrait de l'arrêté N°2009-N°956 du 26 août 2009 fixant à compter du 1 ^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 0 00057 7.....	80
Extrait de l'arrêté N°2009-N°957 du 26 août 2009 fixant à compter du 1 ^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 001 013 9.....	81
Extrait de l'arrêté N°2009-958 du 26 août 2009 fixant à compter du 1 ^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'Education Motrice 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 001 877 7.....	81
Extrait de l'arrêté N°2009-959 du 26 août 2009 fixant à compter du 1 ^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Raymond Carel » 2 rue des Martyrs du Nazisme – BP 53 – 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT géré par l'AEIM numéro FINESS : 54 000 0239/54 000 0254.....	82
Extrait de l'arrêté N°2009-960 du 26 août 2009 fixant à compter du 1 ^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre pour Polyhandicapés « Les Rives du Château » 33 rue du Château – 54 450 BLAMONT géré par la Croix Rouge Française numéro FINESS : 540 013 877.....	83
Extrait de l'arrêté N°2009-961 du 26 août 2009 fixant à compter du 1 ^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée 8 rue Caumont La Force - 54300 LUNEVILLE gérée par la Croix Rouge numéro FINESS : 54 001 993 2.....	83
Extrait de l'arrêté N°2009-1062 du 31 août 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Adultes Handicapées (SSIADPAH) des 4 cantons géré par l'Association ADMR– 11, Bis rue des Moulins – 54 120 BACCARAT numéro FINESS : 54 002 064 1.....	84
Extrait de l'arrêté N°2009-1131 du 26 août 2009 fixant à compter du 1 ^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Adultes Handicapées (SSIADPAH) géré par l'Association SCIAD du Val de Lorraine - 2 place Jules Colombé - 54700 Pont à Mousson numéro FINESS : 540 017 449.....	84
Extrait de l'arrêté N°2009-1132 du 24 septembre 2009 fixant à compter du 1 ^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Jean l'Hôte » Chemin du Harquet – BP 126 – 54 305 LUNEVILLE Cedex géré par l'AEIM numéro FINESS : 540 000 221.....	85
Extrait de l'arrêté N°2009-1454 du 17 novembre 2009 fixant pour 2009 le forfait soins des foyers d'accueil médicalisés - Foyer d'Accueil Médicalisé - 4 bis, Avenue Kennedy – 54 200 TOUL géré par l'AEIM numéro FINESS : 540019189.....	85
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA N°1598 du 15 décembre 2009 autorisant l'Association « Santé Orne Services » à créer un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à Joëuf.....	85
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA N°1632 du 15 décembre 2009 autorisant l'Association « Assistance Vie à Domicile » (AVAD) à créer un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à Essey-Les-Nancy.....	86
Service Actions et Etablissements de Santé.....	87
Extrait de l'arrêté n° 5 du 17 décembre 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin.....	87
Extrait de l'arrêté n° 21 du 17 décembre 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL.....	87
Extrait de l'arrêté n° 23 du 17 Décembre 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON.....	88
Extrait de l'arrêté de l'A.R.H. de Lorraine n°187/09 portant délégation de signature à Madame Claudine BARBASTE directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle par intérim.....	89
Extrait de l'arrêté n° 19 du 11 Janvier 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE.....	89
Extrait de l'arrêté n° 26 du 11 Janvier 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY.....	90
Service Pôle Santé.....	91
Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/ N°1541 du 1 ^{er} décembre 2009 fixant pour l'année 2009 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) - 29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – C.O. n° 34 – 54035 NANCY-CEDEX géré par le CHU de NANCY.....	91
Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/ N°1542 du 15 décembre 2009 fixant pour la période du 1 ^{er} Mai au 31 Décembre 2009 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) - 4, rue Alfred Labbé – 54350 MONT-SAINT-MARTIN géré par l'association ALPHA-SANTE à HAYANGE.....	91
Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/ N°1543 du 1 ^{er} décembre 2009 fixant pour l'année 2009 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre de soins spécialisés pour toxicomanes (CSST) - 53, rue Carnot – 54190 VILLERUPT géré par l'association TANDEM.....	92
Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/ N°1544 du 1 ^{er} décembre 2009 fixant pour l'année 2009 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre de soins spécialisés pour toxicomanes (CSST) – Unité fonctionnelle d'accueil et de traitement des toxicomanes (UFATT) – 22, bis rue de Malzéville – 54000 NANCY géré par le CHU de NANCY.....	92

Extrait de l'arrêté N°2009-N° 1566 du 30 novembre 2009 fixant à compter du 1 ^{er} décembre 2009 les tarifs des prestations journalières des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Les Trois Tilleuls » - 1 rue des Tilleuls – 54720 CHENIERES géré par l'AEIM numéro FINESS : 540 000 833.....	93
Extrait de l'arrêté N°2009-N° 1567 du 30 novembre 2009 fixant à compter du 1 ^{er} décembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « les Orchidées » - 10 rue Albert 1 ^{er} – BP 93 – 54154 BRIEY Cedex géré par l'AEIM numéro FINESS : 54 0000 817.....	94
Extrait de l'arrêté N°2009-1570 du 30 novembre 2009 fixant à compter du 1 ^{er} décembre 2009 les tarifs des prestations journalières des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée - 1161 avenue Pinchard – 54 100 NANCY gérée par l'ALAGH numéro FINESS : 54 000 453 8.....	95
Extrait de l'arrêté N°2009-N° 1571 du 30 novembre 2009 fixant à compter du 1 ^{er} décembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre Médico-Psycho-Pédagogique - 73 rue Isabey – 54 052 NANCY Cedex géré par la PEP 54 numéro FINESS : 540 000 320.....	95
Extrait de l'arrêté N°2009-N° 1572 du 30 novembre 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre Médico-Psycho-Pédagogique - 17 bis rue de Boismonst – 54400 LONGWY géré par la PEP 54 numéro FINESS : 54 000 268 0.....	96
Extrait de l'arrêté N°2009-N° 1574 du 30 novembre 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile (SESSAD) - 14 rue René Dorme - 54150 BRIEY gérée par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle numéro FINESS : 54 001 8728.....	96
Extrait de l'arrêté N°2009-N° 1575 du 30 novembre 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile du Centre d'Education Motrice – 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAUVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 540 020 096.....	97
Extrait de l'arrêté N°2009-N° 1576 du 30 novembre 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de Institut Médico-Educatif – 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAUVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 002 007 0.....	97
Extrait de l'arrêté N°2009-1577 du 30 novembre 2009 fixant à compter du 1 ^{er} décembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée - 4 rue Alfred Labbé – 54 350 MONT-SAINT-MARTIN gérée par l'ALAGH numéro FINESS : 54 001 929 6.....	98
Extrait de l'arrêté N°2009-1591 du 30 novembre 2009 fixant à compter du 1 ^{er} décembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre de préorientation - 75 boulevard Lobau – 54000 NANCY géré par l'UGECAM numéro FINESS : 540 012 465.....	99
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1703 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 382 du 23 décembre 2009 autorisant la Fondation Vincent de Paul à augmenter la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Bas Château » d'Essey-Les-Nancy.....	99
Extrait de l'arrêté N°2009-1973 du 30 novembre 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile « l'Escale » - 15 rue Saint-Charles – 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE numéro FINESS : 540 013 455.....	100
Extrait de l'arrêté N°2009-1606 du 30 novembre 2009 fixant pour 2009 le forfait soins des foyers d'accueil médicalisés - Foyer d'Accueil Médicalisé - 1161 avenue Pinchard – 54 100 NANCY géré par l'ALAGH numéro FINESS : 540 012 606.....	100
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES.....	101
Service Santé et Protection Animales et Environnement.....	101
Extrait de l'arrêté n°09.DDSV.118 du 15 octobre 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Tanguy WOESTYN.....	101
Extrait de l'arrêté n°09.DDSV.129 du 18 décembre 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Clara BOUREL.....	101
Extrait de l'arrêté n°09.DDSV.130 du 18 décembre 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Pauline CESTRE.....	101
Extrait de l'arrêté n°09.DDSV.131 du 18 décembre 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Jean-Philippe CONROY.....	102
Extrait de l'arrêté n°09.DDSV.132 du 18 décembre 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Marion GERAUD.....	102
Extrait de l'arrêté n°09.DDSV.133 du 21 décembre 2009 concernant l'organisation de la campagne de prophylaxie 2009-2010.....	102
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	103
Arrêté du 7 janvier 2010 portant subdélégation de signature.....	103
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	103
Délégation de signatures du 6 janvier 2010.....	103
AUTRES SERVICES.....	109
MATERNITE REGIONALE DE NANCY.....	109
Décision 2009/001 du 1 ^{er} novembre 2009 portant délégation de signature générale.....	109
Décision 2009/003 du 1 ^{er} novembre 2009 portant délégation de signature (services financiers).....	109
Décision 2009/004 du 1 ^{er} novembre 2009 portant délégation de signature (département d'information médicale).....	110
Décision du 1 ^{er} novembre 2009 portant délégation de signature (pharmacie).....	110
Décision 2009/006 du 1 ^{er} novembre 2009 portant délégation de signature (Cellule achats et marchés publics).....	111
Décision 2009/007 du 1 ^{er} novembre 2009 portant délégation de signature (service hôtelier).....	112
Décision 2009/008 du 1 ^{er} novembre 2009 portant délégation de signature (Services techniques, ateliers, atelier biomédical et service de sécurité).....	112
Décision 2009/009 du 1 ^{er} novembre 2009 portant délégation de signature (service entretien).....	113
Décision 2009/010 du 1 ^{er} novembre 2009 portant délégation de signature (service informatique).....	113
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	113
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	113
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE.....	113
Service aménagement durable, urbanisme, risques.....	113
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 15010 du 5 janvier 2010 autorisant AIR à exécuter des travaux sur la commune d' HOMECOURT.....	113
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 15511 du 31 décembre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de HERIMENIL.....	113
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 25661 du 5 janvier 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY.....	114
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 29321 du 5 janvier 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de CEINTREY.....	114
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 29910 du 13 janvier 2010 autorisant AIR à exécuter des travaux sur la commune de SAINT-AIL.....	114
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 33233 du 5 janvier 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BARISEY AU PLAIN.....	114
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 33288 du 5 janvier 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de JARNY.....	114
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 35323 du 31 décembre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de TOUL.....	114
DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LORRAINE.....	114
Avis relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de Meurthe-et-Moselle.....	114

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET
Bureau du Cabinet

Extrait de l'arrêté du 18 décembre 2009 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports – promotion du 1^{er} janvier 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : la médaille de bronze de la jeunesse et des sports est décernée aux personnes suivantes :

Monsieur Jean MOITRY - 45 rue de Marseille - 54350 MONT-SAINT-MARTIN
Monsieur Guy PAULET - 58 rue Jean-Jaurès - 54400 LONGWY
Monsieur Bernard MORIN - 25 rue de Lorraine - 54400 COSNES-ET-ROMAIN
Monsieur Jean-Louis HARO - 12 rue Emile Zola - 54310 HOMECOURT
Monsieur Thomas PERNAR - 16 rue Gaston Levy 54400 LONGWY
Monsieur Gilles OTTAVIANI - 2 lotissement M. Pagnol - 54590 HUSSIGNY-GODBRANGE
Monsieur Denis BOURLIER - 15 place Leclerc - 54800 JARNY
Monsieur Raphaël PERFETTO - 36, 2^{ème} avenue - 54680 CRUSNES
Madame Claudine GUERIN - Route de Lamalmaison - 54260 VILLANCY
Madame Colette SOURDOT - 38 rue Maurice Thorez - 54310 HOMECOURT
Monsieur Charles MICHAUX - 149 rue de Lorraine - 54400 COSNES-ET-ROMAIN
Madame Renée RAISON - 18 rue Saint-Jules - 54400 LONGWY
Monsieur Didier LECLAIRE - 4 rue Lavoisier - 54800 JARNY
Monsieur Jean-Luc KESTER - 211 cité des Bingottes - 54120 BACCARAT
Madame Liliane MOINAUX - 5 Hameau des Carrières - 54120 MERVILLER
Monsieur Michel BOUTROU - 28 rue de l'Ormain - 54520 LAXOU
Monsieur Jean-Paul LOUIS - 65 rue du Capitaine Caillon - 54230 NEUVES-MAISONS
Monsieur Patrick CAMUS - 30 rue Charles Oudilles - 54600 VILLERS-LES-NANCY
Madame Marie-Yvonne BERNARD - 12 rue du 4 Septembre - 54510 TOMBLAINE
Monsieur Pierre DURR - 56 chemin d'Amance - 54130 DOMMARTEMONT
Monsieur Philippe SIRGUEY - 3 rue Maryse Hilsz - 54000 NANCY
Monsieur Marcel DOLLINGER - 17 chemin de la Tuilerie - 54460 LIVERDUN
Madame Maryse DEL GRANDE - 23 rue de l'Eglise - 54220 MALZEVILLE
Monsieur Yves LEICKNER - 33 rue Lyautey - 54390 FROUARD
Monsieur Eric CRAMBES - 60 rue du Capitaine Caillon - 54230 NEUVES-MAISONS

Article 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie sera adressée aux intéressés ainsi qu'à madame la ministre de la Santé et des Sports.

NANCY, le 18 décembre 2009

Pour le préfet
et par délégation,
Le secrétaire général
François MALHANCHE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES
Bureau des Réglementations

Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er – La Communauté Juive de Nancy est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras supplémentaires, au N° 17 et N° 19 du boulevard Joffre à NANCY (54000) ;
en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.05.0111

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

M. Georges LOEB, trésorier

M. Dominique DIDELOT, concierge

M. Jean-Jacques BLOCH, membre de la communauté

M. Raphaël KAHN, membre de la communauté

La durée maximale de conservation des images est fixée à 5 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- au trésorier de la communauté
- au maire de Nancy
- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet
La directrice de la réglementation
Et des libertés publiques
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 16 novembre 2009 portant fermeture administrative d'un débit de boissons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les contrôles de police effectués le 30 juin 2009 ont fait apparaître l'absence de document relatif à l'étude d'impacts sonores alors que des équipements sonores attestent de la diffusion de musique amplifiée et également l'absence d'affichages réglementaires prévus par le code de la santé publique

Considérant le refus du gérant de l'établissement, le premier août 2009, de se conformer aux avertissements des contrôles de police constatant que des consommateurs sont installés en terrasse, sans autorisation

Considérant les problèmes de tranquillité publique signalés par les riverains dudit débit de boissons, à nouveau réitérés, le 7 septembre 2009

Considérant que le gérant exploitant n'a pas contesté les faits lors de son audition par les services de police le 29 septembre 2009 reconnaissant ne pas être bien au courant des réglementations et responsabilités que sa qualité de gérant implique de connaître et d'appliquer dans son établissement

Considérant que le gérant n'apporte aucune observation écrite sur les faits rapportés alors qu'il a été invité à le faire expressément par lettre du 15 octobre 2009

Considérant que le gérant a signalé, oralement le 30 octobre 2009, aux services de la préfecture que le jour du contrôle de police, il effectuait des travaux de peinture justifiant l'absence d'affichage mais qu'il n'a toutefois apporté aucun justificatif sur cet argumentaire

Considérant que dans ces conditions, les éléments invoqués par ledit gérant ne sont pas de nature à écarter les griefs reprochés

Considérant la nécessité de préserver l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRETE

Article 1 – La fermeture administrative de l'établissement à l'enseigne « AL AHBABS »9, rue des Fossés à PONT A MOUSSON (54700) est prononcée pour une durée d'un mois.

Article 2 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à

- Monsieur Nouredine BOUMADIANE, gérant de l'établissement,

et dont une copie sera adressée à :

- M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales, Monsieur le Maire de Pont à Mousson, M. le directeur régional des douanes et droits indirects, M. le président de la fédération départementale de l'industrie hôtelière de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 16 novembre 2009

Le secrétaire Général de la préfecture
François MALHANCHE

VOIES ET DELAIS DE RECOURS :

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits:

Un recours hiérarchique auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière – CO N°38 - 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document considéré comme utile à l'instruction de la requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 7 janvier 2010 portant avertissement à l'encontre d'un débit de boissons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que lors du contrôle de police du 30 juin 2009, il a été relevé des infractions au code pénal, au code de la propriété intellectuelle, code de la santé publique, code de l'environnement et code de la consommation suivantes :

- délit de contrefaçon prévu et réprimé par les articles L 224-4 et L 335-2 du code de la propriété intellectuelle,
- défaut de présentation du document relatif à l'étude d'impact des nuisances sonores tel que prescrit par l'arrêté du 15/12/1998,
- absence d'affichage extérieur de la licence IV,
- absence d'affichage des prix,
- absence d'affichage des dispositions concernant la répression de l'ivresse publique (article L 3341-2 du code de la santé publique),
- absence d'affichage du règlement sanitaire départemental,
- maintien d'une enseigne non conforme à l'autorisation,

Considérant que la mise en garde faite à l'exploitant, M. Mutlu COBAN, par M. le chef de la circonscription de sécurité publique de PONT-A-MOUSSON en début d'année 2009 est restée sans effet ;

Considérant que les bruits de voisinage, les terrasses sauvages et le stationnement anarchiques persistent ;

Considérant que M. Mutlu COBAN, a été entendu le 5 novembre 2009 à la circonscription de sécurité publique de PONT-A-MOUSSON et qu'il n'a pas contesté les faits reprochés et qu'il a indiqué ne pas connaître alors la réglementation en vigueur bien qu'il ait suivi la formation pour l'obtention du permis d'exploitation comme l'atteste un certificat qu'il a produit, lequel est daté du 24 juin 2009;

Considérant au surplus que l'exploitant ne s'est pas rendu à une convocation du 9 novembre 2009 de M. le directeur départemental de la sécurité publique, destinée à fournir aux services de police les documents manquants lors de la visite de son établissement

Considérant que les observations écrites fournies par l'exploitant le 7 décembre 2009 n'ont apporté aucun élément nouveau de nature à justifier les faits qui lui ont été reprochés ;
Considérant la nécessité de préserver l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 – Un avertissement est prononcé à l'encontre de l'établissement à l'enseigne «la Palmeraie» 7,rue des Fossés à PONT-A-MOUSSON (54700).

Article 2 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à

- M. Coban MUTLU, gérant de l'établissement,

et dont une copie sera adressée à :

- M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales, M. le Maire de PONT-A-MOUSSON, M. le directeur régional des douanes et droits indirects,

Nancy, le 7 janvier 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Bernard BREYTON
Sous-Préfet de TOUL

VOIES ET DELAIS DE RECOURS :

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits:

Un recours hiérarchique auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière – CO N°38 - 54036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 7 janvier 2010 portant avertissement à l'encontre d'un débit de boissons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que lors du contrôle de police du 30 juin 2009, il a été relevé les infractions suivantes :

- délit de contrefaçon prévu et réprimé par les articles L 224-4 et L 335-2 du code de la propriété intellectuelle,

- défaut de présentation du document relatif à l'étude d'impact des nuisances sonores tel que prescrit par l'arrêté du 15/12/1998,

Considérant que la mise en garde faite à l'exploitant, M. Mutlu COBAN, par M. le chef de la circonscription de sécurité publique de PONT-A-MOUSSON en début d'année 2009 est restée sans effet ;

Considérant que les troubles de voisinage (bruit, stationnement anarchique.) persistent ;

Considérant que M. Mutlu COBAN, a été entendu le 5 novembre 2009 à la circonscription de sécurité publique de PONT-A-MOUSSON et qu'il n'a pas contesté les faits reprochés et qu'il a indiqué ne pas connaître alors la réglementation en vigueur bien qu'il ait suivi la formation pour l'obtention du permis d'exploitation comme l'atteste un certificat qu'il a produit, lequel est daté du 24 juin 2009;

Considérant au surplus que l'exploitant ne s'est pas rendu à une convocation du 9 novembre 2009 de M. le directeur départemental de la sécurité publique, destinée à fournir aux services de police les documents manquants lors de la visite de son établissement

Considérant que les observations écrites fournies par l'exploitant le 7 décembre 2009 n'ont apporté aucun élément nouveau de nature à justifier les faits qui lui ont été reprochés ;

Considérant la nécessité de préserver l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 – Un avertissement est prononcé à l'encontre de l'enseigne «ADANA KEBAB »,5, rue des Fossés à PONT-A-MOUSSON (54700)

Article 2 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à

- M. Coban MUTLU, gérant de l'établissement,

et dont une copie sera adressée à :

- M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales, M. le Maire de PONT-A-MOUSSON, M. le directeur régional des douanes et droits indirects,

Nancy, le 7 janvier 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Bernard BREYTON
Sous-Préfet de TOUL

VOIES ET DELAIS DE RECOURS :

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits:

⇒ Un recours hiérarchique auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

⇒ Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

⇒ Un recours contentieux devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière – CO N°38 - 54036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2010 portant autorisation administrative d'une entreprise privée de sécurité - autorisation préfectorale n° 214

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

Article 1er – L'entreprise de sécurité privée, société à responsabilité limitée, MAT SECURITE PRIVEE est autorisée à exercer les activités privées de surveillance et de gardiennage telles que définies aux alinéas 1 et 2 de l'article 1er de la loi du 12 juillet 1983 susvisée à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Mademoiselle Khady DIOP, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le greffier du tribunal de commerce de NANCY, et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 11 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de bureau
JP DEVIDET

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

⇒ *Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.*

⇒ *Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.*

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

⇒ *Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54036 NANCY.*

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er – La boulangerie pâtisserie Emilie & Stéphane est autorisée à installer au n° 102 rue Sainte-Anne à LUNEVILLE (54300), un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.09.0086**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M. Stéphane ONUR, cogérant

- Mme Emilie ONUR, cogérante

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Stéphane ONUR, cogérant

- Mme Emilie ONUR, cogérante

- M. le Sous-Préfet de Lunéville

- M. le maire de Lunéville

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 14 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur par intérim,
Jacques SABLAYROLLES

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er – La banque BNP PARIBAS IMEX est autorisée à installer au n°3 bis Avenue Anatole France à Nancy (54000) un système de vidéosurveillance comportant 6 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.09.0055**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Le responsable de l'Agence

- L'opérateur de la station de télésurveillance

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le responsable de l'Agence

- M. le maire de NANCY

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur par intérim,
Jacques SABLAYROLLES

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er – La Société de tir de Nancy est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, au N°41 rue de Tomblaine à NANCY (54000) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.09.0083**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont:

- M. Alain CAVARE, Président

- M. René THOMASSIN, Vice-Président

La durée maximale de conservation des images est fixée à 2 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Alain CAVARE, Président

- M. le maire de NANCY

- M. Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 14 janvier 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur par intérim,
Jacques SABLAYROLLES

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 14 janvier 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er – La SARL CLEMY (restaurant QUICK) est autorisée à installer au 10/12 rue Mazagran à NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 12 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.09.0101**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M. Clément RECEVEUR, responsable magasin,

- M. Cédric MOUCHA, premier manager

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Clément RECEVEUR, responsable magasin
 - M. le maire de NANCY
 - M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.
 Nancy, le 14 janvier 2010

Le préfet,
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur par intérim,
 Jacques SABLAYROLLES

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté du 29 décembre 2009 relatif à la constitution d'un groupe de travail chargé d'élaborer un règlement de publicité à TOUL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} : Il est institué pour la ville de TOUL un groupe de travail, présidé par le maire de la commune ou son adjoint, et ainsi composé :

1 – MEMBRES AYANT VOIX DELIBERATIVE

a) Représentants des services de l'Etat :

- M. le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- M. le directeur régional de l'environnement, ou son représentant,
- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, ou son représentant,
- M. le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, architecte des bâtiments de France, ou son représentant.

b) Elus locaux – Commune de TOUL :

- M. Gérard HOWALD,
- Mme Sarah COLLIN,
- Mme Geneviève DALIER.

2 – MEMBRES AYANT VOIX CONSULTATIVE

Représentants des entreprises de publicité :

- M. le directeur de la société AVENIR JCDECAUX, 13 allée des peupliers ZI HOUEMONT BP 123 54184 HEILLECOURT cedex ou son représentant,
- M. le directeur de la société CBS OUTDOOR, Cellule des concessions et de la réglementation, 3 esplanade du Foncet, 92130 ISSY LES MOULINEAUX ou son représentant,
- M. le représentant de la société CLEAR CHANNEL Région Grand Est ZI rue Gay Lussac 67201 STRASBOURG,

Article 2 : Le groupe de travail est chargé d'élaborer un règlement local de publicité délimitant des zones de publicité, ainsi que les prescriptions qui s'y appliquent.

Article 3^o : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès du préfet signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, M. le Sous-préfet de TOUL, Mme le maire de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacune des personnes citées à l'article 1^{er} et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 29 décembre 2009

Le préfet,
 Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 31 décembre 2009 N°54-2009-00018 portant autorisation au titre de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique et valant autorisation au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant l'implantation d'une turbine au fil de l'eau sur la commune de Montauville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;
 Considérant que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

A R R E T E

Titre 1 : objet de l'autorisation

Article 1 : objet de l'autorisation

Le pétitionnaire, Monsieur KREMER Richard domicilié 83, rue du Pilan - Cidex 304 - 54 700 MONTAUVILLE, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : Implantation d'une turbine au fil de l'eau dans le ruisseau du Grand Rupt sur la commune de MONTAUVILLE.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
5.2.2.0	Entreprises hydrauliques soumises à la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique (A)	Autorisation

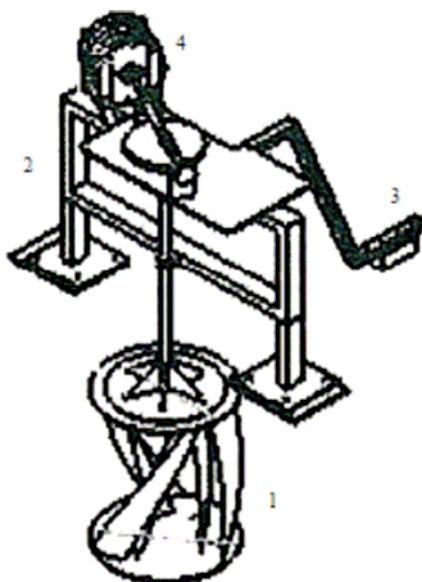
Article 2 : caractéristiques des ouvrages

Les installations, ouvrages, travaux, activités ont les caractéristiques suivantes :

Une pico centrale hydraulique sera installée dans le lit du ruisseau du Grand Rupt, dans l'enceinte de la propriété de Monsieur Richard KREMER, entre les parcelles AD 256 et AD 257 de la commune de Montauville.

Le principe de cette pico centrale consiste à maintenir une turbine de GORLOV (1) dans le courant grâce à un cadre tubulaire articulé fixé sur les deux berges du cours d'eau (2), axe lui-même relié directement à une génératrice à disques à aimants permanents (4).

Un système de contre-poids (3) permet un basculement de la turbine afin de libérer le courant en cas de crue ou d'obstruction.



Descriptif de la pico centrale hydraulique au fil de l'eau

Les caractéristiques techniques composant cette pico-centrale sont les suivantes :

une turbine au fil de l'eau du type GORLOV. La turbine est constituée de trois pales doubles en forme d'hélice, à l'image d'une molécule d'ADN. L'emprise des trois hélices représente un diamètre de 600 mm sur une hauteur de 600 mm. Le fond de la turbine sera situé à 20 cm du fond du cours d'eau. La rotation lente de la turbine (de l'ordre de 26 tours par minute), ainsi que sa forme permettent de laisser la libre circulation de la vie piscicole et des matériaux ;

le cadre tubulaire permettant de maintenir la turbine dans le fil de l'eau prendra appui sur les deux berges du cours d'eau, sans modification ou artificialisation de l'existant ;

un contre poids de 4 kilogrammes permettant d'escamoter la turbine et donc de libérer le lit mineur en cas de crue ou d'obstacle"

une génératrice à disques à aimants permanents .

La production maximale hydraulique du ruisseau est évaluée à 435 Watts/h pour une puissance brute maximale de la turbine estimée à 100 Watts/heure.

La production électrique est destinée à un usage personnel.

Titre 2 : prescriptions

Article 3 : prescriptions spécifiques

Aucun graisseur automatique ne sera installé sur la pico centrale. Les interventions nécessitant l'utilisation de produits potentiellement polluants pour le cours d'eau (huiles, peinture....) se feront hors de la proximité du cours d'eau en démontant l'installation.

S'agissant d'une installation sur la propriété principale de Monsieur KREMER, ce dernier interviendra au plus vite en cas de crue ou d'obstacle.

Titre 3 : dispositions générales

Article 4 : durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 50 ans à compter de sa notification au pétitionnaire.

Article 5 : conformité du dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 6 : caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 7 : déclaration des incidents et accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 8 : remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 9 : accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 10 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11 : autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 12 : publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de Montauville.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans la mairie de Montauville pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de Montauville.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 13 : voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 14 : exécution

le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

le maire de la commune de Montauville,

le chef du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques,

le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle,

le commandant du groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public à la mairie de la commune intéressée.

Nancy, le 31 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet de Toul
Bernard BREYTON

Arrêté préfectoral du 6 janvier 2010 portant approbation du plan départemental de gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le Code de l'Environnement, notamment le titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et le titre IV du livre V relatif aux déchets ;

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 93-139 du 3 février 1993 relatif aux plans d'élimination des déchets ménagers ;

Vu la circulaire conjointe du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement et du Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement en date du 15 février 2000 relative à la planification des déchets de chantiers du bâtiment et des travaux publics ;

Vu le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de Meurthe-et-Moselle approuvé par arrêté préfectoral du 16 juillet 2001 ;

Vu le schéma départemental des carrières de Meurthe-et-Moselle approuvé par arrêté préfectoral du 28 février 2003 ;

Vu l'avis de la commission d'élaboration du plan départemental de gestion des déchets de chantiers du bâtiment et des travaux publics en date du 6 juillet 2006 ;

Vu l'avis du Préfet de la Région Lorraine en date du 31 août 2007 ;

Vu l'avis en date du 19 décembre 2007 du Président du Conseil Régional de Lorraine émis dans le cadre de la consultation de la commission relative au plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux ;

Vu l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 8 octobre 2007 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 10 septembre 2009 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

AR R E T E

Article 1er : Le plan départemental de gestion des déchets de chantiers du bâtiment et des travaux publics de Meurthe-et-Moselle est approuvé.

Article 2 : Un accord cadre a été adopté et signé. Il est intégré dans le plan départemental.

Article 3 : Un comité de suivi et de mise en œuvre du plan départemental de gestion des déchets de chantiers du bâtiment et des travaux publics de Meurthe-et-Moselle est mis en place. Ce comité est constitué des membres du groupe de travail désignés par la commission.

Article 4 : Le plan, qui sera révisé au plus tard dans un délai de 10 ans à compter de la date du présent arrêté, sera actualisé régulièrement et un rapport relatif à sa mise en œuvre sera présenté régulièrement à la commission partenariale mise en place pour son élaboration.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa parution au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Un exemplaire du plan sera déposé à la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dans les sous-préfectures de Briey, Lunéville et Toul où il pourra être consulté par toute personne intéressée. Il sera également consultable sur le site Internet de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Un exemplaire du plan sera adressé au Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ainsi qu'au Président du Conseil Régional de Lorraine.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, MM. les Sous-Préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL, M. le Directeur Départemental des Territoires, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Mmes et MM. les Maires et Présidents d'Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière de gestion des déchets concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 6 janvier 2010

Le Préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté inter préfectoral déclarant d'utilité publique, en vue de l'établissement de servitudes, les travaux de déviation et de mise en souterrain de la ligne à 63 000 volts Landres – Montois

Le Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la zone de défense Est, Préfet de la Moselle
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETEMENT

Article 1er : Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux de déviation et de mise en souterrain de la ligne à 63 000 volts Landres - Montois, sur le territoire des communes de HOMECOURT, AUBOUÉ et SAINTE-MARIE-AUX-CHENES.

Article 2 : Le présent arrêté est publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et de la préfecture de la Moselle et affiché dans les mairies de HOMECOURT, AUBOUÉ, SAINTE-MARIE-AUX-CHENES.

Il fait également l'objet d'un avis dans les annonces légales de deux journaux locaux de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Article 3 : Les Secrétaires Généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, la Sous-Préfète de Metz Campagne, le Sous-Préfet de Briey, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture de Meurthe et Moselle, le Directeur Départemental Délégué de l'Agriculture et de la Forêt de la Moselle, et les maires de HOMECOURT, AUBOUÉ, SAINTE-MARIE-AUX-CHENES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie conforme est également adressée à M. le Directeur de RTE EDF Transport SA et qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication
- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification

Nancy, le 31 décembre 2009

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
Bernard BREYTON
Sous Préfet de Toul

Metz, le 28 décembre 2009

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-Francis TREFFEL

Extrait de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2010 portant 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par pompage dans le forage "Le Haut de Cendré" à Bathélmont-lès-Bauzemont par le syndicat intercommunal des eaux de Bénamont b) d'établissement du périmètre de protection de ce point d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine du syndicat intercommunal des eaux de Bénamont énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine du syndicat intercommunal des eaux de Bénamont ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Titre I – Dispositions générales

Article 1er - Objet

Le présent arrêté concerne :

1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par forage sur la commune de Bathélmont-lès-Bauzemont, par le syndicat intercommunal des eaux de Bénamont, dénommé ci-après "la collectivité";

2°) l'établissement du périmètre de protection autour du forage "Le Haut de Cendré" ;

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 – Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine par le forage "Le Haut de Cendré" ;

2°) l'établissement du périmètre de protection autour de ce point d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ce périmètre.

Titre II – Dérivation des eaux

Article 3 – Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le forage ci-après identifié :

Appellation	Commune	Lieu-dit	Parcelle	Code minier	Code masse d'eau	Coordonnées Lambert II (m)		Altitude (m)
						X =	Y =	
Forage "Le Haut-de-Cendré"	Bathélmont-lès-Bauzemont	Haut-de-Cendré	ZA 1	02311X0017	2005	906 569	2 418 786	254

Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 90 m³/h à raison de 15 h/j et 510 000 m³/an.

Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

Titre III – Périmètres de protection du point d'eau**Article 8 - Définition du périmètre de protection immédiate**

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale de la parcelle incluse dans le périmètre de protection immédiate. Celui-ci est situé sur la commune de Bathélmont-lès-Bauzemont et concerne la parcelle ci-dessous :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelle
Bathélmont-lès-Bauzemont	ZA	Haut-de-Cendré	1
Surface totale de l'emprise du périmètre de protection immédiate			11a70ca

Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate

Le terrain nécessaire à la constitution du périmètre de protection immédiate est la propriété de la collectivité et doit le rester. Il doit être clôturé de façon à protéger l'accès aux ouvrages de captage et de traitement.

La surface du périmètre de protection immédiate n'est accessible qu'aux seules personnes chargées de l'entretien des ouvrages et de leurs abords et du contrôle de la qualité des eaux.

La surface du périmètre de protection immédiate est régulièrement entretenue. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Toute activité autre que celles précédemment mentionnées est interdite.

Article 10 - Travaux à réaliser

La clôture du périmètre de protection immédiate sera entretenue afin d'empêcher la pénétration des animaux et le franchissement par les humains.

Dans un délai de dix-huit mois à compter de la signature de l'arrêté préfectoral sera réalisée une margelle, sur deux côtés autour du regard du forage, sur une hauteur de cinquante centimètres afin de prévenir toute pénétration d'eau boueuse.

Le fossé drainant créé autour du périmètre de protection immédiate afin de canaliser les eaux de ruissellement et d'éviter leur pénétration dans le périmètre sera régulièrement entretenu pour permettre le bon écoulement des eaux.

Une inspection caméra du forage et un essai de pompage seront réalisés lors du prochain remplacement de pompe afin de surveiller le vieillissement de l'ouvrage.

La réflexion sur la diversification de la ressource en eau du syndicat sera poursuivie.

L'ensemble des raccords en plomb présents sur le réseau de distribution de la collectivité sera remplacé pour répondre aux normes applicables en 2013.

Article 11 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le président du syndicat intercommunal des eaux de Bénamont et le maire de la commune de Bathélmont-lès-Bauzemont sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur du périmètre de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues aux articles L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 12 - Publicité

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il est affiché à la mairie de la commune de Bathélmont-lès-Bauzemont ainsi qu'au siège du syndicat pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Le maire de la commune de Bathélmont-lès-Bauzemont et le président du syndicat intercommunal des eaux de Bénamont conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Titre IV – Utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine**Article 13 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

La collectivité, ne pouvant prélever une eau brute dont la température est inférieure ou égale à 25°C, est autorisée à prélever une eau brute ayant une température supérieure à la valeur limite de qualité fixée par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3 et R.1321-7 du code de la santé publique.

Article 14 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitements physico-chimiques agréés par le ministère chargé de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaires.

Article 15 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, selon la réglementation en vigueur. Un contrôle complémentaire des légionelles est mis en place par la même direction.

Titre V – Dispositions diverses**Article 16 - Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 17 – Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement, à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, à l'agence de l'eau Rhin Meuse et au tribunal administratif.

Article 18 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental des territoires, le président du syndicat intercommunal des eaux de Bénamont, le maire de Bathélmont-lès-Bauzemont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 8 janvier 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
Le Sous-Préfet de Toul,
Bernard BREYTON

Extrait de l'arrêté du 13 Janvier 2010 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 845 du 21 juillet 2009 précité est modifié comme suit :

- 1er groupe – Sept représentants des services de l'État :

- deux représentants de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ;
- la directrice départementale de la protection de la population ou son représentant ;
- la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ou son représentant ;
- le directeur du service de la navigation du Nord-est ou son représentant ;
- deux représentants de la direction départementale des territoires.

Le reste sans changement

Article 2 : L'article 8 de l'arrêté préfectoral n° 3472 du 11 septembre 2006 précité est modifié comme suit :

Le secrétariat du conseil est assuré par la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Délais et voie de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du conseil et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 13 janvier 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2009 autorisant la création d'une régie d'État auprès de la police municipale de la commune de Pagny-sur-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Une régie de recettes de l'État est créée auprès de la police municipale de Pagny-sur-Moselle pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police nationale de la circulation, en application des dispositions de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route.

Article 2 : Le régisseur titulaire, responsable de la police municipale, peut être assisté par des agents de police municipale ou autres, désignés comme suppléant ou mandataire.

Article 4 : Le régisseur titulaire, responsable de la police municipale, encaisse et verse les fonds à la trésorerie de Pont-à-Mousson.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, la maire de Pagny-sur-Moselle et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié par le maire au(x) régisseur(s) concerné(s). En outre, il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2009 autorisant la nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Pagny-sur-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 : M. Franck CHARTON, agent de surveillance de la voie publique, est nommé en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

Article 2 : L'intéressé est dispensé de cautionnement mais percevra l'indemnité de régisseur en application de l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001.

Article 3 : Le régisseur titulaire de la police municipale encaisse et verse les fonds à la trésorerie de Pont-à-Mousson.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié par le maire au régisseur concerné. En outre, il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 29 décembre 2009 (Meuse / Meurthe-et-Moselle) autorisant la dissolution du Syndicat Intercommunal pour la gestion de la piscine de Boulogny et fixant les conditions de liquidation du syndicat

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de la Meuse

ARRETE

Article 1 : Est autorisée la dissolution du Syndicat Intercommunal pour la gestion de la piscine de Boulogny au 31 décembre 2009.

Article 2 : Le personnel du Syndicat Intercommunal pour la gestion de la piscine de Boulogny à l'EPCI du Bassin de Landres est transféré à l'EPCI du Bassin de Landres (Annexe 1).

Article 3 : Les conditions arrêtées pour la liquidation du syndicat sont les suivantes :

l'actif immobilier de la piscine sera rétrocédé à la commune de Boulogny qui en est le propriétaire juridique (cf annexe 2),

l'actif et le passif financier seront répartis entre les communes membres du syndicat, selon les règles statutaires, à savoir : pour moitié proportionnellement au nombre d'habitants de chacune d'elles, et pour moitié au prorata de la valeur du potentiel fiscal de la commune,

l'actif mobilier et financier du syndicat figure dans les Annexes 3 et 4 au présent arrêté

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy (place de la Carrière – C.O 20038 – 54 036 NANCY Cédex) dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse et le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, à titre de notification, au Président du Syndicat Intercommunal pour la gestion de la piscine de Boulogny, aux Maires des communes membres, et pour information aux Sous-Préfets de Verdun et Briey et aux Directeurs Départementaux des Finances Publiques de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle.

Il sera publié aux recueils des actes administratifs des Préfectures de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle.

Bar le Duc le 29 décembre 2009

Le Préfet de la Meuse,

Eric LE DOUARON

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2009 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal scolaire de Custines – Frouard - Liverdun

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la délibération du 3 novembre 2009 par laquelle le comité syndical du syndicat intercommunal scolaire de Custines – Frouard – Liverdun décide de dissoudre le syndicat au 31 décembre 2009, suite à l'extension des compétences de la communauté de communes du bassin de Pompey en matière de construction, entretien et fonctionnement des Complexes Sportifs Evolutifs Couverts (COSEC) comprenant les trois COSEC gérés par le syndicat ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes du bassin de Pompey à compter du 1^{er} janvier 2010 ;

Vu les délibérations favorables des communes de :

Aingeray en date du 19 novembre 2009,

Custines en date du 3 décembre 2009,

Faulx en date du 30 novembre 2009,

Frouard en date du 17 décembre 2009,

Leyr en date du 15 décembre 2009,

Liverdun en date du 16 décembre 2009,

Malleloy en date du 19 novembre 2009,

Montenoy en date du 9 décembre 2009,

Pompey en date du 14 décembre 2009 ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la totalité de ces communes s'est prononcée favorablement à la dissolution de l'établissement,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

Article 1er: Le syndicat intercommunal scolaire de Custines, Frouard, Liverdun est dissous.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le président du syndicat intercommunal scolaire de Custines – Frouard – Liverdun sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 31 décembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
secrétaire général par intérim
Bernard BREYTON

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

Extrait de l'arrêté en date du 6 janvier 2010 autorisant la modification de l'article 4 des statuts de la Communauté de Communes du Pays de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : La modification de l'article 4 des statuts de la communauté de communes du Pays de Briey est autorisée comme suit :

« Article 4 : siège de la communauté de communes

Le siège de la communauté de communes du pays de Briey est fixé à la Maison du Développement et de l'Intercommunalité, 40 rue Carnot à Briey. »

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du Pays de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 6 janvier 2010

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,
Jacky HAUTIER

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

Extrait de l'arrêté du 11 janvier 2010 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans les communes du département qui en comportent plusieurs – Année 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDERANT que dans certaines communes de l'arrondissement de BRIEY il y a lieu de faciliter l'exercice du droit de vote en créant plusieurs bureaux de vote,

AR R E T E

Article 1er : Dans les communes désignées ci-après qui comportent plusieurs bureaux de vote, les assemblées électorales se réuniront pendant la période comprise entre le 1er mars 2009 et le 28 février 2010 dans les conditions ci-dessous :

- à ALLAMONT : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : mairie d'ALLAMONT
 - 2ème bureau : mairie annexe de DOMPIERRE
- à ALLONDRELLE LA MALMAISON : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : salle polyvalente à ALLONDRELLE
 - 2ème bureau : ancienne école de LA MALMAISON
- à AUBOUE : dans 3 bureaux -
 - 1er bureau : mairie
 - 2ème bureau : école Henri Wallon
 - 3ème bureau : lycée régional Fulgence Bienvenüe
- à AUDUN LE ROMAN : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : école maternelle
 - 2ème bureau : école primaire
- à BASLIEUX : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : mairie
 - 2ème bureau : salle polyvalente des Cités
- à BRIEY : dans 4 bureaux -
 - 1er bureau : mairie de BRIEY
 - 2ème bureau : école maternelle Saint-Exupéry
 - 3ème bureau : école primaire Louis Pergaud
 - 4ème bureau : école maternelle Yvonne Humbert
- à CONFLANS : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : mairie école (1)
 - 2ème bureau : mairie école (2)
- à COSNES ET ROMAIN : dans 3 bureaux -
 - 1er bureau : mairie, rue du Languedoc
 - 2ème bureau : école de ROMAIN
 - 3ème bureau : école de VAUX
- à CRUSNES : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : mairie de CRUSNES Village
 - 2ème bureau : annexe de mairie groupe scolaire 3ème avenue
- à DONCOURT LES LONGUYON : dans 2 bureaux :
 - 1er bureau : DONCOURT Village - ancienne salle de classe
 - 2ème bureau : DONCOURT Cités - annexe de mairie
- à GRAND FAILLY : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : salle des fêtes
 - 2ème bureau : ancienne école de PETIT XIVRY
- à HAUCOURT MOULAIN : dans 3 bureaux -
 - 1er bureau : M.J.C. « MILLE CLUBS »
 - 2ème bureau : ancienne école de MOULAIN
 - 3ème bureau : école Jean Moulin
- à HERSERANGE : dans 3 bureaux -
 - 1er bureau : hôtel administratif (1)
 - 2ème bureau : hôtel administratif (2)
 - 3ème bureau : hôtel administratif (3)
- à HOMECOURT : dans 4 bureaux -
 - 1er bureau : hôtel de ville
 - 2ème bureau : école maternelle Louise Michel
 - 3ème bureau : école maternelle Elsa Triolet
 - 4ème bureau : école maternelle Danielle Casanova
- à HUSSIGNY GODBRANGE : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : Salle des Fêtes Louis Aragon
 - 2ème bureau : Ecole Jacques Prévert
- à JARNY : dans 7 bureaux -
 - 1er bureau : mairie - salle du conseil
 - 2ème bureau : salle de quartier Jules Ferry
 - 3ème bureau : salle de quartier de Droitaumont
 - 4ème bureau : école maternelle Yvonne Imbert
 - 5ème bureau : salle de quartier de Moulinelle
 - 6ème bureau : école Langevin Wallon
 - 7ème bureau : salle de quartier Saint Exupéry
- à JOEUF : dans 6 bureaux -
 - 1er bureau : école maternelle mairie
 - 2ème bureau : école mairie
 - 3ème bureau : école de Ravenne
 - 4ème bureau : école maternelle Louise Michel
 - 5ème bureau : salle des sports
 - 6ème bureau : Centre Associatif « Michel Wale »
- à LANTEFONTAINE : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : école de LANTEFONTAINE
 - 2ème bureau : salle socio-éducative
- à LES BAROCHES : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : mairie des BAROCHES
 - 2ème bureau : école de GENAVILLE
- à LEXY : dans 1 bureaux -
 - 1er bureau : foyer municipal (1)
 - 2ème bureau : Centre de Loisirs
 - 3ème bureau : Foyer des Anciens
 - 4ème bureau : Ecole Jean Macé (bâtiment Studal)
- à LONGUYON : dans 4 bureaux -

- 1er bureau : école maternelle Paul Marie (1)
- 2ème bureau : école maternelle Paul Marie (2)
- 3ème bureau : école maternelle Langevin-Wallon Allondières
- 4ème bureau : école maternelle Jacques Cartier
- à LONGWY : dans 11 bureaux -
 - 1er bureau : hôtel de ville LONGWY Bas (1)
 - 2ème bureau : hôtel de ville LONGWY Bas (2)
 - 3ème bureau : « Point Jeunes » rue de la Manutention
 - 4ème bureau : annexe de la Mairie à LONGWY Haut
 - 5ème bureau : école maternelle « Porte de Bourgogne »
 - 6ème bureau : école maternelle « Porte de Bourgogne, côté gauche »
 - 7ème bureau : salle des sports de l'école maternelle Chadelle (1)
 - 8ème bureau : salle des sports de l'école maternelle Chadelle (2)
 - 9ème bureau : école maternelle Bel Arbre
 - 10ème bureau : école maternelle « Fernand Léger »
 - 11ème bureau : école primaire du Pulventeux
- à MAIRY MAINVILLE : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : salle municipale de MAIRY
 - 2ème bureau : salle municipale de MAINVILLE
- à MEXY : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : mairie
 - 2ème bureau : école maternelle
- à MOINEVILLE : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : mairie de MOINEVILLE
 - 2ème bureau : maison communale de BEAUMONT
- à MONTIGNY SUR CHIERS : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : mairie de MONTIGNY
 - 2ème bureau : école de FERMONT
- à MONT SAINT MARTIN : dans 6 bureaux -
 - 1er bureau : hôtel de ville
 - 2ème bureau : centre Victor Hugo (1)
 - 3ème bureau : salle municipale de Piedmont
 - 4ème bureau : école maternelle Jean Macé
 - 5ème bureau : salle Erckmann Chatrian
 - 6ème bureau : centre Victor Hugo (2)
- à MORFONTAINE : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : mairie de MORFONTAINE
 - 2ème bureau : salle polyvalente, rue Gabriel Péri
- à MOUTIERS : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : mairie
 - 2ème bureau : foyer des anciens
- à REHON : dans 4 bureaux -
 - 1er bureau : maison de la jeunesse
 - 2ème bureau : groupe scolaire de HEUMONT (1)
 - 3ème bureau : groupe scolaire de HEUMONT (2)
 - 4ème bureau : foyer municipal
- à SAULNES : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : salle des fêtes (1)
 - 2ème bureau : salle des fêtes (2)
- à THIL : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : foyer des personnes âgées
 - 2ème bureau : « local point de rencontre Sainte Claire » Cités du stand
- à TRIEUX : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : mairie
 - 2ème bureau : centre Louise Michel
- à TUCQUEGNIEUX : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : mairie (1)
 - 2ème bureau : mairie (2)
- à VALLEROY : dans 2 bureaux -
 - 1er bureau : mairie
 - 2ème bureau : salle des fêtes
- à VILLERUPT : dans 7 bureaux -
 - 1er bureau : Hôtel de ville I
 - 2ème bureau : Hôtel de ville II
 - 3ème bureau : école Bara
 - 4ème bureau : foyer associatif Robert Bouillon
 - 5ème bureau : foyer associatif Robert Bouillon
 - 6ème bureau : ancienne école Jean Jaurès
 - 7ème bureau : Ecole maternelle Paul Langevin
- à VIVIERS SUR CHIERS : dans 3 bureaux -
 - 1er bureau : mairie-école de VIVIERS
 - 2ème bureau : école de BRAUMONT
 - 3ème bureau : école de REVEMONT

Article 2 : Les bureaux ainsi constitués serviront pour l'établissement des listes électorales qui seront arrêtées le 28 février 2010.

Article 3 : Les militaires et les Français établis hors de France dont il sera impossible de localiser l'attache avec la circonscription d'un bureau de vote des communes désignées à l'article 1er seront inscrits sur la liste électorale du 1er bureau de vote de cette commune.

Article 4 : Les communes qui ne sont pas citées à l'article premier disposent d'un bureau de vote unique.

Article 5 : En cas de modification du nombre et ou de l'implantation de bureaux de vote d'une commune, un arrêté modificatif pour cette seule commune sera pris ; ce présent arrêté continuant à s'appliquer pour toutes les autres circonscriptions.

Article 6 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY, Mmes et MM. les Maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché dès réception.
Briey, le 11 janvier 2010

Le Sous-Préfet,
Jacky HAUTIER

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 609 en date du 1er janvier 2010 portant nomination des membres du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

ARRETE

Article 1er : Sont nommés membres du conseil de la caisse primaire d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle :
En tant que représentants des assurés sociaux :

• sur désignation de la Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires :

- Monsieur Thierry BELLIVIER
- Monsieur Sylvio CICCOTELLI

• sur désignation de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Titulaires :

- Monsieur Jean MARTIN
- Madame Emilie WIRTZ

• sur désignation de la Confédération Générale du Travail – Force Ouvrière (CGT-FO)

Titulaires :

- Monsieur Patrick FEUILLATRE
- Monsieur Raymond GEORGES

• sur désignation de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)

Titulaire :

- Madame Caroline TYKOCZINSKY

• sur désignation de la Confédération Française de l'Encadrement (CFE-CGC)

Titulaire :

- Madame Nathalie CLASQUIN

- En tant que représentants des employeurs :

• sur désignation du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)

Titulaires :

- Monsieur Jean-Marie BELLOCCHIO
- Monsieur Michel BERTRAND
- Madame Marie-Odile PELTIER
- Madame Stéphanie RECEVEUR

• sur désignation de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaires :

- Monsieur Stéphane HEIT
- Monsieur Dominique VOINSON

• sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires :

- Monsieur Pascal PINELLI
- Monsieur Claudius HAMARD

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)

Titulaires :

- Monsieur Laurent MASSON
- Monsieur Pierre Alain MERANGER

- En tant que représentants des institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie

• sur désignation de l'Association des Accidentés de la Vie (FNATH)

Titulaire :

- Madame Michèle BETIS

• sur désignation de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)

Titulaire :

- Madame Marie-Chantal THIRIET

• sur désignation du Collectif Inter- associatif Sur la Santé (CISS)

Titulaire :

- Monsieur PERRIN Jean

- En tant que personne qualifiée sur désignation du préfet de Région :

- Madame Marie-Noëlle FRAGNIERE

Article 2 : L'arrêté SGAR n° 2009-135 du 8 avril 2009 portant nomination des membres du Conseil de la caisse primaire d'assurance maladie de Longwy est abrogé. L'arrêté SGAR n° 2009-253 du 15 juin 2009 portant nomination des membres du Conseil de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy est abrogé

Article 3 : Madame le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine par intérim sont chargées, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de département.

Nancy, le 1^{er} janvier 2010

Le préfet de la région Lorraine
Pour le préfet de la région Lorraine
Le secrétaire Général pour les Affaires Régionales
Chantal CASTELNOT

DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LORRAINE

Extrait de l'arrêté du 08 janvier 2010 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant (IDCC n° 9541)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Les clauses de l'avenant n° 77 en date du 06 juillet 2009 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du Département de Meurthe et Moselle sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention [sous réserve de l'application des dispositions réglementaires relatives au salaire minimum de croissance].

Article 2 : L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article premier est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée.

Article 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Département de MEURTHE ET MOSELLE.

Nancy, le 08 janvier 2010

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
François MALHANCHE

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Extrait de l'arrêté n°2 bis /2009 ARH – préfecture de Meurthe-et-Moselle du 29 décembre 2009 fixant la répartition des capacités et des ressources de l'assurance maladie de l'unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de Brieux entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social.

Le Directeur-Adjoint,
suppléant dans les fonctions de
Directeur de l'Agence Régionale de l'hospitalisation
de LORRAINE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant les orientations du Schéma Régional de l'Organisation Sanitaire de la région Lorraine et notamment son volet « Prise en charge des personnes âgées » ;

Considérant les résultats de la coupe transversale dite « coupe Pathos » réalisée le 19 mai 2006 dans l'unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de Brieux ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} - L'article 1^{er} de l'arrêté n° 2/2009 ARH – préfecture de Meurthe-et-Moselle susvisé est modifié comme suit :

La répartition des capacités d'accueil de l'unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de Brieux n° FINESS 540 001 070 entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social est fixée comme suit :

- Capacité d'hébergement de soins de longue durée relevant de l'objectif mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale : 0 lit
- Capacité d'hébergement pour personnes âgées dépendantes relevant de l'objectif mentionné à l'article L.314-3-1 du code de l'action sociale et des familles : 33 lits

Article 2 - Les autres articles restent inchangés.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Meurthe-et-Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de Brieux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et de la préfecture du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 décembre 2009

Le Directeur-Adjoint, suppléant dans les fonctions
de Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Le Préfet de la Meurthe-et-Moselle,
Dominique BELLION

Extrait de la délibération n° 122/09 du 30 novembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'autoriser le directeur suppléant de l'ARH de LORRAINE à signer les avenants aux contrats pluriannuel d'objectif et de moyen, portant attribution pour l'année 2009 de subvention MIGAC.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine.

Nancy, le 30 novembre 2009

Le Président de la Commission Exécutive
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 140/09 du 16 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Considérant les propositions des directeurs des C.P.A.M. de Moselle, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants, Considérant l'avis favorable émis par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 15 décembre 2009,

DECIDE

Article 1 : La commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par les hôpitaux privés de Metz pour les actes suivants :

- . chirurgie anale
- . chirurgie des bourses
- . chirurgie hernies inguinales

Article 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 21/12/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Moselle et de la Meurthe et Moselle.
Nancy, le 16 décembre 2009

Le Président de la Commission Exécutive,
Marcel DOSSMANN
Directeur Adjoint,
Suppléant dans les fonctions de Directeur de l'A.R.H

Extrait de la délibération n° 141/09 du 15 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

D E C I D E

- D'approuver les clauses de l'avenant n° 13 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier d'Epinal relatif à l'extension d'une place d'alternative à l'hospitalisation en médecins allergologie.
 - D'autoriser le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer cet avenant.
- La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des Préfectures des départements de Meurthe et Moselle et des Vosges.

Nancy, le 15 décembre 2009

Le Président de la Commission Exécutive
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 142/09 du 15 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

D E C I D E

- D'approuver les clauses de l'avenant n° 11 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la Polyclinique La Ligne Bleue à Epinal relatif aux objectifs quantifiés de soins de l'activité de prise en charge de l'insuffisance rénale chronique sous la modalité hémodialyse en centre.
 - D'autoriser le directeur suppléant de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.
- La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures du département des Vosges et du département de la Meurthe et Moselle

Nancy, le 15 décembre 2009

Le Président de la Commission Exécutive
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 143/09 du 15 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

D E C I D E

- D'approuver les clauses de l'avenant n° 20 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le CHR de Metz-Thionville relatif à la mise en œuvre du programme de lutte contre les infections nosocomiales et l'amélioration de l'hygiène.
 - D'autoriser le directeur suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.
- La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des Préfectures du département de la Moselle et de la Meurthe et Moselle

Nancy, le 15 décembre 2009

Le Président de la Commission Exécutive
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 144/09 du 15 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

D E C I D E

- D'approuver les clauses de l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de l'ALTIR à Vandoeuvre-lès-Nancy relatif à la tarification de l'activité de dialyse médicalisée sur le site d'Epinal.
 - D'autoriser le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer cet avenant.
- La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures des départements de Meurthe et Moselle et des Vosges.

Nancy, le 15 décembre 2009

Le Président de la Commission Exécutive
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 146/09 du 15 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine,

CONSIDERANT les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens signés entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et les établissements de santé suivants :

Meurthe et Moselle :

- . Centre psychothérapique de Nancy
- . Centre hospitalier de St Nicolas de Port
- . Centre hospitalier de Briey
- . CHRU de Nancy

Meuse :

- . Centre hospitalier de Verdun
- . Centre hospitalier spécialisé de Fains-Veel

Moselle :

- . Centre hospitalier de Lorquin
- . Centre hospitalier spécialisé de Jury
- . Hôpitaux privés de Metz
- . Clinique Sainte Marguerite de Novéant
- . CHR de Metz-Thionville

Vosges :

- . Centre hospitalier de Ravenel

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 15 décembre 2009,

D E C I D E

D'autoriser le directeur suppléant de l'A.R.H. de Lorraine à signer les avenants aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens, portant attribution de crédits F.M.E.S.P.P. pour les investissements réalisés dans le cadre de la généralisation du recueil d'information médicalisée en psychiatrie des établissements de santé publics et privés.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Lorraine et de la Meurthe et Moselle.
Nancy, le 15 décembre 2009

Le Président de la Commission Exécutive
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 147/09 du 15 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine,

CONSIDERANT les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens signés entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et les établissements de santé suivants :

Meurthe et Moselle :

. CHRU Nancy

Meuse :

. CH de Verdun

Moselle :

. CHR de Metz-Thionville

Vosges :

. CH d'Epinal

CONSIDERANT l'avis favorable de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 15 décembre 2009,

D E C I D E

d'autoriser le directeur suppléant de l'A.R.H. de Lorraine à signer les avenants aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens, portant attribution de crédits F.M.E.S.P.P. pour les frais de modernisation des infrastructures techniques des SAMU.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Lorraine et de la Meurthe et Moselle.
Nancy, le 15 décembre 2009

Le Président de la Commission Exécutive
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 148/09 du 15 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine,

CONSIDERANT les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens signés entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et les établissements de santé suivants :

CONSIDERANT les accords d'amélioration des pratiques hospitalière (transports et bon usage des antibiotiques) signés entre l'agence régionale de l'hospitalisation, l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie et les établissements de santé suivants :

- Meurthe et Moselle :

. Centre Hospitalier de Toul

. CPN Laxou

. AH St Eloi à Neuves Maisons

. Centre Hospitalier Saint Nicolas de Port

. Association Saint Charles à Nancy

. CHRU Nancy

. SINCAL

. CMS de Faulx

- Moselle :

. Centre Hospitalier de Lorquin

. Centre Hospitalier Spécialisé de Jury

. AH Orne Moselle à Marange

. Ets Public de Gorze

. Com Def Alc Toxi Metz

. CMP La Fontanelle Maizeroy

. Centre Hospitalier Marie Madeleine Forbach

. Centre Hospitalier Lemire Saint Avold

. Hôpital Moyeuvre-Grande

. Clinique Sainte Elisabeth Thionville

. Hospitalor

- Vosges

. Centre Hospitalier de Remiremont

. Centre Hospitalier Spécialisée à Mirecourt

. Hôpital Raon l'Etape

CONSIDERANT l'avis favorable de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 15 décembre 2009,

D E C I D E

D'autoriser le directeur suppléant de l'A.R.H. de Lorraine à signer les avenants aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens, portant attribution de crédits F.M.E.S.P.P. pour le financement des mesures d'intéressement prévues par les accords d'amélioration des pratiques hospitalières.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2009

Le Président de la Commission Exécutive
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 149/09 du 16 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine,

CONSIDERANT les propositions des directeurs des C.P.A.M. de Meurthe et Moselle, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants,

CONSIDERANT l'avis favorable émis par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 15 décembre 2009,

D E C I D E

Article 1 : La commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par le centre hospitalier universitaire de Nancy pour les actes suivants :

- . arthroscopies du genou hors ligamentoplasties
- . chirurgie des varices
- . extractions dentaires
- . chirurgie anale
- . chirurgie des bourses
- . chirurgie des hernies inguinales

Article 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 21/12/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2009

Le Président de la Commission Exécutive,
Marcel DOSSMANN
Directeur Adjoint,
Suppléant dans les fonctions de Directeur de l'A.R.H

Extrait de la délibération n° 150/09 du 16 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine,

CONSIDERANT les propositions des directeurs des C.P.A.M. de Moselle, de la mutualité sociale agricole et du régime social des indépendants, CONSIDERANT l'avis favorable émis par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 15 décembre 2009,

D E C I D E

Article 1 : La commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par le Centre Hospitalier de Sarreguemines pour les actes suivants :

- . arthroscopies du genou hors ligamentoplasties
- . chirurgie des varices
- . adénoïdectomies
- . chirurgie anale
- . chirurgie des bourses
- . coelioscopie gynécologique (Code JJ PC 003 : interruption unie ou bilatérale de la perméabilité des trompes utérines par coelioscopie
- . chirurgie des hernies inguinales
- . chirurgie utérus, vulve, vagin et AMP

Article 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 21/12/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Moselle et de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2009

Le Président de la Commission Exécutive,
Marcel DOSSMANN
Directeur Adjoint,
Suppléant dans les fonctions de Directeur de l'A.R.H

Extrait de la délibération n° 151/09 du 15 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

D E C I D E

D'approuver le budget primitif 2010 de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération est soumise à l'approbation expresse des ministres chargés des affaires sanitaires et sociales de la sécurité sociale.

Nancy, le 15 décembre 2009

Le Président de la Commission Exécutive,
Marcel DOSSMANN
Directeur Adjoint,
Suppléant dans les fonctions de Directeur de l'A.R.H

Extrait de la délibération n° 152/09 du 16 décembre 2009 de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine,

CONSIDERANT les propositions des directeurs des C.P.A.M. de Meurthe et Moselle, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants,

CONSIDERANT l'avis favorable émis par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 15 décembre 2009,

D E C I D E

Article 1 : La commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par la clinique Louis PASTEUR d'Essey les Nancy pour les actes suivants :

- . chirurgie des bourses
- . chirurgie des hernies inguinales

Article 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 21/12/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2009

Le Président de la Commission Exécutive,
Marcel DOSSMANN
Directeur Adjoint,
Suppléant dans les fonctions de Directeur de l'A.R.H

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE , DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Extrait de la décision n° 10.16.271.001.1 du 6 janvier 2010 portant modification de la décision n° 05.16.271.004.1 du 11 août 2005

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

D E C I D E

Article 1^{er} : La présente décision modifie l'annexe à la décision n° 05.16.271.004.1 du 11 août 2005 délivrée à la société RAMBAUT, dont le siège est situé Route de Bayon - 54410 LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY, pour effectuer dans ses ateliers, dont la liste figure en son annexe, les opérations d'installation et d'inspection périodique de chronotachygraphes numériques.

Article 2 : L'annexe à la décision n° 05.16.271.004.1 du 11 août 2005 susvisée est remplacée par celle jointe à la présente décision.

Article 3 : Les autres dispositions de la décision n° 05.16.271.004.1 du 11 août 2005 susvisée sont inchangées.

Metz, le 6 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de division
Norbert LAMBIN

Révision n° 5 du 6 janvier 2010

Annexe à la décision 05.16.271.004.1 du 11 août 2005

Liste des ateliers couverts par le présent agrément et numéros abrégés correspondants

Numéro d'agrément abrégé identifiant l'atelier	Nom	Adresse	Commentaires
051600401	RAMBAUT	Route de Bayon 54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	Atelier disposant d'une piste d'au moins 1000 m.

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES DE L'EST

Division exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté N°2010-DIR-Est-M-54-001 du 12 janvier 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de réparation d'urgence de dégradations de chaussée

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

A R R E T E

Article 1 : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en ?uvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN - 52	
POINTS REPERES (PR) ET SENS	Chantier 1 : du PR 22+500 au PR 25+000, sens 3 Chantier 2 : du PR 17+200 au PR 18+850, sens 3 Chantier 3 : du PR 8+500 au PR 2+450, sens 2	
SENS	Phase 1 : 2 sens de circulation Phase 2 : 2 sens de circulation Phase 3 : 2 sens de circulation	
SECTION	Section courante	
NATURE DES TRAVAUX	Réparation d'urgence de dégradation de chaussée	
PERIODE GLOBALE	Du mardi 12 janvier au jeudi 14 janvier 2010.	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Chantier 1 : Coupure d'une chaussée avec sortie obligatoire dans les 2 sens Mise en place d'itinéraire de déviations. Chantier 2 : Neutralisation de voie de gauche dans le sens 1 et coupure d'une chaussée avec sortie obligatoire dans le sens 2. Mise en place d'itinéraire d'une déviation. Chantier 3 : Travaux sous basculement total 1+1 et 0 dans le sens 2 et fermeture d'une bretelle avec déviation. fermeture d'une bretelle avec déviation.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE: - CEI de Villers-la-Chèvre	MISE EN PLACE PAR: - CEI de Villers-la-Chèvre

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Le mardi 12/01/10 21h00 à 6h00.	2 sens Du PR 22+500 au PR 25+000	- Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire aux échangeurs de Mont-St-Martin VAL.	- Dans le sens Metz-Belgique, sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-St-Martin VAL avec une déviation par la bretelle d'accès à la RN52. Les usagers en direction de la Belgique sont invités à emprunter la sortie Mt-St-Martin VAL en direction de la ville de Mt-St-Martin, puis de réintégrer la RN-52 par la bretelle d'accès du même échangeur. - Dans le sens Belgique-Metz, sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-St-Martin VAL avec une déviation dans les agglomérations de Mont-St-Martin, Longlville et Longwy par : Rue Jacques Prévet Rue Ernest Hemingway Avenue de l'Europe Avenue Raymond Poincaré Avenue de Saintignon Avenue de Tassigny Rue de la Faïencerie en direction de Metz.
2	Le mardi 12/01/10 21h00 à 6h00.	Sens Metz - Belgique Du PR 17+200 au PR 18+800 Sens Belgique - Metz Du PR 18+800 au PR 17+200	- Neutralisation de la voie de gauche. - Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur du Pulventeux.	- Dans le sens Metz-Belgique, neutralisation de la voie de gauche. - Dans le sens Belgique-Metz, sortie obligatoire à l'échangeur du Pulventeux avec une déviation par la bretelle d'accès de l'échangeur Pulventeux. Les usagers en direction de Metz sont invités à emprunter la sortie Pulventeux en direction de la ville de Longwy, puis de réintégrer la RN-52 par la bretelle d'accès du même échangeur.
3	Le jeudi 14/01/10 8h00 à 18h00.	2 sens Du PR 2+450 au PR 8+500	- Basculement total de la circulation du sens Belgique => Metz sur le sens Metz => Belgique.	- Fermeture de la bretelle d'accès de l'échangeur de Thiercelet dans le sens Belgique => Metz : Les usagers en direction de Metz depuis la RD125 sont invités à emprunter la RN-52 jusqu'à l'échangeur de Villers-la-Montagne

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Longlville, Mont-St-Martin, Longwy;

affichage à chaque extrémité de la zone des travaux;

Mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;

diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire de communiqué de presse et du site internet Bison futé.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de (Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à : Monsieur le Maire de la commune de Longlville, Mont-St-Martin, Longwy.

Une ampliation sera adressée pour information à :

Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,

Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,

Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,

Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,

Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,

Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,

Monsieur le Directeur de SCREG-COLAS,

Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 12 janvier 2010

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle

P/ le Préfet et par délégation

Le chef de la division d'exploitation de Metz
David MAZOYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE
Service aménagement durable, urbanisme, risques

Extrait de l'arrêté n°2009/DDEA54/ADUR/040 du 18 décembre 2009 – Déclaration d'utilité publique – Aménagement de la ZAC Moussière/Corvée Moutarde – Commune de Ville-en-Vermois

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er – Sont déclarés d'utilité publique l'acquisition des terrains et la réalisation des équipements nécessaires à la réalisation de la ZAC Moussière/Corvée Moutarde sur le territoire de la commune de VILLE EN VERMOIS, conformément aux dispositions du plan annexé au présent arrêté.

Article 2 – Le document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération est joint au présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article

L 11-1-1 du code de l'expropriation.

Article 3 – L'expropriation devra être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 4 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et sera affiché en mairie. L'accomplissement de cet affichage sera certifié par le maire.

Article 5 – Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le maire de VILLE EN VERMOIS sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de VILLE EN VERMOIS

- Melle LAGORCE, commissaire enquêteur

- Monsieur le président du tribunal administratif de NANCY

- Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture.

NANCY, le 18 décembre 2009

Le préfet
 Pour le préfet et par délégation
 Le secrétaire général
 François MALHANCHE

Service Agriculture Forêt Chasse

Extrait de l'arrêté n° 560 du 17 décembre 2009 portant renouvellement des membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1 – La composition de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage est fixée comme suit pour une durée de 3 ans à compter de la signature du présent arrêté :

Président : le préfet ou son représentant

Services de l'Etat et de ses établissements publics :

le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ou son représentant

le directeur régional de l'environnement ou son représentant

le délégué régional de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ou son représentant

le président de l'association départementale des lieutenants de louveterie ou son représentant

le président du centre régional de la propriété forestière (CRPF) ou son représentant

Représentants des chasseurs :

le président de la fédération départementale des chasseurs ou son représentant

Représentants des différents modes de chasse,

désignés par le président de la fédération départementale des chasseurs :

Titulaire :	MASNET Patrick	62 avenue du Général de Gaulle - 55190 PAGNY-SUR-MEUSE
Suppléant :	LORRAIN Michel	26 rue de Thionville - 54000 NANCY
Titulaire :	FRANIATTE Olivier	25 rue du Commandant Montlebert - 54700 SAINTE-GENEVIEVE
Suppléant :	FAVRE André	26 Grande rue - 54700 LOISY
Titulaire :	RIEDER Roméo	1 rue Marcel Simon - 54320 MAXEVILLE
Suppléant :	THELINGE David	64 rue de Verdun - 54800 JEANDELIZE
Titulaire :	ROESER Daniel	25 Route nationale - 54560 TELLANCOURT
Suppléant :	HILBERT Pierre	86 rue Dauphiné - 54400 COSNES ET ROMAIN
Titulaire :	CHOLLOT Francis	19 rue des Mines - 54800 JARNY
Suppléant :	MERCIER Benoît	21 rue Adrien Mangin - 54800 DONCOURT-LES-CONFLANS
Titulaire :	HECKENBENNER Bruno	20 Grande rue - 54280 LANEUVELOTTE
Suppléant :	BRIER Blandine	Ferme de Preys - 54610 EPLY
Titulaire :	BIGOT Gilles	394 rue de l'Hôtel de ville - 54200 ECROUVES
Suppléant :	MEYER François	25 rue Gambetta - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES
Titulaire :	HENRY Jacques	4 rue Maurice Barrès - Le Châlet - 54290 SAINT-GERMAIN
Suppléant :	MULLER Bernard	8 ter avenue de la Division Leclerc - 54540 BADONVILLER

Représentants des piégeurs :

le président de l'association départementale des piégeurs ou son représentant

Titulaire :
 COUTURIER Alain | 28 Grande rue - 54420 CERVILLE |

Suppléant :
 COLIN Michel | 42 rue Jean Mermoz - 54770 AGINCOURT |

Représentants des intérêts forestiers :

le président du syndicat des forestiers privés de Meurthe-et-Moselle ou son représentant

la présidente de l'association des communes forestières de Meurthe-et-Moselle ou son représentant

le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts ou son représentant

Représentants des intérêts agricoles :

le président de chambre départementale d'agriculture ou son représentant

Représentants des intérêts agricoles,

désignés par le président de la Chambre départementale d'agriculture :

Titulaire :	VUILLEMIN Etienne	22 rue de l'Aérodrome - 54300 CROISMARE
-------------	-------------------	---

Suppléant :	BOUFFIER Claude	F.D.S.E.A. – 5 rue de la Vologne - 54524 LAXOU CEDEX
Titulaire :	MIDON Sébastien	Ferme du Grand Mezan - 54830 GERBEVILLER
Suppléant :	MITOIRE Brice	49 bis rue du Faubourg – 54370 ARRACOURT
Titulaire :	JEANPIERRE Vincent	5 Grande Rue – 54370 ARRACOURT
Suppléant :	PAULUS Alban	7 Rue du Moulin – 54450 FREMONVILLE

Représentants d'associations agréées au titre de la protection de l'environnement :

le président du groupe d'étude des mammifères de Lorraine (GEML) ou son représentant

le président du centre ornithologique lorrain (COL) ou son représentant

Personnalités qualifiées en matière scientifique et technique dans le domaine de la chasse ou de la faune sauvage :

M. Laurent PERU, directeur du musée-aquarium de Nancy

M. Benoît COMBES, directeur de l'entente interdépartementale de lutte contre la rage et autres zoonoses (ERZ)

Article 2 - La composition de la sous-commission "Indemnisation des dégâts de gibier" comprend pour la même durée :

président : le préfet ou son représentant

trois représentants des chasseurs :

le président de la fédération départementale des chasseurs ou son représentant

Titulaire :	MASNET Patrick	62 avenue du Général de Gaulle - 55190 PAGNY-SUR-MEUSE
-------------	----------------	--

Suppléant :	RIEDER Roméo	1 rue Marcel Simon - 54320 MAXEVILLE
-------------	--------------	--------------------------------------

Titulaire :	FRANIATTE Olivier	25 rue du Commandant Montlebert - 54700 SAINTE-GENEVIEVE
-------------	-------------------	--

Suppléant :	FAVRE André	26 Grande rue - 54700 LOISY
-------------	-------------	-----------------------------

lorsque les affaires concernent l'indemnisation des dégâts aux cultures et aux récoltes agricoles : trois représentants des intérêts agricoles

Titulaire :	GROJEAN Michel	16 rue de Toul - 54200 VILLEY-SAINT-ETIENNE
-------------	----------------	---

Suppléant :	PAULUS Alban	7 Rue du Moulin – 54450 FREMONVILLE
-------------	--------------	-------------------------------------

Titulaire :	VUILLEMIN Etienne	22 rue de l'Aérodrome – 54300 CROISMARE
-------------	-------------------	---

Suppléant :	BOUFFIER Claude	F.D.S.E.A. – 5 rue de la Vologne - 54524 LAXOU CEDEX
-------------	-----------------	--

Titulaire :	MIDON Sébastien	Ferme du Grand Mezan - 54830 GERBEVILLER
-------------	-----------------	--

Suppléant :	MITOIRE Brice	49 bis rue du Faubourg – 54370 ARRACOURT
-------------	---------------	--

lorsque les affaires concernent l'indemnisation des dégâts aux forêts : trois représentants des intérêts forestiers

le président du syndicat des forestiers privés de Meurthe-et-Moselle ou son représentant

la présidente de l'association des communes forestières de Meurthe-et-Moselle ou son représentant

le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts ou son représentant.

Article 3 – Le présent arrêté remplace l'arrêté préfectoral n° 2006/375 du 19 septembre 2006 modifié susvisé.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à chaque membre de la commission.

NANCY, le 17 décembre 2009

Le préfet
Dominique BELLION

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 537 du 07 décembre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MOIVRONS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2901 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les parcelles demandées font l'objet d'échanges verbaux entre le preneur et d'autres agriculteurs, échanges indispensables à l'exploitation rationnelle des parcelles agricoles .

DECIDE

Article 1er : Monsieur ROUSSELOT Alain n'est pas autorisé à exploiter 3,24 ha (MOIVRONS parcelles A 120-124-573 - C 341-386-377 - D 946) objet de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ROUSSELOT Alain.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur ROUSSELOT Alain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MOIVRONS pour affichage.

NANCY, le 15 décembre 2009

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement
et de l'agriculture,
Michel MARTY

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification, si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX

Extrait de l'arrêté N° 609 du 31 décembre 2009 concernant l'utilisation de sources lumineuses pour des comptages nocturnes d'animaux sauvages dans le département

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 – Le personnel technique de la fédération départementale des chasseurs est chargé de mettre en place des comptages nocturnes par Indice Kilométrique d'Abondance et est autorisé à utiliser des sources lumineuses pour le suivi des populations de lièvres, renards et cervidés sur les massifs cynégétiques n° 1 à 3 – 4A – 4B – 5 à 7 – 8A – 8B – 9A – 9B – 10 – 11A – 11B – 12 à 21 – 23 à 30 - 31 A – 31 B – 32A et 32B du plan de chasse cervidés départemental, comprenant chacun les communes listées ci-après :

Massif	Dates	Crit	Communes concernées
1	29 janvier 5 – 12 - 16 – 19 – 24 - 26 février 2010		Othe - Epiez sur Chiers - Charency Vezin - Villers le Rond - Saint Jean lès Longuyon - Petit Faily - Grand Faily - Allondrelle la Malmaison - Villette - Colmey - Longuyon - Viviers sur Chiers - Montigny sur Chiers - Cons la Grandville - Villers la Chèvre - Fresnois la Montagne - Tellancourt - Saint Pancré - Ville Houdlemont - Gorcy - Cosnes et Romain - Longwy - Lexy
2	19 – 27 janvier 2 – 9 – 16 – 23 - 26 février 2010		Mont Saint Martin - Longlaville - Saulnes - Herseange - Hussigny Godbrange - Thil - Villerupt - Tiercelet - Crusnes
3			Rehon - Mexy - Haucourt Moulaine - Cutry - Chenières - Villers la Montagne - Ugny - Doncourt lès Longuyon - Laix - Morfontaine - Tiercelet - Bréhain la Ville - Errouville - Fillières - Serrouville - Beuvillers - Malavillers - Mercy le Haut - Joppécourt - Ville au Montois - Baslieux - Beuveille - Pierrepont - Boismont - Bazailles - Han Devant Pierrepont - Mercy le Bas - Saint Supplet - Xivry Circourt - Preutin Higny - Domprix - Avillers - Audun le Roman
4A	20 – 26 janvier 3 – 8 - 11 – 17 - 24 février 2010		Sancy - Anderny - Murville - Landres - Mont Bonvillers - Mairy Mainville - Tucquegnieux - Trieux - Bettainvillers - Mancieulles - Mance - Avril - Briey - Moutiers - Joeuf - Homécourt - Valleroy - Auboué - Moineville
4B			Piennes - Joudreville - Norroy le Sec - Anoux - Lantéfontaine - Lubey - Les Baroches - Ozerailles - Abbeville lès Conflans - Thumérévill - Mouville - Béchamps - Fléville Lixières - Gondrecourt Aix - Affléville
5	21 - 28 janvier 4 – 10 - 15 – 19 – 26 février 2010		Hatrive - Labry - Giraumont - Batilly - Saint Ail - Jouaville - Doncourt lès Conflans - Saint Marcel - Bruville - Mars la Tour - Hannonville Suzémont - Ville sur Yron - Brainville - Allamont - Friaumont - Jarny - Conflans en Jarnisy - Puxe - Boncourt - Jeandelize - Olley - Sponville - Puxieux - Xonville - Chambley Bussièrres - Hagéville
6	18 - 25 janvier 8 – 15 février 2010		Vandières - Prény - Thiaucourt Regniéville - Viéville en Haye - Vilcey sur Trey - Villers sous Prény - Norroy lès Pont à Mousson - Fey en Haye - Limey Remenauville - Euvezin - Pannes - Bouillonville - Essey et Maizerais - Saint Baussant - Flirey - Seicheprey - Bernécourt
7	19 – 26 janvier 9 – 16 février 2010		Dampvitoux - Dommartin la Chaussée - Saint Julien lès Gorze - Vandelainville - Bayonville sur Mad - Onville - Arnville - Waville - Villecey sur Mad - Charey - Rembercourt sur Mad - Jaulny - Xammes
8A	27 - 28 janvier 1 - 3 - 4 - 8 - 10 - 11 - 12 - 16 – 17 - 18 février 2010		Montauville - Mamey - Jézainville - Blénod lès Pont à Mousson - Griscourt - Gézoncourt - Martincourt - Lironville - Noviant aux Prés - Manonville - Domèvre en Haye - Rogéville - Tremblecourt - Manoncourt en Woivre - Minorville - Grosrouvres - Villers en Haye
8B			Dieulouard - Belleville - Saizerais - Rosières en Haye - Avrainville - Jaillon - Andilly - Bouvron - Francheville - Villey Saint Etienne - Liverdun
9A	21 - 28 janvier 11 – 18 février 2010		Hamonville - Mandres aux 4 Tours - Royaumeix - Ansauville - Ménéil la Tour - Sanzey - Boucq - Lagney - Trondes
9B			Lucey - Bruley - Toul - Laneuveville Derrière Foug - Pagney Derrière Barine - Lay Saint Rémy - Foug - Ecrouves
10	15 – 22 - 29 janvier 12 - 19 février 2010		Eply - Raucourt - Mailly sur Seille - Phlin - Thézey Saint Martin - Abaucourt - Rouves - Morville sur Seille - Port sur Seille - Clémery - Nomeny - Létrécourt - Chenicourt - Jeandelaincourt - Arraye et Han - Armaucourt - Lanfroicourt - Moivrons - Sivry - Belleau - Landremont - Sainte Geneviève - Loisy - Bezaumont - Atton
11A			
11B			Ville au Val - Autreville sur Moselle - Millery - Custines - Malleloy - Faulx - Bratte - Villers lès Moivrons - Leyr - Monteno - Bouxières aux Dames -
12	19 - 20 – 26 - 28 janvier 5 - 9 - 16 - 24 février 2010		Dommartemont - Malzéville - Agincourt – Eulmont – Lay st Christophe – Dommartin s/s Amance – Bouxières aux Chênes - Laneuvelotte – Velaine – Seichamps – Dommartin – Laitre - Amance - Cerville – Champenoux – Velaine s/s Amance – Pulnoy – Saulxures lès Nancy - Réméréville – Mazerulles – Erbéville – Champenoux - Brin s/ Seille – Bey s/ Seille - Moncel – Bezange – Sornéville – Varangéville – Buissoncourt - Haraucourt - Lenoncourt – Art sur Meurthe - Drouville – Serres – Courbesseaux – Hoéville – Réméréville – Gellenoncourt – Maixe – Valhey – Einville au Jard - Arracourt – Juvrecourt – Réchicourt - Athienville - Bathelémont - Coincourt – Xures – Bures – Réchicourt – Parroy – Hénaménil - Bauzemont
13	3 - 4 - 9 - 11 - 15 - 17 février 2010		Aingeray - Sexey lès Bois - Velaine en Haye - Fontenoy sur Moselle
14			Gondreville - Dommartin lès Toul - Chaudeney sur Moselle - Villey le Sec
15	13 - 14 - 15 - 19 - 21 - 25 - 27 janvier 2010	15 Nord	Blénod-lès-Toul, Bulligny, Charmes-la-Côte, Choloy-Ménillot, Domgermain, Gye, Mont-le-Vignoble, Moutrot
		15 E	Allamps, Bagneux, Barisey-la-Côte, Bulligny, Colombey-lès-Belles, Crézilles
		15 O	Barisey-au-Plain, Gibeauxmeix, Mont-l'Etroit, Saulxures-lès-Vannes, Uruffe, Vannes-le-Châtel
16	19 - 20 - 22 - 25 - 27 - 29 janvier 2010	16 O	Ochey, Sexey aux Forges, Pierre la Treiche, Bicqueley
		16 E	Houdelmont, Pierreville, Xeulley, Bainville sur Madon, Maizières, Pont Saint Vincent, Viterne
17	21 - 22 - 25 - 27 - 29 janvier - 1 - 3 février 2010	17 NE	Thélod, Parey Saint Césaire, Autrey, Houdreville, Hammeville, Vitrey
		17 NO	Germigny, Crépey, Selaincourt, Dolcourt, Goviller, Favières, Saulxerotte, Battigny, Gélaucourt, Laloef, Vitrey
		17 S	Laloef, Gélaucourt, Battigny, Vandeléville, Férocourt, Aboncourt, Beuvezin, Tramont-Lassus, Tramont-Emy, Tramont-Saint-André.
18	26 - 27 - 29 janvier 1 - 3 - 9 février 2010	18 N	Frolois, Pulligny, Ceintrey, Voinémont, Benney, Lemainville, Ormes et Ville.
		18 S	Ormes et Ville, Haroué, Crantenoy, Vaudeville, Vaudigny, Xirocourt, Bralleville, Germonville.
19	28 - 29 janvier 1 - 3 - 9 - 11 - 15 février 2010	19 N	Clérey sur Brénon, Omelmont, Gerbécourt et Happlemont, Affracourt, Tantonville, Quevilloncourt, Etreval, Thorey Lyautey, Vroncourt, Ognéville, Vézelize.
		19 M	Jevoncourt, Saint-Firmin, Housséville, Praye, Forcelles Saint Gorgon, Chaouille, Forcelles sous Gugney, Gugney, They sous Vaudémont, Eulmont, Vaudémont, Dommarie-Eulmont, Thorey-Lyautey.
		19 S	Saxon-Sion, Gugney, Forcelles sous Gugney, Diarville, Bouzanville, Fraisnes en Saintois, Courcelles, Grimonviller.
20	19 - 27 janvier 4 - 12 - 16 février 2010		Ceintrey - Benney - Crevéchamps - Saint Remimont - Neuville sur Moselle - Laneuveville devant Bayon - Roville devant Bayon - Crantenoy - Leménil Mitry - Vaudeville - Mangonville - Bainville aux Miroirs - Griport
21			Lupcourt - Manoncourt en Vermois - Rosières aux Salines - Coyviller - Azelot - Burthecourt aux Chênes - Tonnoy - Ferrières - Saffais - Vigneulles - Barbonville - Haussonville - Velle sur Moselle - Saint Mard - Dompail en l'Air - Romain - Lorey - Roville devant Bayon
22	Non compté		

23	19 - 26 février 5 - 12 mars 2010	Hudiviller - Anthelupt - Vitrimont - Fléville devant Nancy - Laneuveville devant Nancy - Sommerviller - Flainval - Crévic - Deuxville - Bauzémont - Raville sur Sanon - Bienville la Petite - Bonviller - Jolivet - Chanteheux - Moncel lès Lunéville - Rehainviller - Ville en Vermois
24		Crion - Sionviller - Hénaménil - Parroy - Mouacourt - Xures - Vaucourt - Xousse - Remoncourt - Emberménil - Laneuveville aux Bois - Marainviller - Croismare -
25		Chazelles sur Albe - Saint Martin - Blémerey - Domjevin - Manonviller - Leintrey - Vého - Reillon - Gondrexon - Autrepierre - Verdental - Avricourt - Repaix - Igney - Amenoncourt - Domèvre sur Vezouze - Herbéviller - Thiébauménil
26	21 - 29 janvier 2 - 10 - 23 février 2010	Gogney - Tanconville - Frémontville - Blâmont - Barbas - Harbouey - Domèvre sur Vezouze - Halloville - Nonhigny - Parux - Montreux - Ancerville - Neuville lès Badonviller - Saint Maurice aux Forges - Sainte Pôle - Montigny - Mignéville - Herbéviller
27		Bertrambois - Val et Chatillon - Cirey sur Vezouze - Petitmont
28		Merviller - Vacqueville - Pexonne - Fenneville - Badonviller - Neufmaisons - Veney - Baccarat
29	22 - 26 janvier 3 - 11 - 17 février 2010	Fontenoy la Joute - Glonville - Deneuvre - Lachapelle - Thiaville sur Meurthe
30	21 - 29 janvier 2 - 10 - 23 février 2010	Marainviller - Moncel lès Lunéville - Laronxe - Saint Clément - Chenevières - Azerailles - Gélacourt - Brouville - Reherrey - Vaxainville - Hablainville - Pettonville - Reclonville - Burville - Ogéviller - Fréménil - Bénaménil - Thiébauménil
31A	22 - 26 janvier 3 - 11 - 17 février 2010	Hériménil - Rehainviller - Xermaménil - Fraimbois - Gerbéviller
31B		Fraimbois - Gerbéviller - Réménoville - Seranville - Vallois - Moyen - Vathiménil - Flin
32A		Damelevières - Blainville sur l'Eau - Mont sur Meurthe - Lamath - Franconville - Haudonville - Morviller - Clayeures - Froville - Einvaux - Méhoncourt - Landécourt - Charmois - Haignéville - Brémontcourt
32B		Virecourt - Mangonville - Bainville aux Miroirs - Villacourt - Saint Germain - Loromontzey - Saint Rémy aux Bois - Borville - Rozelieures - Saint Boingt - Vennezey - Essey la Côte - Giriviller - Mattexey - Magnières

Article 2 – Cette autorisation est valable du 13 janvier au 12 mars 2010 en fonction des numéros de massifs cynégétiques comptés. Elle pourra être révoquée à tout moment en cas de non-respect des conditions d'utilisation.

Article 3 – Le service technique de la fédération départementale des chasseurs est chargé d'informer directement les services de gendarmerie ou de police et les maires des communes concernées de ces dates de comptage.

Article 4 – le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et le président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux chefs du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, directeur départemental de la sécurité publique, directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 31 décembre 2009

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Michel MARTY

Décision du 17 novembre 2009 de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage. Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles

Le barème d'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a été fixé comme suit pour la campagne en cours :

Barème d'indemnisation (3^{ème} partie)

- Céréales et oléo-protéagineux :

	BLE meunier	Orge d'hiver Escourgeon	Orge de brasserie (printemps)	Orge de brasserie (hiver)	AVOINE	SEIGLE	TRITICALE	COLZA	POIS	FEVEROLES
En Euros/q	10,70	8,20	9,30	8,80	8,60	8,80	8,80	24,70	15,40	17,90

- Productions biologiques :

Autres productions : cf. barème PROBIOLOR

Dates limites d'enlèvement des récoltes

Céréales (sauf maïs)	: 15 septembre
Pois	: 15 septembre
Colza d'automne	: 15 septembre
Colza de printemps	: 1er octobre
Maïs fourrage	: 1er novembre
Tournesol	: 15 novembre
Maïs grain	: 1er décembre
Féveroles	: 1er décembre
Betteraves sucrières	: 1er décembre
Choux fourragers	: 1er mars

Nancy, le 17 novembre 2009

Pour le préfet
et par délégation,
Le directeur départemental
M. MARTY

Décision du 22 décembre 2009 de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage, Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles

Le barème d'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a été fixé comme suit pour la campagne en cours :

Barème d'indemnisation (4^{ème} partie)

Maïs grain (€)	Maïs ensilage (€)	Tournesol (€)	Betterave (€)
8,30	1,90	20,80	2,63

Nancy, le 22 décembre 2009

Pour le préfet
et par délégation,
P/le directeur départemental
la directrice adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service solidarité – autonomie

Extrait de l'arrêté N°2009-425 du 23 avril 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile (SESSAD) géré par l'Association Vivre avec l'Autisme de Nancy numéro FINESS : 54 002 030 2

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total En Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	39 350,00 €	737 310,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	389 480,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	308 480,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	737 310,00 €	737 310,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00€	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, le budget accordé à compter du 1^{er} mai 2009 au Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile est de : 737 310,00 €.

La part mensuelle à la charge de l'Assurance Maladie à compter du 1^{er} mai 2009, en application de l'article R314-107, correspondant au huitième de la dotation globale de financement est égale à : 92.163,75 €.

Article 2bis : Dans l'attente de la nouvelle tarification pour 2010, la part mensuelle à la charge de l'Assurance Maladie à compter du 1^{er} janvier 2010 sera égale à : 61.442,50 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 23 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-652 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique « Gai Soleil » - 14 rue de Metz – 54 000 NANCY géré par l'association « Culture et Promotion » numéro FINESS : 54 0000 627

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	126 288,00 €	766 513,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	549 435,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	89 645,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	1 145,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	763 013,00 €	766 513,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	3 500,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

à compter du 1^{er} juillet 2009

- Prix de journée moyen :

- Internat : 259,47 €

- Semi-Internat : 137,37 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 259,47 €

- Semi-Internat : 137,37 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 259,47 €

- Semi-Internat : 137,37 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 66,72 €

- Semi-internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 192,75 €

- Semi-internat : 70,65 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 245,49 €

- Semi-internat : 131,12 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 245,49 €

- Semi-internat : 131,12 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 245,49 €

- Semi-internat : 131,12 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 66,72 €

- Semi-internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 178,77 €

- Semi-internat : 64,40 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-1440 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-653 du 25 juin 2009 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2008-1447 fixant le montant et la répartition pour l'exercice 2009 de la Dotation Globalisée Commune de l'ensemble des établissements de Meuse et de Meurthe-et-Moselle géré par l'association Jean Baptiste Thiéry de Maxéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : pour l'exercice budgétaire 2009, la Dotation Globalisée Commune (DGC) allouée à l'association Jean Baptiste Thiéry est fixée à 19 344 779,36 € et se répartit entre les différents établissements comme suit :

➤ L'IME (N° Finess : 540013547) :	6.382.270,95 €
➤ L'E.E.P. (N° Finess : 540013604) :	5.579.183,47 €
➤ La MAS de Maxéville (N° Finess : 540013364) :	3.581.321,81 €
➤ La MAS de Commercy (N° Finess : 550001028) :	3.802.003,13 €

Article 2 : à compter du 1^{er} janvier 2009, la DGC sera versée à l'association Jean Baptiste Thiéry par fractions forfaitaires égales au douzième de son montant soit 1.612.064,95 €

Article 3 : le forfait "soir-nuit" correspondant à une prise en charge spécifique conjointe à la MAS de Maxéville et au Centre Psychothérapique de Nancy fixé à 80,00 € par courrier de la CPAM de Nancy susvisé et à la charge directe de l'assurance maladie fait l'objet également d'une globalisation pour 240 forfaits "soir-nuit" annuels pour un montant 19.200,00 €.

Ces derniers seront versés dans les mêmes conditions que les douzièmes de quotes-parts de la DGC soit une fraction forfaitaire égale à 1.600,00 €.

Article 4 : les tarifs journaliers opposables entre régimes d'assurance maladie sont fixés à :

➤ L'IME :

en internat : 311,95 €

en semi-internat : 169,33 €

➤ L'EEP :

en internat : 328,66 €

en semi-internat : 341,58 €

➤ La MAS de MAXEVILLE :

en internat permanent ou temporaire : 255,04 €

en accueil de jour : 194,64 €

➤ La MAS de COMMERCY :

en internat permanent ou temporaire : 229,55 €

en accueil de jour : 165,30 €

Article 5 : une copie du présent arrêté sera notifiée au Président de l'association Jean Baptiste Thiéry.

Article 6 : en application des dispositions du III de l'article R.314-36 du CASF, les tarifs fixés dans le présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à : Monsieur le Directeur Général de l'association JB Thiéry, Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meuse, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle – DISAS, Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy, Monsieur le Directeur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole, Madame la Directrice de la Caisse de Mutuelle de la Fonction Publique, Monsieur le Directeur de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord Est, Monsieur le Directeur des Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-655 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'Education pour Déficients Visuels- Sections SANTIFONTAINE - 8 rue de Santifontaine – 54052 NANCY Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles numéro FINESS : 54 000 684

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Education pour Déficients Visuels sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	455 050,00 €	4 649 979,75 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3 476 261,80 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	437 541,51 €	
	Déficit 11510 ou 11519	281 126,44 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	4 573 679,75 €	4 649 979,75 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	76 300,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

Prix de journée moyen :

Semi-internat SEES : 487,66 €

Internat SEES : 731,49 €

Semi-internat SEPHA : 195,64 €

Internat SEPHA : 293,46 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat SEPHA : 195,64 €

Internat SEPHA : 293,46 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat SEPHA : 195,64 €

Internat SEPHA : 293,46 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat SEPHA : 66,72 €

Semi-internat SEPHA : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat SEPHA : 128,92 €

Internat SEPHA : 226,74 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Semi-internat SEES : 392,61 €

Internat SEES : 588,91 €

Semi-internat SEPHA : 441,12 €

Internat SEPHA : 661,68 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat SEPHA : 441,12 €

Internat SEPHA : 661,68 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat SEPHA : 441,12 €

Internat SEPHA : 661,68 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat SEPHA : 66,72 €

Semi-internat SEPHA : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat SEPHA : 374,40 €

Internat SEPHA : 594,96 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-709 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-656 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'Education pour Déficients Visuels- Services SANTIFONTAINE - 8 rue de Santifontaine – 54 052 NANCY Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles numéro FINESS : 54 009 933

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Education pour Déficients Visuels - Services Santifontaine sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	136 262,10 €	1 352 608,10 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 067 524,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	148 822,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 330 430,10 €	1 352 608,10 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	22 178,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de la section Services est fixé(e) à : 1 330 430,10 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 110 869,18 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-710 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.
Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-657 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Etablissement dénommé « Centre de Rééducation de l'Ouïe et de la Parole - Institut des Jeunes Sourds » - 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange numéro FINESS : 540 000 692

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du C.R.O.P. de l'Institut des Jeunes Sourds sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 430 050,00 €	10 343 232,46€
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	7 972 257,94 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	940 924,52 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	9 808 655,15 €	10 343 232,46€
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	189 500,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	345 077,31 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée à compter du 1^{er} juillet 2009 comme suit :

Prix de journée moyen :

Semi-internat SEES : 212,09 €

Internat SEES : 277,94 €

Semi-internat SEPEDAHA : 321,80 €

Internat SEPEDAHA : 670,18 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée à compter du 1^{er} juillet 2009 comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat SEES : 212,09 €

Internat SEES : 277,94 €

Semi-internat SEPEDAHA : 321,80 €

Internat SEPEDAHA : 670,18 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat SEES : 212,09 €

Internat SEES : 277,94 €

Semi-internat SEPEDAHA : 321,80 €

Internat SEPEDAHA : 670,18 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat SEES : 66,72 €

Internat SEES : 66,72 €

Semi-internat SEPEDAHA : 66,72 €

Internat SEPEDAHA : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat SEES : 145,37 €

Internat SEES : 211,22 €

Semi-internat SEPEDAHA : 255,08 €

Internat SEPEDAHA : 603,46 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Semi-internat SEES : 210,15 €

Internat SEES : 280,19 €

Semi-internat SEPEDAHA : 336,23 €

Internat SEPEDAHA : 420,29 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat SEES : 210,15 €

Internat SEES : 280,19 €

Semi-internat SEPEDAHA : 336,23 €

Internat SEPEDAHA : 420,29 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat SEES : 210,15 €

Internat SEES : 280,19 €

Semi-internat SEPEDAHA : 336,23 €
 Internat SEPEDAHA : 420,29 €
 - Amendements Creton orientés en FAM :
 Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
 Semi-internat SEES : 66,72 €
 Internat SEES : 66,72 €
 Semi-internat SEPEDAHA : 66,72 €
 Internat SEPEDAHA : 66,72 €
 Prix de journée à facturer au Conseil Général :
 Semi-internat SEES : 143,43 €
 Internat SEES : 213,47 €
 Semi-internat SEPEDAHA : 269,51 €
 Internat SEPEDAHA : 353,57 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-1395 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
 Pour le directeur départemental
 des affaires sanitaires et sociales,
 L'inspecteur Principal,
 Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-658 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Etablissement dénommé «Service de Soutien à l'Education Familiale et à l'Intégration Scolaire (SSEFIS)» - 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange numéro FINESS : 540 000 692

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009 les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSEFIS de l'Institut des Jeunes Sourds sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	52 960,00 €	1 571 104,17 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 446 726,60 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	71 417,57 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 571 104,17 €	1 571 104,17 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement de la section SERVICES est fixée à 1.571.104,17 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 130.925,35 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-712 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
 Pour le directeur départemental
 des affaires sanitaires et sociales,
 L'inspecteur Principal,
 Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-659 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'Action Médico-Sociale Précoce - Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange – 02 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE LA MALGRANGE géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange numéro FINESS : 540 000 692

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	14 479,50 €	301 552,93 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	262 078,09 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	18 747,06 €	
	Déficit 11519 – 119	6 248,28 €	

Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	301 552,93 €	301 552,93 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 ou 110	0,00€	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de Nancy de l'Institution des Jeunes Sourds de la Malgrange est fixée à : 301.552,93 €

La participation de l'assurance maladie est fixée à 80 % de cette somme, soit : 241.242,34€

La participation du Département de Meurthe-et-Moselle est fixée à 20 % de cette somme, soit : 60.310,59 €

La fraction forfaitaire à la charge de l'Assurance Maladie égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 20.103,53 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté conjoint n°2008-713 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Le Président du Conseil Général,
Pour le Président,
La Vice-Présidente déléguée,
Michèle PILOT

Extrait de l'arrêté N°2009-660 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif Saint-Camille - 12 poste de Velaine – 54 840 VELAIN-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE numéro FINESS : 540 000 718

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	536 792,14 €	3 667 587,19 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 763 710,93 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	367 084,13 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 650 474,77 €	3 667 587,19 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	6 000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	11 112,42 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

à compter du 1^{er} juillet 2009

Prix de journée moyen :

Internat SIPFP : 206,61 €

Semi-internat SIPFP : 193,99 €

Internat SEES : 221,79 €

Semi-internat SEES : 191,93 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit:

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat SIPFP : 206,61 €

Semi-internat SIPFP : 193,99 €

Internat SEES : 221,79 €

Semi-internat SEES : 191,93 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat SIPFP : 206,61 €

Semi-internat SIPFP : 193,99 €

Internat SEES : 221,79 €

Semi-internat SEES : 191,93 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat SIPFP : 66,72 €

Semi-internat SIPFP : 66,72 €

Internat SEES : 66,72 €

Semi-internat SEES : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat SIPFP : 139,89 €

Semi-internat SIPFP : 127,27 €

Internat SEES : 155,07 €

Semi-internat SEES : 125,21 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Internat SIPFP : 183,94 €

Semi-internat SIPFP : 172,70 €

Internat SEES : 197,07 €

Semi-internat SEES : 170,54 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat SIPFP : 183,94 €

Semi-internat SIPFP : 172,70 €

Internat SEES : 197,07 €

Semi-internat SEES : 170,54 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat SIPFP : 183,94 €

Semi-internat SIPFP : 172,70 €

Internat SEES : 197,07 €

Semi-internat SEES : 170,54 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat SIPFP : 66,72 €

Semi-internat SIPFP : 66,72 €

Internat SEES : 66,72 €

Semi-internat SEES : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat SIPFP : 117,22 €

Semi-internat SIPFP : 105,98 €

Internat SEES : 130,35 €

Semi-internat SEES : 103,82 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-1396 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-661 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique « Saint-Camille » - 12 poste de Velaine – 54 840 VELAIN-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE numéro FINESS : 540 013 414

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	97 389,48 €	621 550,13 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	459 326,96 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	64 833,69 €	
	Déficit 11510 ou 11519	€	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	621 550,13 €	621 550,13 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée à compter du 1^{er} juillet 2009 comme suit :

- Prix de journée moyen unique :

- Internat et semi - internat : 275,52€

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit:

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat et semi - internat : 275,52€

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat et semi - internat : 275,52€

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat et Semi-internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat et semi - internat : 208,80€

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat et semi - internat : 279,73€

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat et semi - internat : 279,73 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat et semi - internat : 279,73 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat et Semi-internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat et semi - internat : 213,01 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-715 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-662 du 25 juin fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile - 12 poste de Velaine – 54 840 VELAINE-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE numéro FINESS : 540 013 422

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	26 810,70 €	378 798,69 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	159 711,83 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	192 276,16 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	378 798,69 €	378 798,69 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement du SESSAD est fixé(e) à : 378 798,69 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 31 566,56 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-716 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-663 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile Professionnel (SESSAD-PRO) de Saint-Camille - 12 poste de Velaine – 54 840 VELAINE-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE numéro FINESS : 540 001 6748

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile Professionnel sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	15 991,80 €	157 854,73 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	120 652,93 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	21 210,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	157 854,73 €	157 854,73 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement du SESSAD Professionnel est fixée à 157 854,73 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 13 154,56 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-1397 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-N°664 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'Action Médico-Sociale Précoce - 73 rue Isabey - 54000 NANCY géré par l'Association pour la Promotion des Actions Médico-Sociales Précoces de Lorraine numéro FINESS : 540 009 487

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle

ARRETEMENT

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	24 079,20 €	694 877,67 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	594 364,63 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	76 433,84 €	
	Déficit 11519 - 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	694 877,67 €	694 877,67 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 ou 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de Nancy est fixée(e) à 694 877,97 €.

La participation de l'assurance maladie est fixée à 80 % de cette somme, soit 555 902,14 €.

La participation du Département de Meurthe-et-Moselle est fixée à 20 % de cette somme, soit 138 975,53 €.

La fraction forfaitaire à la charge de l'Assurance Maladie égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 45.325,18 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté conjoint n°2008-718 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Le Président du Conseil Général,
Pour le Président,
La Vice-Présidente déléguée,
Michèle PILOT

Extrait de l'arrêté N°2009-N°665 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'Action Médico-Sociale Précoce - 12 rue de Bordeaux 54350 MONT ST MARTIN géré par l'Association pour la Promotion des Actions Médico-Sociales Précoces de Lorraine numéro FINESS : 540 001 977 5

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle

ARRETEMENT

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	20 358,69 €	492 574,52 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	397 959,83 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	74 256,00 €	
	Déficit 11519 - 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	454 569,90 €	492 574,52 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	38 004,62 €	
	Excédent 11510 ou 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de Longwy est fixée(e) à 454.569,90 €

La participation de l'assurance maladie est fixée à 80 % de cette somme, soit 363.655,92 €

La participation du Département de Meurthe-et-Moselle est fixée à 20 % de cette somme, soit 90.913,98 €

La fraction forfaitaire à la charge de l'Assurance Maladie égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 30.304,66 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté conjoint n°2008-719 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Le Président du Conseil Général,
Pour le Président,
La Vice-Présidente déléguée,
Michèle PILOT

Extrait de l'arrêté N°2009-N°666 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) - 51, rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Association pour la Promotion des Actions Médico-Sociales Précoces de Lorraine numéro FINESS : 54 001 6789

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle

ARRETEMENT

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	16 967,20 €	396 853,26 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	332 047,70 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	47 838,36 €	
	Déficit 11519 - 119	€	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	396 853,26 €	396 853,26 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 ou 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de Lunéville est fixée(e) à : 396 853,26 €

La participation de l'assurance maladie est fixée à 80 % de cette somme, soit : 317 482,61 €

La participation du Département de Meurthe-et-Moselle est fixée à 20 % de cette somme, soit : 79 370,65 €

La fraction forfaitaire à la charge de l'Assurance Maladie égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 26 456,88 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté conjoint n°2008-720 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Le Président du Conseil Général,
Pour le Président,
La Vice-Présidente déléguée,
Michèle PILOT

Extrait de l'arrêté N°2009-667 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut

Médico-Educatif «Les Terrasses de Méhon» - 12 rue Gambetta – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 001386 9

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	14.763,88 €	477.356,72 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	441.263,85 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	21.328,99 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	477.356,72 €	477.356,72 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement du SESSAD est fixée à : 477.356,72 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 39.779,73 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-721 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-668 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Les Terrasses de Méhon » - 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociales numéro FINESS : 54 000020 5

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	307 624,42 €	1 974 846,32 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 471 703,75 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	195 518,15 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 971 441,32 €	1 974 846,32 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	3 405,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée à compter du 1^{er} juillet 2009 comme suit :

- Prix de journée moyen :
- Internat : 208,92 €
- Semi-internat : 188,11 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :
- Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
- Internat : 208,92 €
- Semi-internat : 188,11 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- Internat : 208,92 €
- Semi-internat : 188,11 €

- Amendements Creton orientés en FAM :
- Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
- Internat : 66,72 €
- Semi-internat : 66,72 €

- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- Internat : 142,20 €
- Semi-internat : 121,39 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 257,21 €

- Semi-internat : 231,47 €
 - Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :
 Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 257,21 €
 - Semi-internat : 231,47 €
 - Amendements Creton orientés en Foyers :
 Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 257,21 €
 - Semi-internat : 231,47 €
 - Amendements Creton orientés en FAM :
 Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 66,72 €
 - Semi-internat : 66,72 €
 Prix de journée à facturer au Conseil Général :
 - Internat : 190,49 €
 - Semi-internat : 164,75 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-722 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
 Pour le directeur départemental
 des affaires sanitaires et sociales,
 L'inspecteur Principal,
 Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-669 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique « Les Terrasses de Méhon » - 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 000 400 9

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ITEP sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	365.897,12 €	2.580.623,09 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1.972.245,13 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	242.480,84 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2.574.823,09 €	2.580.623,09 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	5.800,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée à compter du 1^{er} juillet 2009 comme suit :

- Prix de journée moyen :
 - Internat : 418,78 €
 - Semi-internat : 215,61 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 366,42 €
 - Semi-internat : 318,07 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-723 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
 Pour le directeur départemental
 des affaires sanitaires et sociales,
 L'inspecteur Principal,
 Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-670 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif – 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 002 007 0

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	20.079,00 €	246.298,86 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	201.209,86 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	25.010,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	241.048,86 €	246.298,86 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	5.250,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement du SESSAD est fixée à 241.048,86 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 20.087,41 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-724 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-671 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif - 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 0 00057 7

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.241.625,96	8.637.097,33
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	6.192.700,14	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1.202.771,23	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	8.332.985,33	8.637.097,33
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	104.112,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	200.000,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- Internat : 388,08 €

- Semi-internat : 135,81 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 388,08 €

- Semi-internat : 135,81 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 388,08 €

- Semi-internat : 135,81 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 66,72 €

- Semi-internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 321,36 €

- Semi-internat : 69,09 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 366,34 €

- Semi-internat : 160,01 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 366,34 €

- Semi-internat : 160,01 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :
Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 366,34 €
- Semi-internat : 160,01 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 66,72 €
- Semi-internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 299,62 €
- Semi-internat : 93,29 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-1439 est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-672 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique - 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 001 013 9

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ITEP sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	170.012,00 €	709.968,58 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	454.624,44 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	85.332,14 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	698.468,58 €	709.968,58 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	11.500,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :
- Internat : 170,37 €

- Semi-internat : 170,37 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 332,45 €

- Semi-internat : 332,45 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-726 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-673 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile (SESSAD) - 14 rue René Dorme - 54150 BRIEY gérée par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle numéro FINESS : 54 001 8728

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Sessad T.C.C. de Briey sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	80.573,29 €	395.821,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	229.774,23 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	85.473,48 €	

	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	395.821,00 €	395.821,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile est fixé(e) à : 395.821,00 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 32.985,08 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-813 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-674 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre de Soins de l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté - Rue de Mirecourt - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 000 059 3

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre de soins de l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2.016.093,93 €	3.997.946,30 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1.830.754,85 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	63.457,97 €	
	Déficit 11510 ou 11519	87.639,55 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3.982.446,30 €	3.997.946,30 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	15.500,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- Internat : 166,41 €

- Semi-Internat : 166,41 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 180,36 €

- Semi-internat : 180,36 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-727 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-675 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile - du Centre d'Education Motrice - 46 rue du Doyen Parisot - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 540 020 096

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile du Centre d'Education Motrice sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	145.433,00 €	285.296,39 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	117.067,13 €	

Recettes	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	22.796,26 €	285.296,39 €
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
	Groupe I : Produits de la tarification	279.196,39 €	
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	6.100,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile du Centre d'Education Motrice est fixée à : 279.196,39 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 23.266,37 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-728 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-676 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'Education Motrice - 46 rue du Doyen Parisot - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 001 877 7

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Education Motrice sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3.106.376,17 €	10.394.151,11 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	5.344.056,49 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1.321.419,76 €	
	Déficit 11510 ou 11519	622.298,69 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	10.181.071,11 €	10.394.151,11 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	213.080,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

à compter du 1^{er} juillet 2009

- Prix de journée moyen :
- Semi-internat : 397,03 €
- Internat 24 bis : 484,45 €
- Internat 24 ter : 521,32 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :
Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat : 397,03 €
- Internat 24 bis : 484,45 €
- Internat 24 ter : 521,32 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat : 397,03 €
- Internat 24 bis : 484,45 €
- Internat 24 ter : 521,32 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat : 66,72 €
- Internat 24 bis : 66,72 €
- Internat 24 ter : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat : 330,31 €
- Internat 24 bis : 417,73 €
- Internat 24 ter : 454,60 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 432,43 €
- Semi-internat : 497,10 €
- Annexe 24 Ter : 662,21 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 432,43 €
- Semi-internat : 497,10 €
- Annexe 24 Ter : 662,21 €
- Amendements Creton orientés en Foyers :
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- Internat : 432,43 €
- Semi-internat : 497,10 €
- Annexe 24 Ter : 662,21 €
- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 66,72 €
- Semi-internat : 66,72 €
- Annexe 24 Ter : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 365,71 €
- Semi-internat : 430,38 €
- Annexe 24 Ter : 595,49 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-729 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-677 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique « l'Escale » - 15 rue Saint-Charles – 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE numéro FINESS : 540 002 052

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'I.T.E.P. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	341.304,62 €	2.943.652,18 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2.321.154,11 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	281.193,45 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2.938.951,53 €	2.943.652,18 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4.700,65 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :
- Internat : 299,95 €
- Semi-internat : 299,95 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 288,42 €
- Semi-internat : 288,42 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-1398 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-678 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile « l'Escale » - 15 rue Saint-Charles – 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE numéro FINESS : 540 013 455

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	54.576,17 €	721.609,77 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	577.523,79 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	55.027,04 €	
	Déficit 11510 ou 11519	34.482,77 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	721.609,77 €	721.609,77 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement du SESSAD est fixée(e) à : 721.609,77 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 60.134,15 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-1399 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-679 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Georges Finance » - 4 avenue JF Kennedy – BP 216 – 54 202 TOUL Cedex géré par l'AEIM numéro FINESS : 540 000 213

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	253 450,63 €	1 445 897,83 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 075 271,46 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	117 175,74 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 415 888,79 €	1 445 897,83 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	30 009,04 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- Semi-internat : 131,71 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat : 131,71 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat : 131,71 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat : 64,99 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Semi-internat : 136,81 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat : 136,81 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat : 136,81 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat : 70,09 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-1400 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-680 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Jean l'Hôte » Chemin du Harquet – BP 126 – 54 305 LUNEVILLE Cedex géré par l'AEIM numéro FINESS : 540 000 221

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	563 900,00 €	2 866 020,38 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 888 829,06 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	220 171,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	193 120,32 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 642 016,38 €	2 866 020,38 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	224 004,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00€	
	Excédent 11519 ou 119	0,00€	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

à compter du 1^{er} juillet 2009

Prix de journée moyen :

- Externat Annexe 24 : 161,59 €

- Externat Annexe 24 Ter : 24,36 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit:

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Externat Annexe 24 : 161,59 €

- Externat Annexe 24 Ter : 24,36 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Externat Annexe 24 : 161,59 €

- Externat Annexe 24 Ter : 24,36 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Externat Annexe 24 : 66,72 €

- Externat Annexe 24 Ter : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Externat Annexe 24 : 94,87€

- Externat Annexe 24 Ter : 0,00 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Externat Annexe 24 : 179,56 €

- Externat Annexe 24 Ter : 251,66 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Externat Annexe 24 : 179,56 €

- Externat Annexe 24 Ter : 251,66 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Externat Annexe 24 : 179,56 €

- Externat Annexe 24 Ter : 251,66 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Externat Annexe 24 : 66,72 €

- Externat Annexe 24 Ter : 66,72€

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Externat Annexe 24 : 112,84 €

- Externat Annexe 24 Ter : 184,94 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté n°2008-733 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-681 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Raymond Carel » 2 rue des Martyrs du Nazisme – BP 53 – 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT géré par l'AEIM numéro FINESS : 54 000 0239/54 000 0254

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 005 447,63 €	6 171 028,55 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	4 713 700,27 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	451 880,64 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	6 324 524,62 €	6 171 028,55 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	- 153 496,07 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00€	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

Prix de journée moyen :

- Internat : 251,49 €

- Semi-internat : 168,47 €

- Annexe 24 Ter : 314,25 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit:

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 251,49 €

- Semi-internat : 168,47 €

- Annexe 24 Ter : 314,25 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 251,49 €

- Semi-internat : 168,47 €

- Annexe 24 Ter : 314,25 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 66,72 €

- Semi-internat : 66,72 €

- Annexe 24 Ter : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 184,77 €

- Semi-internat : 101,75 €

- Annexe 24 Ter : 247,53 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 277,67 €

- Semi-internat : 160,23 €

- Annexe 24 Ter : 285,79 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 277,67 €

- Semi-internat : 160,23 €

- Annexe 24 Ter : 285,79 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :
Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 277,67 €
- Semi-internat : 160,23 €
- Annexe 24 Ter : 285,79 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 66,72 €
- Semi-internat : 66,72 €
- Annexe 24 Ter : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 210,95 €
- Semi-internat : 93,51 €
- Annexe 24 Ter : 219,07 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-1401 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-682 du 25 juin fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat- Institut Médico-Educatif « Claude Monet » 121, rue de l'Abbé de l'Epée – 54700 PONT-A-MOUSSON géré par l'AEIM numéro FINESS : 540 000 247

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	312 126,07 €	1 841 249,48 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 396 433,37 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	132 690,04 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 838 764,76 €	1 841 249,48 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	2 484,72 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :
- Annexe 24 : 137,69 €
- Annexe 24 Ter : 253,67 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Annexe 24 : 137,69 €
- Annexe 24 Ter : 253,67 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Annexe 24 : 137,69 €
- Annexe 24 Ter : 253,67 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Annexe 24 : 66,72 €
- Annexe 24 Ter : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Annexe 24 : 70,97 €
- Annexe 24 Ter : 186,95 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Annexe 24 : 125,68 €
- Annexe 24 Ter : 251,21 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :
Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Annexe 24 : 125,68 €

- Annexe 24 Ter : 251,21 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Annexe 24 : 66,72 €

- Annexe 24 Ter : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Annexe 24 : 58,96 €

- Annexe 24 Ter : 184,49 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-1402 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-N°683 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « les Orchidées » - 10 rue Albert 1^{er} – BP 93 – 54154 BRIEY Cedex géré par l'AEIM numéro FINESS : 54 0000 817

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	334 933,33 €	1 588 248,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 111 826,02 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	141 488,65 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 499 875,93 €	1 588 248,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	87 372,07 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

Semi-internat: 125,62 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit:

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat: 125,62 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat: 125,62 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat: 58,90 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat: 124,03 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat: 124,03 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat: 57,31 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-1403 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-N°684 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Les Trois Tilleuls » 1 rue des Tilleuls – 54720 CHENIERES géré par l'AEIM numéro FINESS : 540 000 833

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	432 184,11 €	2 355 001,64 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 731 520,51 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	191 297,02 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 250 354,89 €	2 355 001,64 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4 000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	100 646,75 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- Semi-internat Annexe 24 : 218,66 €

- Semi-internat Annexe 24 Ter : 294,72 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat Annexe 24 : 218,66 €

- Semi-internat Annexe 24 Ter : 294,72 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat Annexe 24 : 218,66 €

- Semi-internat Annexe 24 Ter : 294,72 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat Annexe 24 : 66,72 €

- Semi-internat Annexe 24 Ter : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat Annexe 24 : 151,94 €

- Semi-internat Annexe 24 Ter : 228,00 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Semi-internat Annexe 24 : 144,48 €

- Semi-internat Annexe 24 Ter : 238,37 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat Annexe 24 : 144,48 €

- Semi-internat Annexe 24 Ter : 238,37 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat Annexe 24 : 144,48 €

- Semi-internat Annexe 24 Ter : 238,37 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat Annexe 24 : 66,72 €

- Semi-internat Annexe 24 Ter : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat Annexe 24 : 77,76 €

- Semi-internat Annexe 24 Ter : 171,65 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-737 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-685 du 25 juin 2009 fixant pour l'année 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile 6 allée de Longchamp – Parc d'activités de l'hippodrome – 54600 VILLERS-LES-NANCY géré par l'AEIM numéro FINESS : 54 000 4447

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	74 401,29 €	1 808 038,45 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 511 738,74 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	221 898,42 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 796 522,45 €	1 808 038,45 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	11 516,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00€	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile est fixé(e) à : 1 796 522,45 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 149 710,20 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-1404 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-686 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre pour Polyhandicapés « Les Rives du Château » - 33 rue du Château – 54 450 BLAMONT géré par la Croix Rouge Française numéro FINESS : 540 013 877

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre pour Polyhandicapés sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	448.256,79 €	3.819.877,78 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2.822.586,48 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	549.034,51 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3.516.157,21 €	3.819.877,78 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	82.946,31 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	20.774,26 €	
	Excédent 11519 ou 119	200.000,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

Prix de journée moyen :

Internat : 175,60 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat : 175,60 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat : 175,60 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat : 108,88 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Internat : 240,63 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat : 240,63 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat : 240,63 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Internat : 173,91 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-739 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-687 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre Médico-Psycho-Pédagogique - 73 rue Isabey – 54 052 NANCY Cedex géré par la PEP 54 numéro FINESS : 540 000 320

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre Médico-Psycho-Pédagogique sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	116 467,56 €	2 221 523,07 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 893 301,68 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	211 753,83 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 221 523,07 €	2 221 523,07 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- séance: 133,81 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- séance: 125,23 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-1405 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-688 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre Médico-Psycho-Pédagogique - 17 bis rue de Boismont – 54400 LONGWY géré par la PEP 54 numéro FINESS : 54 000 268 0

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre Médico-Psycho-Pédagogique sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	50 523,99 €	913 378,81 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	823 773,46 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	39 081,36 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	909 091,31 €	913 378,81 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4 287,50 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- séance: 135,77 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- séance: 125,06 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-1406 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-689 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre de Ressource de l'Autisme du CPN de LAXOU Boîte Postale 1010 – 54 521 LAXOU Cedex géré par le Centre Psychothérapique de Nancy à LAXOU numéro FINESS : 540 015 468

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre de Ressource de l'Autisme sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	37 650,00 €	326 875,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	254 966,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	34 259,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	184 469,13 €	326 875,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	128 374,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	14 031,87 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement est fixée à : 184 469,13 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 15 372,43 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-742 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-690 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée du CPN de LAXOU – 54 521 LAXOU Cedex gérée par le Centre Psychothérapique de Nancy à LAXOU numéro FINESS : 540 018 736

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 104 738,00€	4 485 367,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 894 478,00€	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	486 151,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	4 061 815,00 €	4 485 367,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	320 000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	45 006,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	58 546,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

à compter du

- Prix de journée moyen :
- Accueil Permanent : 192,28 €
- Accueil de jour : 192,28 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Accueil Permanent : 195,16 €
- Accueil de jour : 195,16 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-743 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-691 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service de Soins et d'Accompagnement pour Etudiants Handicapés 8 rue des Myosotis – BP 35 – 54 501 VANDOEUVRE-LES-NANCY géré par l'Association « Accueil et guider l'intégration » numéro FINESS : 54 001 988 2

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service de soins et d'Accompagnement pour Etudiants Handicapés sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	9.800,00 €	638.410,25 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	623.401,54 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	5.208,71 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	634.052,48 €	638.410,25 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4.357,77 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement du SSAEH est fixée à 634.052,48 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième du forfait global soins est égale à : 52.837,71 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-744 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-693 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 le forfait soins des foyers d'accueil médicalisés - Foyer d'Accueil Médicalisé « Résidence des Trois Fontaines » - Rue de la Libération – 54 330 VEZELISE géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles numéro FINESS : 540 012 556

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du F.A.M. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	16.300,70 €	764.063,60 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	740.900,45 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	6.862,45 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	757.605,60 €	764.063,60 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	6.458,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, le forfait global soins du F.A.M. est fixé à 757.605,60 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième du forfait global soins est égale à : 63.133,80 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-746 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-694 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée - 1161 avenue Pinchard – 54 100 NANCY gérée par l'ALAGH numéro FINESS : 54 000 453 8

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée ont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	806 250,00 €	5 994 193,97 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	4 418 005,23 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	769 938,74 €	
	Déficit 11519 ou 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	5 251 046,97 €	5 994 193,97 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	532 712,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	210 435,00 €	
	Excédent 11510 ou 110	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- Internat : 285,96 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 258,56 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-1408 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-695 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 le forfait soins des foyers d'accueil médicalisés - Foyer d'Accueil Médicalisé - 1161 avenue Pinchard – 54 100 NANCY géré par l'ALAGH numéro FINESS : 540 012 606

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du F.A.M. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10.348,88 €	155.375,14 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	140.752,27 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	4.273,99 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	151.175,14 €	155.375,14 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	4.200,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, le forfait global soins du F.A.M. est fixé à 155.375,14 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième du forfait global soins est égale à : 12.597,93 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-748 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-696 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée - Avenue des Vosges - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES gérée par l'Etablissement Public Communal de Rosières-aux-Salines numéro FINESS : 54 001 253 1

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	534.967,79 €	3.479.453,72 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2.237.625,38 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	706860,55 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3.176.461,72 €	3.479.453,72 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	302.992,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- Internat : 170,27 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 167,34 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-749 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-697 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée - ZAC de Brabois - Rue de Ludres - 54 500 VANDOEUVRE-LES-NANCY gérée par l'AEIM numéro FINESS : 54 000 5436

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
--	----------------------	-------------------	----------------

Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	521.241,77 €	4 180 275,61 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3.129.860,62 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	529.173,22 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3.912.010,76 €	4 180 275,61 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	268.264,85 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00€	
	Excédent 11519 ou 119	0,00€	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée à compter du 1^{er} juillet 2009 comme suit :

- Prix de journée moyen :

- Internat : 214,90 €

- Semi-internat : 226,97 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 214,90 €

- Semi-internat : 226,97 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-1409 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-698 du 25 juin fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre de préorientation 51 avenue de la Libération – 54840 GONDREVILLE géré par l'UGECAM numéro FINESS : 540 012 465

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre de Préorientation sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	339.913,00 €	959.380,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	590.187,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	29.280,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	923.833,27 €	959.380,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	15.000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- Internat – Préorientation : 193,19 €

- Semi-internat – Préorientation : 135,59 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat – Préorientation : 190,59 €

- Semi-internat – Préorientation : 132,97 €

Article 2 bis : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement de l'UEROS est fixée à 360.294,98 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 30.024,58 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-751 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-699 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH) - 4 rue Léon Parisot – 54110 ROSIERES-AUX-SALINES géré par l'Etablissement Public Départemental numéro FINESS : 54 000 405 8

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du S.A.M.S.A.H. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1.625,60 €	356.811,85 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	333.729,69 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	21.456,56 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	356.811,85 €	356.811,85 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement ou le forfait global soins est fixé(e) à 356.811,85 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 29.734,32 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-752 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-700 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée - 4 rue Alfred Labbé – 54 350 MONT-SAINT-MARTIN gérée par l'ALAGH numéro FINESS : 54 001 929 6

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	678.269,79 €	3.481.936,37€
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2.311.247,71€	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	492.418,87€	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3.264.176,37 €	3.481.936,37€
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	217.760,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit:

- Prix de journée moyen :

- Internat : 216,87 €

- Accueil de jour : 372,77 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 216,06 €

- Accueil de jour : 371,71 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-753 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-701 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 le forfait soins des foyers d'accueil médicalisés - Foyer d'Accueil Médicalisé MICHELET - 10 rue Dominique LOUIS – 54 000 NANCY géré par l'AEIM numéro FINESS : 540 003 738

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du F.A.M. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
--	----------------------	-------------------	----------------

Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	30.444,62 €	479.237,87 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	429.903,37 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	18.889,87 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	479.237,87 €	479.237,87 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, le forfait global soins du F.A.M. est fixé à 479.237,87 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième du forfait global soins est égale à : 39.936,49 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-1410 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-702 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 le forfait soins des foyers d'accueil médicalisés - Foyer d'Accueil Médicalisé - Route de Baccarat – 54 290 BAYON géré par l'Etablissement Public Communal de Rosières-aux-Salines numéro FINESS : 54 001 353 9

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Foyer d'Accueil Médicalisé sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	22.500,00 €	286.848,17 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	244.667,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	19.681,17 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	286.848,17 €	286.848,17 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, le forfait global soins du F.A.M. est fixé à 286.848,17 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième du forfait global soins est égale à : 23.904,01 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-755 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-703 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou Spécialistes MICHELET - 10 rue Dominique LOUIS – 54 000 NANCY géré par l'Association AEIM numéro FINESS : 54 003 688

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou Spécialistes sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	15 550,00 €	397 810,58 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	320 743,13 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	27 506,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	34 011,45 €	
	Groupe I : Produits de la tarification	397 810,58 €	
Recettes			

	Groupe II :		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III :		
	Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement est fixée à 397 810,58 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 33 150,88 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-1411 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

**Extrait de l'arrêté N°2009-N°704 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Adultes Handicapés
38 rue de Dieuze – 54 000 NANCY géré par l'Association Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 540 007 689**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Adultes Handicapés sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	27.491,96 €	204.741,02 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	176.332,63 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	916,43 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	204.741,02 €	204.741,02 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.S.I.A.D. est fixé(e) à 204.741,02 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 17.061,75 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-757 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-705 du 25 juin 2009 Fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service de Soins Infirmiers à Domicile de Briey/Homécourt - 100 rue de Franchepré – 54240 JOEUF géré par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine numéro FITNESS : 540 015 229

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSIADPH sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6.164,44 €	81.879,73 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	75.568,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	147,29 €	
	Déficit 11519 ou 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	80.968,06 €	81.879,73 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 ou 110	911,67 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.S.I.A.D. est fixé(e) à 80.968,06 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 6.747,34 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-758 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-706 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Accompagnement Médico-Social (SAMSAH) - «La Maison du Pré St Charles» - 21 rue de la Meuse – 54860 HAUCOURT-MOULAINÉ gérée par l'AEIM numéro FINESS : 54 001 438 8

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou de Spécialistes sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2.185,36 €	175.056,64 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	163.962,20 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	8.909,08 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	175.056,64 €	175.056,64 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement ou le forfait global soins est fixé(e) à 175.056,64 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 14 588,05 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-759 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-707 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Adultes Handicapées (SSIADPAH) - 15 Allée des Grands Pâquis – 54180 HEILLECOURT géré par le Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques de Lorraine (GIHP) numéro FINESS : 54 00 164 58

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSIADPAH sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	40.296,88 €	280.690,53 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	211.685,27 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	7.288,16 €	
	Déficit 11519 ou 119	21.420,22 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	280.690,53 €	280.690,53 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 ou 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.S.I.A.D. est fixé(e) à 280.690,53 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 23.390,88 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-1412 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-708 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée - 8 rue Caumont La Force - 54300 LUNEVILLE gérée par la Croix Rouge numéro FINESS : 54 001 993 2

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total En Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	547.255,24 €	3.081.095,61 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2.016.890,18 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	516.950,19 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2.639.174,61 €	3.081.095,61 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	222.670,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	219.251,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} juillet 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- Internat : 190,43 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 190,24 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2008-1413 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-709 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Adultes Handicapées (SSIADPAH) géré par la Maison de Retraite Saint-Charles - Rue Notre Dame BP n°2 - 54 330 VEZELISE numéro FINESS : 54 00 174 98

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSIADPAH sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2.069,00 €	10.955,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	8.384,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	502,00 €	
	Déficit 11519 ou 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	7.590,57 €	10.955,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 ou 110	3.364,43 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.S.I.A.D. est fixé(e) à 7.590,57 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 632,55 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-762 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-710 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Adultes Handicapées (SSIADPAH) géré par l'Association SCIAD du Val de Lorraine - 2 place Jules Colombé - 54700 Pont à Mousson numéro FINESS : 540 017 449

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSIADPAH sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	20.608,86 €	43.738,92 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	23.130,06 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	0,00 €	
	Déficit 11519 ou 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	43.738,92 €	43.738,92 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 ou 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.S.I.A.D. est fixé(e) à 43.738,92 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 3.644,91 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2009763 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-711 du 25 juin 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Adultes Handicapées (SSIADPAH) - 4, rue Alfred Labbé – 54350 MONT SAINT MARTIN géré par ALPHASANTE numéro FINESS : 540 018 298

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009 les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSIADPAH sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8.671,46 €	78.433,80 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	66.240,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	3.522,34 €	
	Déficit 11519 ou 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	78.433,80 €	78.433,80 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 ou 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.S.I.A.D. est fixé(e) à 78.433,80 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 6.536,15 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2008-764 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 25 juin 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-833 du 6 juillet 2009 modifiant l'arrêté n° 2009-697 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée - ZAC de Brabois – Rue de Ludres – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY gérée par l'AEIM numéro FINESS : 54 000 5436

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle chargé de l'administration de l'Etat dans le département

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté n° 2009-697 du 25 juin 2009 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée à compter du 1^{er} juillet 2009 comme suit :

- Prix de journée moyen :
- Internat : 209,88 €
- Semi-internat : 244,43 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 214,90 €
- Semi-internat : 226,97 €

Article 2 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.
Nancy, le 6 juillet 2009

Pour le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat
dans le département et par délégation
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-846 du 10 juillet 2009 modifiant l'arrêté n° 2009-657 du 25 juin 2009 fixant à compter du 1^{er} juillet 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - «Centre de Rééducation de l'Ouïe et de la Parole - Institut des Jeunes Sourds » - 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange numéro FINESS : 540 000 692

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle chargé de l'administration de l'Etat dans le département

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du C.R.O.P. de l'Institut des Jeunes Sourds sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 430 050,00 €	10 343 232,46€
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	7 972 257,94 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	940 924,52 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	9 808 655,15 €	10 343 232,46€
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	189 500,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	345 077,31 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

L'arrêté n° 2009-657 du 25 juin 2009 susvisé est modifié ainsi :

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée à compter du 1^{er} juillet 2009 comme suit :

Semi-internat toutes sections : 212,09 €

Internat toutes sections : 277,94 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée à compter du 1^{er} juillet 2009 comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat toutes sections : 212,09 €

Internat toutes sections : 277,94 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat toutes sections : 212,09 €

Internat toutes sections: 277,94 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat toutes sections: 66,72 €

Internat toutes sections: 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat toutes sections: 145,37 €

Internat toutes sections: 211,22 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Semi-internat toutes sections: 210,15 €

Internat toutes sections: 280,19 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat toutes sections: 210,15 €

Internat toutes sections: 280,19 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat toutes sections: 210,15 €

Internat toutes sections: 280,19 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat toutes sections: 66,72 €

Internat toutes sections: 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Semi-internat toutes sections: 143,43 €

Internat toutes sections: 213,47 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 10 juillet 2009

Pour le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat
dans le département et par délégation
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-947 du 26 août 2009 fixant à compter du 1^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique « l'Escale » - 15 rue Saint-Charles – 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE numéro FINESS : 540 002 052

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Suite à la facturation en sus du forfait hospitalier sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009 et à l'attribution de crédits conjoncturels pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'I.T.E.P. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	341.304,62 €	3.078.991,54 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2.321.154,11 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	416.532,81 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3.074.290,89 €	3.078.991,54 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4.700,65 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- Internat : 335,17 €

- Semi-internat : 335,17 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 288,42 €

- Semi-internat : 288,42 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2009-677 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 26 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-948 du 26 août 2009 fixant à compter du 1^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Jean l'Hôte » - Chemin du Harquet – BP 126 – 54 305 LUNEVILLE Cedex géré par l'AEIM numéro FINESS : 540 000 221

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	563.900,00 €	2.874.474,80 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1.897.283,48 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	220.171,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	193.120,32 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2.650.470,80 €	2.874.474,80 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	224.004,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00€	
	Excédent 11519 ou 119	0,00€	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

à compter du 1^{er} septembre 2009

Prix de journée moyen :

Externat Annexe 24 : 161,59 €

Externat Annexe 24 Ter : 24,36 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Externat Annexe 24 : 163,32 €

Externat Annexe 24 Ter : 26,72 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Externat Annexe 24 : 163,32 €

Externat Annexe 24 Ter : 26,72 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Externat Annexe 24 : 66,72 €

Externat Annexe 24 Ter : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Externat Annexe 24 : 96,60 €

Externat Annexe 24 Ter : 0,00 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Externat Annexe 24 : 179,56 €

Externat Annexe 24 Ter : 251,66 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Externat Annexe 24 : 179,56 €

Externat Annexe 24 Ter : 251,66 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Externat Annexe 24 : 179,56 €

Externat Annexe 24 Ter : 251,66 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Externat Annexe 24 : 66,72 €

Externat Annexe 24 Ter : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

Externat Annexe 24 : 112,84 €

Externat Annexe 24 Ter : 184,94 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté n°2009-680 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, à la direction départementale des archives.

Nancy, le 26 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-949 du 26 août 2009 fixant à compter du 1^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique « Gai Soleil » 14 rue de Metz – 54 000 NANCY géré par l'association « Culture et Promotion » numéro FINESS : 54 0000 627

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Suite à la facturation en sus du forfait hospitalier sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, les articles 2 et 2 bis de l'arrêté n° 2009-652 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

à compter du 1^{er} septembre 2009 :

- Prix de journée moyen :

- Internat : 236,16 €

- Semi-Internat : 137,37 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 236,16 €

- Semi-Internat : 137,37 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 236,16 €
- Semi-Internat : 137,37 €
- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 66,72 €
- Semi-internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 169,44 €
- Semi-internat : 70,65 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 245,49 €
- Semi-internat : 131,12 €
- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 245,49 €
- Semi-internat : 131,12 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 245,49 €
- Semi-internat : 131,12 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 66,72 €
- Semi-internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 178,77 €
- Semi-internat : 64,40 €

Article 2 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 26 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-N°950 du 26 août 2009 fixant à compter du 1^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'Education pour Déficients Visuels- Sections SANTIFONTAINE 8 rue de Santifontaine – 54052 NANCY Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles numéro FINESS : 54 000 684

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Suite à la facturation en sus du forfait hospitalier sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, les articles 2 et 2 bis de l'arrêté n° 2009-655 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :
- Semi-internat SEES : 472,17 €
- Internat SEES : 708,25 €
- Semi-internat SEPHA : 178,08 €
- Internat SEPHA : 267,12 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :
- Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
- Semi-internat SEPHA : 178,08 €
- Internat SEPHA : 267,12 €
- Amendements Creton orientés en Foyers :
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- Semi-internat SEPHA : 178,08 €
- Internat SEPHA : 267,12 €
- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat SEPHA : 66,72 €
- Semi-internat SEPHA : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat SEPHA : 111,36 €
- Internat SEPHA : 200,40 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Semi-internat SEES : 392,61 €
- Internat SEES : 588,91 €
- Semi-internat SEPHA : 441,12 €
- Internat SEPHA : 661,68 €
- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat SEPHA : 441,12 €
- Internat SEPHA : 661,68 €
- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat SEPHA : 441,12 €
- Internat SEPHA : 661,68 €
- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat SEPHA : 66,72 €
- Semi-internat SEPHA : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat SEPHA : 374,40 €
- Internat SEPHA : 594,96 €

Article 2 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 26 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-951 du 26 août 2009 fixant à compter du 1^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - «Centre de Rééducation de l'Ouïe et de la Parole - Institut des Jeunes Sourds » 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange numéro FINSS : 540 000 692

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Suite à la facturation en sus du forfait hospitalier sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, les articles 2 et 2 bis de l'arrêté n° 2009-657 modifié susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée à compter du 1^{er} septembre 2009 comme suit :

- Semi-internat toutes sections : 212,09 €
- Internat toutes sections : 261,35 €
- Semi-internat SEPEDAHA : 326,98 €
- Internat SEPEDAHA : 644,78 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations est fixée à compter du 1^{er} septembre 2009 comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat toutes sections : 212,09 €
- Internat toutes sections : 261,35 €
- Semi-internat SEPEDAHA : 326,98 €
- Internat SEPEDAHA : 644,78 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat toutes sections : 212,09 €
- Internat toutes sections : 261,35 €
- Semi-internat SEPEDAHA : 326,98 €
- Internat SEPEDAHA : 644,78 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat toutes sections: 66,72 €
- Internat toutes sections: 66,72 €
- Semi-internat SEPEDAHA : 66,72 €
- Internat SEPEDAHA : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat toutes sections : 145,37 €
- Internat toutes sections : 194,63 €
- Semi-internat SEPEDAHA : 260,26 €
- Internat SEPEDAHA : 578,06 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Semi-internat toutes sections: 210,15 €
- Internat toutes sections: 280,19 €
- Semi-internat SEPEDAHA : 336,23 €
- Internat SEPEDAHA : 420,29 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat toutes sections: 210,15 €
- Internat toutes sections: 280,19 €
- Semi-internat SEPEDAHA : 336,23 €
- Internat SEPEDAHA : 420,29 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat toutes sections: 210,15 €
- Internat toutes sections: 280,19 €
- Semi-internat SEPEDAHA : 336,23 €
- Internat SEPEDAHA : 420,29 €
- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat toutes sections: 66,72 €
- Internat toutes sections: 66,72 €
- Semi-internat SEPEDAHA : 66,72 €
- Internat SEPEDAHA : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat toutes sections: 143,43 €
- Internat toutes sections: 213,47 €
- Semi-internat SEPEDAHA : 269,51 €
- Internat SEPEDAHA : 353,57 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 26 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-952 du 26 août 2009 fixant à compter du 1^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif Saint-Camille - 12 poste de Velaine – 54840 VELAINE-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE numéro FINESS : 540 000 718

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Suite à la facturation en sus du forfait hospitalier sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, les articles 2 et 2 bis de l'arrêté n° 2009-660 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :
- Internat SIPFP : 183,03 €
- Semi-internat SIPFP : 193,99 €
- Internat SEES : 198,00 €
- Semi-internat SEES : 191,93 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat SIPFP : 183,03 €
- Semi-internat SIPFP : 193,99 €
- Internat SEES : 198,00 €
- Semi-internat SEES : 191,93 €
- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat SIPFP : 183,03 €
- Semi-internat SIPFP : 193,99 €
- Internat SEES : 198,00 €
- Semi-internat SEES : 191,93 €
- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat SIPFP : 66,72 €
- Semi-internat SIPFP : 66,72 €
- Internat SEES : 66,72 €
- Semi-internat SEES : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat SIPFP : 116,31 €
- Semi-internat SIPFP : 127,27 €
- Internat SEES : 131,28 €
- Semi-internat SEES : 125,21 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat SIPFP : 183,94 €
- Semi-internat SIPFP : 172,70 €
- Internat SEES : 197,07 €
- Semi-internat SEES : 170,54 €
- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat SIPFP : 183,94 €
- Semi-internat SIPFP : 172,70 €
- Internat SEES : 197,07 €

- Semi-internat SEES : 170,54 €
- Amendements Creton orientés en Foyers :
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- Internat SIPFP : 183,94 €
- Semi-internat SIPFP : 172,70 €
- Internat SEES : 197,07 €
- Semi-internat SEES : 170,54 €
- Amendements Creton orientés en FAM :
- Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
- Internat SIPFP : 66,72 €
- Semi-internat SIPFP : 66,72 €
- Internat SEES : 66,72 €
- Semi-internat SEES : 66,72 €
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- Internat SIPFP : 117,22 €
- Semi-internat SIPFP : 105,98 €
- Internat SEES : 130,35 €
- Semi-internat SEES : 103,82 €

Article 2 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 26 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-953 du 26 août 2009 fixant à compter du 1^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique « Saint-Camille » - 12 poste de Velaine - 54840 VELAIN-EN-HAYE géré par l'Institution SAINT-CAMILLE numéro FINESS : 540 013 414

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Suite à la facturation en sus du forfait hospitalier sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, les articles 2 et 2 bis de l'arrêté n° 2009-661 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée à compter du 1^{er} septembre 2009 comme suit :

- Prix de journée moyen unique :
- Internat et semi - internat : 262,54€

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat et semi - internat : 262,54€
- Amendements Creton orientés en Foyers :
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- Internat et semi - internat : 262,54€
- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat et Semi-internat : 66,72 €
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- Internat et semi - internat : 195,82€

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat et semi - internat : 279,73€
- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat et semi - internat : 279,73 €
- Amendements Creton orientés en Foyers :
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- Internat et semi - internat : 279,73 €
- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat et Semi-internat : 66,72 €
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- Internat et semi - internat : 213,01 €

Article 2 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires

et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.
Nancy, le 26 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-N°954 du 26 août 2009 fixant à compter du 1^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Les Terrasses de Méhon » 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociales numéro FINESS : 54 000020 5

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Suite à la facturation en sus du forfait hospitalier sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, les articles 2 et 2 bis de l'arrêté n° 2009-668 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée à compter du 1^{er} septembre 2009 comme suit :

- Prix de journée moyen :

- Internat : 184,79 €

- Semi-internat : 188,11 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 184,79 €

- Semi-internat : 188,11 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 184,79 €

- Semi-internat : 188,11 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 66,72 €

- Semi-internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 118,07 €

- Semi-internat : 121,39 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 257,21 €

- Semi-internat : 231,47 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 257,21 €

- Semi-internat : 231,47 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 257,21 €

- Semi-internat : 231,47 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 66,72 €

- Semi-internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 190,49 €

- Semi-internat : 164,75 €

Article 2 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 26 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-N°955 du 26 août 2009 fixant à compter du 1^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique « Les Terrasses de Méhon » 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 000 400 9

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Suite à la facturation en sus du forfait hospitalier sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, l'article 2 de l'arrêté n° 2009-669 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée à compter du 1^{er} septembre 2009 comme suit :

- Prix de journée moyen :

- Internat : 394,85 €

- Semi-internat : 215,61 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 366,42 €

- Semi-internat : 318,07 €

Article 2 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 26 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-N°956 du 26 août 2009 fixant à compter du 1^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 0 00057 7

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Suite à la facturation en sus du forfait hospitalier sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, les articles 2 et 2 bis de l'arrêté n° 2009-671 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- Internat : 365,91 €

- Semi-internat : 135,81 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 365,91 €

- Semi-internat : 135,81 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 365,91 €

- Semi-internat : 135,81 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 66,72 €

- Semi-internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 299,19 €

- Semi-internat : 69,09 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 366,34 €

- Semi-internat : 160,01 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 366,34 €

- Semi-internat : 160,01 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 366,34 €

- Semi-internat : 160,01 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 66,72 €

- Semi-internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 299,62 €

- Semi-internat : 93,29 €

Article 2 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et

dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 26 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-N°957 du 26 août 2009 fixant à compter du 1^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 001 013 9

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Suite à la facturation en sus du forfait hospitalier sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, l'article 2 de l'arrêté n° 2009-672 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- Internat : 166,78 €

- Semi-internat : 166,78 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 332,45 €

- Semi-internat : 332,45 €

Article 2 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 26 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-958 du 26 août 2009 fixant à compter du 1^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'Education Motrice 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 001 877 7

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Suite à la facturation en sus du forfait hospitalier sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, les articles 2 et 2 bis de l'arrêté n° 2009-676 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- Semi-internat : 397,03 €

- Internat 24 bis : 464,76 €

- Internat 24 ter : 508,53 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat : 397,03 €

- Internat 24 bis : 464,76 €

- Internat 24 ter : 508,53 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat : 397,03 €

- Internat 24 bis : 464,76 €

- Internat 24 ter : 508,53 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat : 66,72 €

- Internat 24 bis : 66,72 €

- Internat 24 ter : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat : 330,31 €

- Internat 24 bis : 398,04 €

- Internat 24 ter : 441,81 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 432,43 €

- Semi-internat : 497,10 €

- Annexe 24 Ter : 662,21 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 432,43 €

- Semi-internat : 497,10 €
- Annexe 24 Ter : 662,21 €
- Amendements Creton orientés en Foyers :
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- Internat : 432,43 €
- Semi-internat : 497,10 €
- Annexe 24 Ter : 662,21 €
- Amendements Creton orientés en FAM :
- Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
- Internat : 66,72 €
- Semi-internat : 66,72 €
- Annexe 24 Ter : 66,72 €
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- Internat : 365,71 €
- Semi-internat : 430,38 €
- Annexe 24 Ter : 595,49 €

Article 2 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 26 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-959 du 26 août 2009 fixant à compter du 1^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Raymond Carel » 2 rue des Martyrs du Nazisme – BP 53 – 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT géré par l'AEIM numéro FINESS : 54 000 0239/54 000 0254

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Suite à la facturation en sus du forfait hospitalier sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, les articles 2 et 2 bis de l'arrêté n° 2009-681 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen:
- Internat : 232,95 €
- Semi-internat : 168,47 €
- Annexe 24 Ter : 293,46 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit:

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :
- Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
- Internat : 232,95 €
- Semi-internat : 168,47 €
- Annexe 24 Ter : 293,46 €

Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 232,95 €
- Semi-internat : 168,47 €
- Annexe 24 Ter : 293,46 €

Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 66,72 €
- Semi-internat : 66,72 €
- Annexe 24 Ter : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 166,23 €
- Semi-internat : 101,75 €
- Annexe 24 Ter : 226,74 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 277,67 €
- Semi-internat : 160,23 €
- Annexe 24 Ter : 285,79 €
- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :
- Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
- Internat : 277,67 €
- Semi-internat : 160,23 €
- Annexe 24 Ter : 285,79 €
- Amendements Creton orientés en Foyers :
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- Internat : 277,67 €
- Semi-internat : 160,23 €
- Annexe 24 Ter : 285,79 €
- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 66,72 €
- Semi-internat : 66,72 €
- Annexe 24 Ter : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 210,95 €
- Semi-internat : 93,51 €
- Annexe 24 Ter : 219,07 €

Article 2 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, à la direction départementale des archives.

Nancy, le 26 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-960 du 26 août 2009 fixant à compter du 1^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre pour Polyhandicapés « Les Rives du Château » 33 rue du Château – 54 450 BLAMONT géré par la Croix Rouge Française numéro FINESS : 540 013 877

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Suite à une modification du nombre de journées autorisées et du fait de la facturation en sus du forfait hospitalier sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, les articles 2 et 2 bis de l'arrêté n° 2009-686 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- Internat : 179,13 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 179,13 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 179,13 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 112,41 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 247,74 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 247,74 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 247,74 €

- Amendements Creton orientés en FAM :

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 66,72 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 181,02 €

Article 2 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, à la direction départementale des archives.

Nancy, le 26 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-961 du 26 août 2009 fixant à compter du 1^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée 8 rue Caumont La Force - 54300 LUNEVILLE gérée par la Croix Rouge numéro FINESS : 54 001 993 2

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Suite à une modification du nombre de journées autorisées et du fait de la facturation en sus du forfait hospitalier sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, l'article 2 de l'arrêté n° 2009-708 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2009 est fixée comme suit:

- Prix de journée moyen :

- Internat : 208,31 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 196,23 €

Article 2 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 26 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-1062 du 31 août 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Adultes Handicapées (SSIADPAH) des 4 cantons géré par l'Association ADMR- 11, Bis rue des Moulins - 54 120 BACCARAT numéro FINESS : 54 002 064 1

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSIAD des 4 cantons sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	9 329,85 €	29 435,35 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	19 596,25 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	509,25 €	
	Déficit 11519 ou 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	29 325,00 €	29 435,35 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	110,35 €	
	Excédent 11510 ou 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.S.I.A.D des 4 cantons est fixé(e) à 29 325,00 €

A compter du 1^{er} octobre 2009, la fraction forfaitaire mensuelle est égale à 7 331,25 €

Article 3 : A compter du 1^{er} janvier 2010, la fraction forfaitaire mensuelle sera égale à 5 865,00 €

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 31 août 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-1131 du 26 août 2009 fixant à compter du 1^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Adultes Handicapées (SSIADPAH) géré par l'Association SCIAD du Val de Lorraine - 2 place Jules Colombé - 54700 Pont à Mousson numéro FINESS : 54 017 449

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSIADPAH sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	27.478,48 €	58.997,32 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	31.518,84 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	0,00 €	
	Déficit 11519 ou 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	58.997,32 €	58.997,32 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 ou 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.S.I.A.D. est fixé(e) à 58.997,32 €.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 4.916,44 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2009-710 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-1132 du 24 septembre 2009 fixant à compter du 1^{er} septembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Jean l'Hôte » Chemin du Harquet – BP 126 – 54 305 LUNEVILLE Cedex géré par l'AEIM numéro FINESS : 540 000 221

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Suite à une erreur de report du nouveau tarif applicable au 1^{er} septembre 2009 sur les journées enfants, l'article 2 de l'arrêté n° 2009-948 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

à compter du 1^{er} septembre 2009

- Prix de journée moyen :

- Externat Annexe 24 : 163,32 €

- Externat Annexe 24 Ter : 26,72 €

Article 2 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 24 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
L'inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-1454 du 17 novembre 2009 fixant pour 2009 le forfait soins des foyers d'accueil médicalisés - Foyer d'Accueil Médicalisé - 4 bis, Avenue Kennedy – 54 200 TOUL géré par l'AEIM numéro FINESS : 540019189

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : A compter du 1^{er} décembre 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du F.A.M. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	9 560,42 €	19 817,08 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	10 055,17 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	201,50 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	19 817,08 €	19 817,08 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour le mois de décembre 2009, le forfait global soins du F.A.M. est fixé à 19 817,08 € dont 10 800 € sont alloués en crédits non reconductibles pour une aide à l'installation.

A compter du 1^{er} janvier 2010, la fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième du forfait global soins sera égale à : 9 017,08 € dans l'attente de la nouvelles tarification pour l'année 2010

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 17 novembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA N°1598 du 15 décembre 2009 autorisant l'Association « Santé Orne Services » à créer un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à Joef.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gérontologique sur le territoire de santé de proximité de Briey et les liaisons entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social ;

- que le projet répond aux objectifs du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) et présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L 314-4 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'exercice 2009 ;

Sur proposition du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'Association « Santé Orne Services », dont le siège est situé 10 place de l'Hôtel de Ville – 54240 Joeuf, est autorisée à créer un service de soins infirmiers à domicile de 30 places pour personnes âgées à Joeuf, à compter du 1^{er} janvier 2010.

Article 2 : La localisation du service de soins infirmiers à domicile de Joeuf est : 26 rue saint Robert – 54240 Joeuf.

Article 3 : Conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation :

est délivrée pour une durée de quinze ans,

serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

Article 5 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 6 : Le service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Joeuf est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Code MFT : 05 « préfet département médico-social »

Code catégorie : 354 « SSIAD » Capacité : 30

Code discipline : 358 « soins infirmiers à domicile » Capacité : 30

Code activité / fonctionnement : 16 « prestation en milieu ordinaire » Capacité : 30

Code clientèle : 700 « personnes âgées » Capacité : 30

Article 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy - 5 place carrière - 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée l'Association « Santé Orne Services », 10 place de l'Hôtel de Ville – 54240 Joeuf.

Nancy, le 15 décembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général

François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA N°1632 du 15 décembre 2009 autorisant l'Association « Assistance Vie à Domicile » (AVAD) à créer un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à Essey-Les-Nancy.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gérontologique sur le territoire de santé de proximité de « Nancy et couronne » et les liaisons entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social ;

- que la dotation départementale et l'étude des besoins en places nouvelles de services de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées des territoires de santé de proximité du département de Meurthe-et-Moselle permet d'autoriser actuellement la création d'un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées dans la commune d'Essey-Les-Nancy d'une capacité limitée à 25 places ;

- que la création de 25 places supplémentaires de service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées sur le territoire de santé de proximité de « Nancy et couronne » répond aux objectifs du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) ;

- que l'autorisation de création d'un service de soins infirmiers de 25 places pour personnes âgées présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L 314-4 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'exercice 2009 ;

Sur proposition du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'Association « Assistance Vie à Domicile » (AVAD), dont le siège est situé 23 Avenue Foch – 54270 Essey-Les-Nancy, est autorisée à créer un service de soins infirmiers à domicile de 25 places pour personnes âgées à Essey-Les-Nancy, à compter du 1^{er} mars 2010.

Article 2 : Conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation :

est délivrée pour une durée de quinze ans,

serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 3 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Le service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Joeuf est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Code MFT : 05 « préfet département médico-social »

Code catégorie : 354 « SSIAD »

Capacité : 25

Code discipline : 358 « soins infirmiers à domicile »

Capacité : 25

Code activité / fonctionnement : 16 « prestation en milieu ordinaire »

Capacité : 25

Code clientèle : 700 « personnes âgées »

Capacité : 25

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy - 5 place carrière - 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée l'Association « Assistance Vie à Domicile » (AVAD), 23 Avenue Foch – 54270 Essey-Les-Nancy.

Nancy, le 15 décembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général

François MALHANCHE

Service Actions et Etablissements de Santé

Extrait de l'arrêté n° 5 du 17 décembre 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin est fixée comme suit :

- 1) Le représentant de l'Etat dans le département, Président de droit :
- Monsieur Dominique BELLION, Préfet de Meurthe-et-Moselle.
- 2) Le Directeur de l'Unité de Formation et de Recherche de Médecine :
- Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Doyen de la Faculté de Médecine de Nancy (fin de mandat en mars 2013).
- 3) Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire :
- Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHR de Nancy.
- 4) Une personnalité scientifique désignée par l'Institut National du Cancer :
- Madame Christiane BRANLANT, Directeur de recherche au CNRS (fin de mandat en mai 2010).
- 5) Un représentant du Conseil Economique et Social Régional (CESR) :
- Monsieur Patrice SANGIER, Vice-Président du Conseil Economique et Social de Lorraine (fin de mandat en février 2010).
- 6) Quatre représentants des personnels du Centre, dont deux désignés par la Commission Médicale et deux par le Comité d'Entreprise dont un ayant le statut de cadre :
- Monsieur le Professeur Jean-Luc PEIFFERT, représentant la Commission Médicale d'Etablissement (fin de mandat en septembre 2012),
- Monsieur le Professeur Thierry CONROY, représentant la Commission Médicale d'Etablissement (fin de mandat en septembre 2012),
- Madame Valérie MICHEL-DOLIVET, Cadre de santé, représentante du Comité d'Entreprise (fin de mandat en mai 2012),
- Madame Nacéra KHATLA, représentante du Comité d'Entreprise (fin de mandat en mai 2012).
- 7) Quatre personnalités qualifiées, dont au moins un médecin :
- Monsieur André ROSSINOT, Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy (fin de mandat en mai 2010),
- Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin de mandat en mai 2011),
- Madame Daouia BEZAZ, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010),
- Monsieur le Docteur Jean-Luc FENOT, Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe-et-Moselle de l'Ordre des Médecins (fin de mandat en novembre 2012).
- 8) Deux représentants des usagers :
- Monsieur André HUMBERT, représentant la Ligue Nationale contre le Cancer (fin de mandat en mai 2010),
- Monsieur le Docteur Roger SAFFROY, représentant la Ligue Nationale contre le Cancer (fin de mandat en mai 2010).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 4 du 11 Mai 2009.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 décembre 2009

Pour le Directeur Adjoint,
Suppléant dans les fonctions de
Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation de Lorraine,
Par délégation le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle,
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté n° 21 du 17 décembre 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL

Le Directeur adjoint,

Suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL est fixée comme suit :

- 1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :
 - a) Le Maire de la Commune, Président de droit :
- Madame Lucette LALEVEE, Adjointe au Maire de la Ville de Toul (fin du mandat en mars 2014).
 - b) Trois représentants de la Commune :
- Monsieur Gérard HOWALD, Adjoint au Maire de la Ville de Toul (fin du mandat en mars 2014),
- Madame Lydie LE PLOUFF, Conseillère Municipale de la Ville de Toul (fin du mandat en mars 2014),
- Monsieur Alain ANSTETT, Conseiller Municipal de la Ville de Toul (fin du mandat en mars 2014).
 - c) Deux représentants de deux autres Communes de la Région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée :
- Madame Pâquerette TROUSSON, Adjointe au Maire de la Ville d'ECROUVES (fin du mandat en mars 2014),
- Monsieur Julien HEZARD, Conseiller Municipal de la Ville de Foug (fin du mandat en mars 2014).
 - d) Un représentant du département dans lequel est située la commune :
- Madame Michèle PILOT, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
 - e) Un représentant de la Région dans laquelle est située la commune :
- Madame Annie VILLA, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 2) Collège des personnels comportant huit membres :
 - a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :
- Madame le Docteur Christine DETOUL, Présidente (fin du mandat en mars 2010),
- Madame le Docteur Marie-Catherine FROSSARD, Vice-Présidente (fin du mandat en mars 2010),
- Madame BARDIN, Pédiatre (fin du mandat en mars 2010),
- Madame le Docteur CHARPENTIER (fin du mandat en mars 2010).
 - b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
- Madame Evelyne MELAT, Aide-soignante (fin du mandat en décembre 2010).
 - c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
- Madame Marianne PIERSON, Aide-soignante, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
- Madame Angèle RICOU, Infirmière, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
- Madame Sylvie BERNARD, Aide-soignante, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :

- a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
- Madame Colette DE NARDO (fin du mandat en mai 2010),
 - Monsieur Didier HENRY, Infirmier Libéral (fin du mandat en juin 2012),
 - Personne qualifiée en attente de désignation.
- b) Trois représentants des usagers :
- Madame Denise ALLAIT, représentant l'Association "Pour le Droit de Mourir dans la Dignité" (fin du mandat en janvier 2011),
 - Monsieur Jean-Paul LACRESSE, Président de l'UDAF de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mai 2010),
 - Représentant des usagers en attente de désignation.
- 4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée (USLD) ou un représentant des familles de personnes accueillies en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) :
- Monsieur Gérard GOLFOUSE (fin de mandat en juin 2011).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 20 du 13 Juin 2008.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 décembre 2009

Pour le Directeur Adjoint,
Suppléant dans les fonctions de
Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Par délégation le Directeur Départemental des
Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle,
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté n° 23 du 17 Décembre 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON

Le Directeur adjoint,
Suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixée comme suit :

- 1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :
- a) Le Maire de la Commune, Président de droit :
- Monsieur Jacques CHOQUENET, Maire de la ville de Pont à Mousson (fin de mandat en mars 2014).
- b) Trois représentants de la Commune :
- Monsieur Jean-François MOUTET, Adjoint au Maire de la ville de Pont à Mousson (fin de mandat en mars 2014),
 - Monsieur Jean-Charles FAGNONI, Conseiller Municipal de la ville de Pont à Mousson (fin de mandat en mars 2014),
 - Madame Eliane GAUDIOT, Conseillère Municipale de la ville de Pont à Mousson (fin de mandat en mars 2014).
- c) Deux représentants de deux autres Communes de la Région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée :
- Madame Josette ANDRE, Conseillère Municipale de la ville de Maidières (fin de mandat en mars 2014),
 - Monsieur Guy SOUHAIT, Maire de la ville de Blénod les Pont à Mousson (fin de mandat en mars 2014).
- d) Un représentant du département dans lequel est située la commune :
- Monsieur Noël GUERARD, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin de mandat en mars 2011).
- e) Un représentant de la Région dans laquelle est située la commune :
- Monsieur Philippe LECLERCQ, Conseiller Régional de Lorraine (fin de mandat en mars 2010).
- 2) Collège des personnels comportant huit membres :
- a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :
- Madame le Docteur Noëlle CHERY, Présidente, Praticien Hospitalier (fin de mandat en avril 2011),
 - Monsieur le Docteur Eric VINCKEL, Vice-Président, Praticien Hospitalier (fin de mandat en avril 2011),
 - Madame le Docteur Samira BOUNAAS, Praticien Hospitalier (fin de mandat en avril 2011),
 - Madame le Docteur Delphine JACINTHO, Praticien Hospitalier (fin de mandat en avril 2011).
- b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
- Madame Patricia STOSSE, Cadre de Santé (fin de mandat en décembre 2010).
- c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
- Madame Françoise DENIS, Sage-femme, représentante CFDT (fin de mandat au 31 décembre 2011),
 - Madame Joëlle SCHOOR, Infirmière, représentante CFDT (fin de mandat au 31 décembre 2011),
 - Madame Emmanuèle SIFFERT, Secrétaire Médicale, représentante CFDT (fin de mandat au 31 décembre 2011).
- 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :
- a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
- Monsieur Gilbert MARCHAL, Personne qualifiée (fin de mandat en avril 2011),
 - Madame le Docteur Isabelle COURTROT, Ophtalmologiste (fin de mandat en janvier 2010),
 - Madame Sylviane LATHUILLIERE, Infirmière Libérale (fin de mandat en avril 2011).
- b) Trois représentants des usagers :
- Monsieur Pierre VIDAL, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) (fin de mandat en juillet 2010),
 - Madame Monique CANIN, représentante de l'Association "Familles Rurales" de Loisy (fin de mandat en avril 2011),
 - Madame Marie-Louise MICHEL, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) (fin de mandat en décembre 2010).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 22 du 27 Mai 2008.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de PONT

A MOUSSON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 17 décembre 2009

Pour le Directeur Adjoint,
Suppléant dans les fonctions de
Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Par délégation le Directeur Départemental des
Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle,
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté de l'A.R.H. de Lorraine n°187/09 portant délégation de signature à Madame Claudine BARBASTE directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle par intérim

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1er - Délégation de signature est donnée à Madame Claudine BARBASTE, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle par intérim, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, les décisions, correspondances et documents, à l'exception de ceux relevant des matières visées dans l'article 2 du présent arrêté :

Concernant les établissements de santé situés dans le département de la Meurthe et Moselle, notamment :

- Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité prévues par l'article L.6143-4 du code de la santé publique
- La composition et désignation des membres :
 - des conseils d'administration des établissements publics de santé, R 6143-14 du code de la santé publique
 - des conseils d'administration des syndicats interhospitaliers prévue à l'article R.6132-8 du code de la santé publique
 - du conseil d'administration du centre de lutte contre le cancer prévue à l'article D 6162-2 du code de la santé publique
- La désignation des deux représentants des usagers et leurs suppléants au sein des commissions des relations avec les usagers et de la qualité de la prise en charge prévue à l'article R.1112-83 C.S.P.
- La composition de la commission d'activité libérale prévue à l'article R.6154-12 code de la santé publique
- Les contrats d'activité libérale,
- La nomination des médecins libéraux exerçant au sein des hôpitaux locaux des soins de médecine, soins de suite et de réadaptation au titre de l'article R.6141-25
- La nomination des médecins libéraux coordonnateurs en hôpital local au titre de l'article R.6141-33

Ainsi que ceux concernant :

- Dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations, la notification faite au promoteur qui reconnaît complets ou non les dossiers déposés, conformément à l'article R.6122-32 al.2 du CSP

Article 2 – Demeurent hors du champs de délégation de signature prévue à l'article 1 les matières suivantes :

- les délibérations prises par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en application de l'article L. 6115-4 du code de la santé publique,
 - les contrats d'objectifs et de moyens prévus aux articles L. 6114-1 à 5 du code de la santé publique,
 - l'arrêté portant schéma régional d'organisation sanitaire prévu à l'article L. 6121-8 du code de la santé publique,
 - l'arrêté portant les limites des territoires de santé prévu à l'article R.6131-1 du code de la santé publique,
 - la révision de l'autorisation lorsque le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine constate que les objectifs quantifiés fixés par le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens mentionné à l'article L 6114-2 du code de la santé publique sont insuffisamment atteints (L 6122-12 du code de la santé publique),
 - les arrêtés concernant les actions de complémentarité prévues aux articles L. 6132-2 à 6, L. 6133-2, L. 6121-1 à 3 du code de la santé publique,
 - la demande à deux ou plusieurs établissements de conclure une convention de coopération, de créer un groupement sanitaire de coopération, un syndicat interhospitalier ou un groupement d'intérêt public, de prendre une délibération tendant à la création d'un nouvel établissement public de santé par fusion des établissements concernés et, le cas échéant, la décision d'imposer une de ces modalités, dans les conditions prévues à l'article L. 6122-15 du code de la santé publique,
 - l'arrêté portant approbation de la convention constitutive d'un groupement de coopération sanitaire prévu aux articles L 6133-1 et suivants, l'initiative du contrôle à l'intérieur des établissements de santé des organismes exerçant les missions d'établissement de santé prévu à l'article L. 6116-2 du code de la santé publique,
 - Toutes les décisions prises dans le cadre de l'article L.6122-13 du code de la santé publique
 - la suspension ou le retrait de l'autorisation de l'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein (article L. 6154-6 du code de la santé publique)
 - Toutes les décisions prises dans le cadre de l'article L.4113-14 et L.4221-18 du code de la santé publique
 - Toutes les décisions prises dans le cadre des articles L.6143-3 et -3-1 et L.6161-3-1 du code de la santé publique.
- le déferé au tribunal administratif application de l'article L. 6143-4 du code de la santé publique,
- la création d'un établissement public de santé dans les conditions prévues à l'article L. 6141-1 du code de la santé publique,
 - l'approbation des projets d'établissement des établissements publics de santé (articles L. 6143-2 et L. 6114-1 du code de la santé publique)
 - la conclusion de contrats de concession pour l'exécution du service hospitalier prévue à l'article L. 6161-9 du code de la santé publique,
 - la décision de classement en hôpital local tel que défini à l'article L. 6141-2 du code de la santé publique
 - le renouvellement et la nomination à titre provisoire des chefs de service de psychiatrie (article L6146-4 du code de la santé publique)

Article 3 - En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claudine BARBASTE, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Marie-Hélène MAITRE, directrice-adjointe des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 - Cette délégation de signature s'éteint dès que les personnes intéressées cessent d'exercer les fonctions au titre desquelles elles ont été nommées.

Article 5 - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n°106/09 du 2 octobre 2009.

Article 6 – Cet arrêté de délégation de signature sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine et de la préfecture du département de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 31 décembre 2009

Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté n° 19 du 11 Janvier 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE est fixée comme suit :

- 1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant six membres :

- a) Cinq représentants des Communes de rattachement dont un représentant au moins de la Commune siège :
 - Monsieur René ACREMENT, Conseiller Municipal de la Ville de Cirey-sur-Vezouze (fin du mandat en mars 2014).
 - Monsieur Jean-Pierre LATZER, Conseiller Municipal de la Ville de Cirey-sur-Vezouze (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Jean-Marc VILLA, Adjoint au Maire de la Ville de Blâmont (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Michel LAURENT, Conseiller Municipal de la Ville de Badonviller (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Christophe RENARD, Représentant de Commune de Blâmont (fin du mandat en mars 2014).
- b) Un représentant du Département dans lequel est située la commune :
 - Madame Josiane TALLOTTE, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- 2) Collège des personnels comportant six membres :
 - a) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur le Docteur Jean-Michel MATHIAS, Médecin (fin du mandat en décembre 2011).
 - b) Deux autres membres de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur Jean-Sébastien TRESCHER, Vice-Président de la CME, Pharmacien (fin du mandat en décembre 2011),
 - Monsieur le Docteur Yves KENNEL, Médecin (fin du mandat en décembre 2011).
 - c) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Madame Martine KLEIN, Infirmière Diplômée d'Etat (fin du mandat en mai 2012).
 - d) Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
 - Madame Angélique KAUTZ, Aide-Soignante, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Madame Muriel ADRIAN, Aide-Soignante, représentant le syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :
 - a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
 - Monsieur Bernard MULLER, Maire de la Ville de Badonviller (fin du mandat en mai 2011),
 - Madame Danièle TEPINIER, Infirmière Libérale (fin du mandat en mai 2011),
 - Monsieur le Docteur René THOMAS, Médecin non hospitalier en retraite (fin du mandat en mai 2011).
 - b) Trois représentants des usagers :
 - Madame Marie-Hélène CAMAILLE, représentant l'Association "Familles Rurales" (fin du mandat en janvier 2010),
 - Monsieur André CHATELAIN, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mai 2011),
 - Madame Patricia NOCELLA, représentant l'Association des Familles de Traumatisé Crâniens de Lorraine - AFTC (fin du mandat en janvier 2012).
- 4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée (USLD) ou un représentant des familles de personnes accueillies en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) :
 - Madame Marie MILLOT (fin du mandat en juin 2011).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 18 du 07 Octobre 2009.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 janvier 2010

Pour le Directeur Adjoint,
Suppléant dans les fonctions de
Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Par délégation la Directrice Départementale des
Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté n° 26 du 11 Janvier 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY est fixée comme suit :

- 1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :
 - a) Le Maire de la Commune, Président de droit :
 - Monsieur Guy VATTIER, Maire de la Ville de Briey (fin du mandat en mars 2014).
 - b) Trois représentants de la Commune :
 - Monsieur François DIETSCH, Conseiller Municipal de la Ville de Briey (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Jean WOJDACKI, Adjoint au Maire de la Ville de Briey (fin du mandat en mars 2014),
 - Madame Martine BELLARIA, Conseillère Municipale de la Ville de Briey (fin du mandat en mars 2014).
 - c) Deux représentants de deux autres Communes de la Région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée :
 - Monsieur TONIOLO Jean, Adjoint au Maire de la Ville d'Homécourt (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur le Docteur Jean-Jacques GOTTINI, Conseiller Municipal de la Ville de Joeuf (fin du mandat en mars 2014).
 - d) Un représentant du département dans lequel est située la commune :
 - Monsieur André CORZANI, Maire de la Ville de Joeuf, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
 - e) Un représentant de la Région dans laquelle est située la commune :
 - Monsieur Christian ECKERT, Conseiller Régional de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 2) Collège des personnels comportant huit membres :
 - a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :
 - Monsieur Jean-Marie DOLLARD, Président, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mai 2011),
 - Monsieur Antoine AL HALABY, Cardiologue (fin du mandat en mai 2011),
 - Madame Josiane BERTEL, Chef de service, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mai 2011),
 - Monsieur Jean-Xavier PAUTOT, Médecin (fin du mandat en mai 2011).
 - b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Madame Mireille GRANDMAIRE, Cadre Supérieur de Santé (fin du mandat en juin 2010).
 - c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
 - Madame Rosette BOUDIN, représentant le Syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Madame Martine LEPAGE, Aide-soignante, représentant le Syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Lionel SANTOLINI, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :

- a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
- Maître Pierre LACROIX, Bâtonnier (fin du mandat en juin 2010),
 - Monsieur le Docteur Dominique RICHTER, Médecin Généraliste non Hospitalier (fin du mandat en février 2012),
 - Madame Geneviève VIBERT, Infirmière Libérale (fin du mandat en mars 2012).
- b) Trois représentants des usagers :
- Monsieur Bernard CREHANGE, Administrateur et Secrétaire Général de la Ligue contre le Cancer - Comité Départemental 54 (fin du mandat en juin 2010),
 - Monsieur Michel CORRADI, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en juin 2011),
 - Représentant des usagers en attente de désignation.
- 4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée (USLD) ou un représentant des familles de personnes accueillies en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) :
- Madame Josette EDFRENNES (fin du mandat en octobre 2009).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 25 du 05 Mars 2009.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim et le Directeur du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 janvier 2010

Pour le Directeur Adjoint,
Suppléant dans les fonctions de
Directeur de l'Agence Régionale de
l'Hospitalisation de Lorraine,
Par délégation la Directrice Départementale
des Affaires Sanitaires et Sociales de
Meurthe-et-Moselle par intérim,
Claudine BARBASTE

Service Pôle Santé

Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/ N°1541 du 1^{er} décembre 2009 fixant pour l'année 2009 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) - 29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – C.O. n° 34 – 54035 NANCY-CEDEX géré par le CHU de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du CCAA sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses d'exploitation courante	95 696	699 811
	Groupe II : Dépenses de personnel	588 566	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	15 549	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	699 811	699 811
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Autres produits	0	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement du CCAA, géré par le CHU de NANCY, est fixée à 699 811 euros. Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} Janvier au 30 Novembre 2009 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux – C.O. n° 71 – 54 036 NANCY-CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1^{er} décembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental des affaires
Sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/ N°1542 du 15 décembre 2009 fixant pour la période du 1^{er} Mai au 31 Décembre 2009 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) - 4, rue Alfred Labbé – 54350 MONT-SAINT-MARTIN géré par l'association ALPHA-SANTE à HAYANGE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Les dépenses et les recettes pour la période du 1^{er} Mai au 31 Décembre 2009, de l'activité du centre de cure ambulatoire en alcoologie de Mont-Saint-Martin, géré par ALPHA-SANTE sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses d'exploitation courante	3 587	213 155
	Groupe II : Dépenses de personnel	205 028	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	4 540	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	213 155	213 155
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Autres produits	0	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement du CCAA, géré par l'Association ALPHA-SANTE, pour la période du 1^{er} Mai au 30 Décembre 2009, est fixée à 213 155 euros.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux – C.O. n° 71 – 54 036 NANCY-CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental des affaires
Sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/ N°1543 du 1^{er} décembre 2009 fixant pour l'année 2009 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre de soins spécialisés pour toxicomanes (CSST) - 53, rue Carnot – 54190 VILLERUPT géré par l'association TANDEM

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du CSST, géré par l'association TANDEM, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses d'exploitation courante	31 426	545 087
	Groupe II : Dépenses de personnel	450 779	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	62 882	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	536 029	545 087
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Autres produits	9 058	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement du CSST, géré par l'association TANDEM, est fixée à 536 029 euros.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} Janvier au 30 Novembre 2009 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux – C.O. n° 71 – 54 036 NANCY-CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1^{er} décembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental des affaires
Sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/ N°1544 du 1^{er} décembre 2009 fixant pour l'année 2009 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre de soins spécialisés pour toxicomanes (CSST) – Unité fonctionnelle d'accueil et de traitement des toxicomanes (UFATT) – 22, bis rue de Malzéville – 54000 NANCY géré par le CHU de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du CSST, géré par le CHU, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses d'exploitation courante	199 288	1 026 674
	Groupe II : Dépenses de personnel	779 274	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	48 112	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 026 674	1 026 674
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Autres produits	0	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement du CSST, géré par le CHU de Nancy, est fixée à 1 026 674 euros.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} Janvier au 30 Novembre 2009 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux – C.O. n° 71 – 54 036 NANCY-CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1^{er} décembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental des affaires
Sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté N°2009-N° 1566 du 30 novembre 2009 fixant à compter du 1^{er} décembre 2009 les tarifs des prestations journalières des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « Les Trois Tilleuls » - 1 rue des Tilleuls – 54720 CHENIERES géré par l'AEIM numéro FINESS : 540 000 833

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	446 439,83€	2 426 372,06 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 788 635,21€	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	191 297,02€	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 321 725,31€	2 426 372,06 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4 000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	100 646,75 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} décembre 2009 est fixée comme suit :

Prix de journée moyen :

- Semi-internat Annexe 24 : 104,42 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 707,27 €

Article 2 bis :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} décembre 2009 fixée comme suit :

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :
- Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
- Semi-internat Annexe 24 : 104,42 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 707,27 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- Semi-internat Annexe 24 : 104,42 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 707,27 €

- Amendements Creton orientés en FAM :
- Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
- Semi-internat Annexe 24 : 66,72 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 66,72 €

- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
- Semi-internat Annexe 24 : 37,70 €

- Semi-internat Annexe 24 Ter : 640,55 €
- Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :
 - Semi-internat Annexe 24 : 134,50 €
 - Semi-internat Annexe 24 Ter : 267,53 €
- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :
- Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
 - Semi-internat Annexe 24 : 134,50 €
 - Semi-internat Annexe 24 Ter : 267,53 €
- Amendements Creton orientés en Foyers :
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
 - Semi-internat Annexe 24 : 134,50 €
 - Semi-internat Annexe 24 Ter : 267,53 €
- Amendements Creton orientés en FAM :
- Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
 - Semi-internat Annexe 24 : 66,72 €
 - Semi-internat Annexe 24 Ter : 66,72 €
- Prix de journée à facturer au Conseil Général :
 - Semi-internat Annexe 24 : 67,78 €
 - Semi-internat Annexe 24 Ter : 200,81 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2009-684 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales
l'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-N° 1567 du 30 novembre 2009 fixant à compter du 1^{er} décembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Institut Médico-Educatif « les Orchidées » - 10 rue Albert 1^{er} - BP 93 - 54154 BRIEY Cedex géré par l'AEIM numéro FINESS : 54 0000 817

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	434 702,00 €	1 766 632,19 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 173 050,19 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	158 880,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 678 260,12 €	1 766 632,19 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	87 372,07 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} décembre 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :
 - Semi-internat: 98,20 €
- Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} décembre 2009 est fixée comme suit :
 - Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :
 - Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
 - Semi-internat: 98,20 €
 - Amendements Creton orientés en Foyers :
 - Prix de journée à facturer au Conseil Général :
 - Semi-internat: 98,20 €
 - Amendements Creton orientés en FAM :
 - Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
 - Semi-internat : 66,72 €
 - Prix de journée à facturer au Conseil Général :
 - Semi-internat: 31,48 €
- Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :
 - Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :
 - Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

Semi-internat: 122,23 €
 - Amendements Creton orientés en Foyers :
 Prix de journée à facturer au Conseil Général :
 Semi-internat: 122,23 €
 - Amendements Creton orientés en FAM :
 Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
 Semi-internat : 66,72 €
 Prix de journée à facturer au Conseil Général :
 Semi-internat: 55,51 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2009-683 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Directeur Départemental
 des Affaires Sanitaires et Sociales
 l'Inspecteur Principal,
 Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-1570 du 30 novembre 2009 fixant à compter du 1^{er} décembre 2009 les tarifs des prestations journalières des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée - 1161 avenue Pinchard - 54 100 NANCY gérée par l'ALAGH numéro FINESS : 54 000 453 8

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée ont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	818.071,67 €	6.197.243,58 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	4.503.119,85 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	876.052,06 €	
	Déficit 11519 ou 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	5.454.096,58 €	6.197.243,58 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	532.712,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	210.435,00 €	
	Excédent 11510 ou 110	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} décembre 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- Internat : 411,43 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 263,98 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2009-694 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Directeur Départemental
 des Affaires Sanitaires et Sociales
 l'Inspecteur Principal,
 Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-N° 1571 du 30 novembre 2009 fixant à compter du 1^{er} décembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre Médico-Psycho-Pédagogique - 73 rue Isabey - 54 052 NANCY Cedex géré par la PEP 54 numéro FINESS : 54 000 320

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre Médico-Psycho-Pédagogique sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	126 467,56 €	2 308 814,07 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 940 592,68 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	241 753,83 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	

Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 308 814,07 €	2 308 814,07 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} décembre 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- séance: 209,71 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- séance: 130,22 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2009-687 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales
l'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-N° 1572 du 30 novembre 2009 fixant à compter du 1^{er} décembre 2009 les tarifs des prestations journalières des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre Médico-Psycho-Pédagogique - 17 bis rue de Boismont – 54400 LONGWY géré par la PEP 54 numéro FINESS : 54 000 268 0

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre Médico-Psycho-Pédagogique sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	53.523,99 €	1.041.378,81 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	823.773,46 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	164.081,36 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1.037.091,31 €	1.041.378,81 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4.287,50 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} décembre 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- séance: 503,02 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- séance: 129,81 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2009-688 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales
l'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-N° 1574 du 30 novembre 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile (SESSAD) - 14 rue René Dorme - 54150 BRIEY gérée par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle numéro FINESS : 54 001 8728

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Sessad T.C.C. de Briey sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	80.573,29 €	795 821,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	229.774,23 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	485 473,48 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	795.821,00 €	795.821,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 :

A compter du 1^{er} décembre 2009, la dotation globale de financement du SESSAD est fixée à : 795.821,00 € dont 400 000 € ont été alloués en crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 66 318,42 €.

A compter du 1^{er} janvier 2010 et dans l'attente de la nouvelle tarification 2010, la dotation globale de financement du SESSAD est fixée à : 395.821,00 € comme initialement prévu à l'arrêté n°2009-673.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 32.985,08 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2009-673 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales
l'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-N° 1575 du 30 novembre 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile du Centre d'Education Motrice – 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 540 020 096

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile du Centre d'Education Motrice sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	145.433,00 €	685 296,39 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	117.067,13 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	422 796,26 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	679.196,39 €	685 296,39 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	6.100,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 :

A compter du 1^{er} décembre 2009, la dotation globale de financement du SESSAD est fixée à : 679 196,39 € dont 400 000 € ont été alloués en crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 56 599,70 €.

A compter du 1^{er} janvier 2010 et dans l'attente de la nouvelle tarification 2010, la dotation globale de financement du SESSAD est fixée à : 279.196,39 € comme initialement prévu à l'arrêté n°2009-675.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 23.266,37 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2009-675 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales
l'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-N° 1576 du 30 novembre 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de

l'Institut Médico-Educatif – 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale numéro FINESS : 54 002 007 0

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	20.079,00 €	646 298,86 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	201.209,86 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	425 010,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	641 048,86 €	646 298,86 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	5.250,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 :

A compter du 1^{er} décembre 2009, la dotation globale de financement du SESSAD est fixée à : 641 048,86 €

dont 400 000 € ont été alloués en crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 53 420,74 €.

A compter du 1^{er} janvier 2010 et dans l'attente de la nouvelle tarification 2010, la dotation globale de financement du SESSAD est fixée à : 241.048,86 € comme initialement prévu à l'arrêté n°2009-670.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 20.087,41 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2009-670 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales
l'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-1577 du 30 novembre 2009 fixant à compter du 1^{er} décembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Maison d'Accueil Spécialisée - 4 rue Alfred Labbé – 54 350 MONT-SAINT-MARTIN gérée par l'ALAGH numéro FINESS : 54 001 929 6

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total En Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	678.269,79 €	3.723.136,37€
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2.343.247,71€	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	701.618,87€	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3.505.376,37 €	3.723.136,37€
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	217.760,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} décembre 2009 est fixée comme suit:

- Prix de journée moyen :

- Internat : 638,44 €
- Accueil de jour : 803,37 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 216,07 €
- Accueil de jour : 371,71 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2009-700 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales
l'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-1591 du 30 novembre 2009 fixant à compter du 1^{er} décembre 2009 les tarifs des prestations journalières et les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre de préorientation - 75 boulevard Lobau – 54000 NANCY géré par l'UGECAM numéro FINESS : 540 012 465

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre de Préorientation sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	339.913,00 €	994 580,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	625 387,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	29.280,00 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	959 033,27 €	994 580,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	15.000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	20 546,73 €	

Article 2 : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} décembre 2009 est fixée comme suit :

- Prix de journée moyen :

- Internat – Préorientation : 193,19 €
- Semi-internat – Préorientation : 135,59 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2009, applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat – Préorientation : 185,45 €
- Semi-internat – Préorientation : 129,39 €

Article 2 bis :

A compter du 1^{er} décembre 2009, la dotation globale de financement annuelle de l'UEROS est fixée à : 395.494,98 € dont 35.200,00 € ont été alloués en crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 32.957,91 €

A compter du 1^{er} janvier 2010 et dans l'attente de la nouvelle tarification 2010, la dotation globale de financement de l'UEROS est fixée à : 360.294,98 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 30.024,58 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2009-698 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales
l'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N° 1703 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 382 du 23 décembre 2009 autorisant la Fondation Vincent de Paul à augmenter la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Bas Château » d'Essey-Les-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : La Fondation Vincent de Paul, dont le siège est situé 15 rue de la Toussaint – 67000 Strasbourg, est autorisée, à compter du 1^{er} juillet 2009, à créer dans l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes "Le Bas Château" 2 rue de Dommarthemont à ESSEY-LES-NANCY :

- une unité d'hébergement permanent pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées de 24 places, par transformation de 24 places d'hébergement permanent existantes,
- une unité d'accueil de jour de 12 places pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 2 : La capacité d'accueil de l'établissement est fixée à compter du 1^{er} juillet 2009 à :

- 108 places d'hébergement permanent, dont 24 places pour l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,
- 5 places d'hébergement temporaire,
- 12 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 3 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 108 places d'hébergement permanent.

Les 5 places d'hébergement temporaire et les 12 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 4 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 5 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve du résultat de la visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles, dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D 313-11 à D 313-14 du même code.

Article 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 7 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 67 001 460 4

Code statut juridique : 63 (Fondation)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 870 3

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 125

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 84

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 84

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 84

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 24

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 24

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 24

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 5

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 5

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 5

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 12

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 12

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 12

Article 8 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à la Fondation Vincent de Paul à Strasbourg.

Nancy, le 23 décembre 2009

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
Le secrétaire général
François MALHANCHE

Pour le Président du conseil général
de Meurthe-et-Moselle
La vice-présidente déléguée au développement
social et aux personnes âgées et handicapées
Michèle PILOT

Extrait de l'arrêté N°2009-1973 du 30 novembre 2009 fixant pour 2009 les dotations globales de financement des établissements médico-sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile « L'Escale » - 15 rue Saint-Charles – 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE numéro FINESS : 540 013 455

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	54 576,17 €	1 054 609,77 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	577 523,79 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	388 027,04 €	
	Déficit 11510 ou 11519	34.482,77 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 054 609,77 €	1 054 609,77 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 :

A compter du 1^{er} décembre 2009, la dotation globale de financement du SESSAD est fixée à : 1 054 609,77 €

dont 333 000 € ont été alloués en crédits non reconductibles.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 87 884,15 €.

A compter du 1^{er} janvier 2010 et dans l'attente de la nouvelle tarification 2010, la dotation globale de financement du SESSAD est fixée à : 721.609,77 € comme initialement prévu à l'arrêté n°2009-678.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 60.134,15 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2009- 678 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné et à la direction départementale des archives.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales
l'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°2009-1606 du 30 novembre 2009 fixant pour 2009 le forfait soins des foyers d'accueil médicalisés - Foyer d'Accueil Médicalisé - 1161 avenue Pinchard – 54 100 NANCY géré par l'ALAGH numéro FINESS : 540 012 606

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du F.A.M. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10.348,88 €	173.375,14 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	140.752,27 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	22.273,99 €	
	Déficit 11510 ou 11519	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	169.175,14 €	173.375,14 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	4.200,00 €	
	Excédent 11519 ou 119	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, le forfait global soins du F.A.M. est fixé à 169.375,14 €

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107, au douzième du forfait global soins est égale à : 14.097,93 €

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2009-695 susvisé est abrogé.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une ampliation sera adressée à l'établissement concerné, au Conseil Général (DISAS) et à la direction départementale des archives.
Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales
l'Inspecteur Principal,
Philippe KRIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

Service Santé et Protection Animales et Environnement

Extrait de l'arrêté n°09.DDSV.118 du 15 octobre 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Tanguy WOESTYN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à Tanguy WOESTYN, Docteur Vétérinaire, rue des Juifs 55230 BILLY SOUS MANGIENNES

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 15 octobre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
P/Le Directeur Départemental des Services Vétérinaires,
Mme Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n°09.DDSV.129 du 18 décembre 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Clara BOUREL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à Clara BOUREL, Docteur Vétérinaire, 18, rue du Stade 57420 LOUVIGNY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 18 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
P/Le Directeur Départemental des Services Vétérinaires,
Dr Catherine NICOLEY

Extrait de l'arrêté n°09.DDSV.130 du 18 décembre 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Pauline CESTRE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à Pauline CESTRE, Docteur Vétérinaire, 5 Bis, chemin Derrière la Croix 57140 LAMAXE

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'observation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 18 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
P/Le Directeur Départemental des Services Vétérinaires,
Dr Catherine NICOLEY

Extrait de l'arrêté n°09.DDSV.131 du 18 décembre 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Jean-Philippe CONROY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à Jean-Philippe CONROY, Docteur Vétérinaire, 18, rue du Stade 57420 LOUVIGNY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'observation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 18 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
P/Le Directeur Départemental des Services Vétérinaires,
Dr Catherine NICOLEY

Extrait de l'arrêté n°09.DDSV.132 du 18 décembre 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Marion GERAUD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à Marion GERAUD, Docteur Vétérinaire, 15, rue Boffrand 54300 LUNEVILLE

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'observation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 18 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
P/Le Directeur Départemental des Services Vétérinaires,
Dr Catherine NICOLEY

Extrait de l'arrêté n°09.DDSV.133 du 21 décembre 2009 concernant l'organisation de la campagne de prophylaxie 2009-2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Le présent arrêté fixe pour la campagne 2009-2010 les actes individuels et les tests à réaliser au titre de la prophylaxie collective obligatoire des maladies des ruminants.

Article 2 - Les opérations, autres que les injections de vaccins contre la FCO, décrites dans le présent arrêté doivent être achevées le 31/03/2010 pour les bovins, et le 30/09/2010 pour les ovins et caprins. La vaccination contre la FCO doit être réalisée entre le 02/11/09 et achevée au 02/11/2010 et sera prise en charge par l'état jusqu'au 31/03/09. Les opérations sont facturées au tarif fixé par les conventions passées entre les représentants des vétérinaires sanitaires et les représentants des éleveurs propriétaires ou détenteurs d'animaux. Pour la FCO, les tarifs de la dite convention ne seront applicables qu'à compter du 01/04/2010.

Article 3 - Dans les cheptels bovins, doivent être soumis à un prélèvement de sang pour la recherche de la rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR) les femelles de plus de 24 mois des ateliers non contrôlés sur le lait de grand mélange ;

Article 4 - Les prélèvements de sang réalisés sur les bovins pour la recherche de la rhinotrachéite infectieuse bovine doivent faire l'objet d'une recherche de la brucellose et de la leucose bovine enzootique s'ils sont repérés comme tels sur le document d'accompagnement des prélèvements adressé au vétérinaire sanitaire de l'exploitation.

Article 5 - Dans les cheptels bovins ayant été atteints par la tuberculose bovine au cours des 10 années précédentes, tous les bovins de plus de six semaines sont soumis au dépistage allergique de cette maladie.

Dans les cheptels bovins ayant été liés épidémiologiquement avec un troupeau atteint par la tuberculose bovine au cours des 5 années précédentes, tous les bovins de plus de six semaines sont soumis au dépistage allergique de cette maladie. Et enfin, tous les élevages produisant du lait cru ou des produits à base de lait cru (« patentes sanitaires ») sont également soumis à ce dépistage annuel.

Article 6 - Tous les caprins de plus de 6 mois à vocation laitière doivent être soumis à un prélèvement de sang pour la recherche de la brucellose.

Article 7 - Dans les cheptels ovins des communes dont la liste est annexée au présent arrêté, doivent être soumis à un prélèvement de sang pour la recherche de la brucellose :

- 25% des femelles en âge de reproduire, avec un minimum de 50 ;
- tous les mâles non castrés de plus de six mois ;
- tous les animaux introduits dans la troupe depuis le dernier contrôle du cheptel.

Article 8 - L'éleveur ou son représentant doit prêter son concours à la réalisation des opérations de prophylaxie de façon qu'elles se déroulent dans un délai normal. Il doit notamment assurer la contention de ses animaux.

Article 9– Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Malzéville, le 21 Décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des services vétérinaires,
Jean-Yves CHOLLET

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Arrêté du 7 janvier 2010 portant subdélégation de signature

Le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

VU la loi n°82-213 du 2mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38-4°,
VU l'arrêté ministériel n°849 en date du 4 Août 2008 nommant Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, chef de district et commissaire central à Nancy à compter du 10 septembre 2008.
VU le décret du Président de la République du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe et Moselle.
VU l'arrêté préfectoral n° 09.OSD.40 en date du 17 décembre 2009 portant délégation de signature à Monsieur Lionel RAZUREL,directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

En application de l'article 4 de l'arrêté du 17 décembre 2009, Monsieur Lionel RAZUREL définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste des personnes habilitées à signer les actes lorsqu'il est lui-même absent ou empêché.

Aussi, par la présente, Monsieur Lionel RAZUREL accorde délégation de signature :

*dans les conditions des articles 1 et 4 de l'arrêté à Monsieur Xavier GAY-HEUZEY, directeur départemental adjoint, commissaire central adjoint à Nancy.

*dans les conditions des article 1 et 4 de l'arrêté et plafonné au seuil de 10 000 € (engagement juridique et liquidation) à Madame Anne-Marie LEBLAY, chef du service de gestion opérationnel à Nancy.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera adressée à :

- Monsieur le Trésorier Payeur Général de la région Lorraine et de la Moselle

- Monsieur Xavier GAY-HEUZEY

- Madame Anne-Marie LEBLAY

Nancy, le 07 janvier 2010

Pour le préfet de Meurthe et Moselle
et par délégation
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique
Lionel RAZUREL

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Délégation de signatures du 6 janvier 2010

Le gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 (art 14) portant règlement général sur la Comptabilité Publique, modifié notamment par les décrets n° 74-246 du 11 mars 1974 et n° 76-1027 du 10 novembre 1976 ;

Vu le décret n°54-122 du 1^{er} février 1954, fixant le statut particulier du corps des Trésoriers Payeurs Généraux, modifié notamment par le décret n° 59- 1056 du 07 septembre 1959 ;

Vu le décret du 15 juillet 2009 nommant M. Christian BRUNET délégué du Directeur Général des Finances Publiques pour l'interrégion Rhône-Alpes Bourgogne ;

Vu la lettre du Directeur Général des Finances Publiques RH-1B/2009/07/17497 du 29 juillet 2009 me confiant, à compter du 1^{er} octobre 2009, la gestion intérimaire de la Trésorerie Générale de Meurthe et Moselle ;

Vu l'instruction générale du 16 août 1966 sur l'organisation du service des comptables publics, modifiée le 02 août 1984 et le 03 mars 2004, publiée au Journal Officiel ;

Vu le Procès Verbal de Remise de service m'installant dans ces fonctions le 30 septembre 2009

DECIDE

I – Délégations générales

M. Marc DERHAN, Fondé de pouvoir assistant, assure, sous mon autorité la direction des services déconcentrés du Trésor de Meurthe-et-Moselle. Il reçoit procuration générale à l'effet de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y attachent. Il est autorisé à agir en justice, et pour effectuer les déclarations de justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives.

Procuration générale et autorisation à agir en justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif de procédures collectives notamment sont, par ailleurs, données pour n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de ma part ou de M. Marc DERHAN, mais sans que cette condition ne soit opposable aux tiers, à :

M. Eric PIQUE	Inspecteur principal auditeur
M. Cyril COCHARD	Inspecteur principal auditeur
M. Julien REMY	Inspecteur principal auditeur
M. Pierre VUAGNOUX	Trésorier principal, Chef de division
Mme Anne-Marie FLAMANT	Receveur Percepteur, Chef de division
Mme Nicole BENOIT	Receveur Percepteur, Chef de division
M. Michel ROUSSEAU	Receveur Percepteur, Chef de division
Mme Sylvie ROMAIN	Receveur Percepteur, Chef de division
M. Jean-Pierre BEAUX	Receveur Percepteur, Contrôleur de Gestion

II – Délégations spéciales

Fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France

– Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement et documents nécessaires au fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France, à :

Melle Nicole SIMONIN Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers

M. Vincent TOLDRE	Inspecteur, chef du service Dépense
Melle Gaëlle WAGNER	Inspecteur, chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion et déléguée au contrôle interne SPL
Mme Anne Marie AUBERT	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
M. Bernard LAROSE	Contrôleur, Service Comptabilité
M. Michel ROUSSEAU	Receveur percepteur, chef de division et gérant intérimaire du service Comptabilité.

- Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement PTCLI, à :
Mme Maryse DE DONATO Contrôleur principal, Service Gestion des impôts et des amendes.

- Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les significations des actes d'Huissiers de justice et d'Huissiers du Trésor pour le service Dépôts et Services financiers, à :
Mme Anne Marie AUBERT Contrôleur principal, service Dépôts et Services Financiers
Mme Nicole SIMONIN Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers

Déclaration de créances du Trésor au passif des procédures collectives
Procuration spéciale est donnée pour effectuer les déclarations de créances du Trésor public au passif des procédures collectives, à :
Mme Isabelle VICHARD Inspecteur, Pôle Recouvrement Animation Contentieux
M. Thierry LUSQUE Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers

Significations des actes d'huissiers de justice et d'huissier du Trésor
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les significations de tous actes d'huissiers de justice ou huissiers du Trésor, à :

M. Pierre VUAGNOUX	Trésorier principal, Chef de division
Mme Anne-Marie FLAMANT	Receveur Percepteur, Chef de division
Mme Nicole BENOIT	Receveur Percepteur, Chef de division
M. Michel ROUSSEAU	Receveur Percepteur, Chef de division
Mme Sylvie ROMAIN	Receveur Percepteur, Chef de division

Fichier central des chèques
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :
M. Michel ROUSSEAU Receveur – Percepteur, Chef de division
Melle Nicole SIMONIN Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers
Mme Anne Marie AUBERT Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers

Audit
Procuration spéciale est donnée à :
Melle Stéphanie DREUX Inspecteur du Trésor public, pour :

Signer les procès-verbaux des vérifications des régies d'avance et/ou de recettes, des établissements publics locaux d'enseignement, des enseignements privés et des établissements d'enseignement agricole qu'elle assumera dans le cadre de ses fonctions d'assistante auditeur.
Signer les procès-verbaux de remises de service des comptables publics et des régisseurs d'avance et/ou de recettes qu'elle assumera dans le cadre de ses fonctions d'assistante auditeur.
Signer les procès-verbaux de destruction de formules hors d'usage ou non utilisés.
Tout acte ou opération de gestion courante liée à l'activité d'audit.

Fonctionnement des services
Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

M. Gilles FLUCK	Inspecteur, chef du service Budget logistique
Melle France BERNIZ	Inspecteur, chargée de la Formation professionnelle et de la documentation
Melle Nicole SIMONIN	Inspecteur, Chef du Service Dépôts et Services Financiers
M. Vincent TOLDRE	Inspecteur, Chef du service Contrôle Financier Déconcentré
Mme Sylvie ROMAIN	Receveur Percepteur, Chef du service Ressources Humaines
Mme Isabelle VICHARD	Inspecteur, Responsable du Pôle Recouvrement Animation Contentieux
Melle Gaëlle WAGNER	Inspecteur, Chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion et déléguée au contrôle interne SPL.
M. Julien PEYRISSAGUET	Inspecteur, Chargé de mission cellule CEPL animation et pilotage
Mme Bénédicte OLLIER	Inspecteur, Chargée de mission cellule CEPL animation et pilotage
Mme Christiane DIDELON	Inspecteur, Chef du Service Fiscalité Directe Locale
M. Stéphane LAMBERT	Inspecteur, Chargé de mission informatique et bureautique
Mme Odile GAMBETTE	Inspecteur, Chargée des Affaires Economiques
Mme Claire BERTRAND	Inspecteur, Chef du service Gestion des Impôts et Amendes
Mme Sophie CHEVALIER	Inspecteur, Responsable de la Cellule Qualité Comptable et déléguée au Contrôle interne Etat
M. Thierry DELON	Inspecteur, chef du service de contrôle de la redevance audiovisuelle
M. Thierry LUSQUE	Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers
M. Michel ROUSSEAU	Receveur percepteur, gérant intérimaire du service Comptabilité
M. Nicolas LAZZAROTTO	Inspecteur chargé des Affaires Economiques
Melle Stéphanie DREUX	Inspecteur, assistante auditeur

Fonctionnement du service « Recouvrement produits divers »
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, demandes de renseignements et accusés de réception, délais de paiement et états de poursuites par voie de saisie du service Recouvrement produits divers, ainsi que états annuels des certificats reçus (DC7) à :

M. Thierry LUSQUE	Inspecteur
Melle Jacqueline BIGEREL	Contrôleur Principal
Mme Agnès PREBAY	Contrôleur
M. Lionel POLLET	Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7), à :
M. Luc THIEBAUT Agent d'administration principal
Mme Anne-Marie FOOS Agent d'administration principal

Mme Martine POINSIGNON Agent d'administration principal
Mme Marie France BIEHLER Agent d'administration principal

Fonctionnement du service Gestion des impôts et amendes (GIA)

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les demandes de renseignements et accusés de réception du service GIA, les états de poursuites par voie de saisie, à :

Mme Claire BERTRAND Chef du service
Mme Maryse DE DONATO Contrôleur principal

Fonctionnement du service Ressources humaines

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les documents nécessaires à la paie des agents adressés au Département informatique auprès de la Trésorerie générale de la Moselle, à :

Mme Sylvie ROMAIN Receveur Percepteur, Chef de Division
M. Marc DERHAN Trésorier Principal, Fondé de pouvoir assistant
Mme Anne Marie FLAMANT Receveur percepteur, Chef de Division
Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer en l'absence du Chef du service Ressources humaines, le courrier interne au service, à :
M. Luc SCHEFFMANN Contrôleur principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des « chronopost » à :

Mme Isabelle VIARDOT Agent d'administration principal
Mme Marie Christine JACOBY Agent d'administration principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique à :

Mme Danielle CHEVALIER Agent d'administration principal
Mme Aline CHEF Agent d'administration

Fonctionnement du service Budget logistique

Procuration spéciale destinée à apposer la mention « service fait » sur les factures concernant la Trésorerie générale, est donnée à :

M. Gilles FLUCK Inspecteur, Chef du service
Mme Martine HOUSTLER Contrôleur
Melle Fabienne MATHIOT Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef du service Budget logistique, le courrier interne au service, à :

Mme Martine HOUSTLER Contrôleur
Melle Fabienne MATHIOT Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique à :

M. Fabrice JACQUINET Agent d'administration principal
Mme Annick HALLER Agent d'administration principal
Mme Monique GERARD Agent d'administration principal

Fonctionnement du Pôle Recouvrement Animation Contentieux

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Pôle Recouvrement Contentieux, le courrier interne au service, à :

M. Bertrand FLOC'H Contrôleur

Fonctionnement du service Dépense

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service dépense, le courrier interne au service, à :

Mme Marie-Christine JUHEL Contrôleur principal
Mme Martine FROST Contrôleur principal

Fonctionnement du service Comptabilité

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Comptabilité, le courrier interne au service, à :

M. Bernard LAROSE Contrôleur

Fonctionnement du service CEPL comptabilité et opérations de gestion

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL opérations de gestion, le courrier interne au service, à :

M. Fabrice ARNET Contrôleur principal

Fonctionnement du service CEPL pilotage et animation

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL pilotage et animation, le courrier interne au service, à :

Mme Annette KIEFFER Contrôleur principal
M. Pascal AUBERT Contrôleur principal

Fonctionnement du Service Fiscalité Directe Locale

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef du service Fiscalité Directe Locale, le courrier interne au service, à :

Mme Nicole HENRY Contrôleur

Fonctionnement du Service Dépôts et Services Financiers

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les documents relatifs à l'ouverture et au fonctionnement des comptes de dépôts ou de comptes-titres, des quittances et ordres de Bourse, les endossements de chèques et effets divers à :

Mme Anne Marie AUBERT Contrôleur principal
Mme Evelyne ROQUES Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les documents relatifs à leurs fonctions de « chargé de clientèle », à :

Mme Claude DELINCHANT Contrôleur

M. Philippe WINTZER

Inspecteur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de valider les opérations saisies dans l'application VIR, à
 Mme Anne Marie AUBERT Contrôleur principal
 Mademoiselle Evelyne CANTENER Contrôleur
 Melle Nicole SIMONIN Inspecteur

Fonctionnement du service Redevance

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Redevance, le courrier interne au service, à :

M. Guy ROUMANET Contrôleur principal
 Mme Elisabeth BANASIAK Contrôleur
 Mme Elisabeth HELLE Agent d'administration principal

Fonctionnement du service France Domaine

Arrêté portant SUBdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie ZIMMERMAN, Gérant intérimaire de la Trésorerie Générale de Meurthe-et-Moselle

Le gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
 Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
 Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
 Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005,
 Vu le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets,
 Vu le décret du 03 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, Préfet du département de la Meurthe et Moselle ;
 Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation des acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements ;
 Vu le décret du 15 juillet 2009 portant mutation, promotion, nomination et réintégration de trésoriers-payeurs généraux, affectant M. Christian BRUNET à l'administration centrale du ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique en qualité de délégué du directeur général des finances publiques pour l'interrégion Rhône-Alpes-Bourgogne ;
 Vu la décision en date du 29 juillet 2009 du Directeur Général des Finances Publiques confiant, à compter du 01 octobre 2009, la gestion intérimaire de la Trésorerie Générale de Meurthe et Moselle à M. Jean-Marie ZIMMERMANN, chef des services du Trésor Public et Fondé de pouvoir
 Vu l'arrêté préfectoral n° 09BMSSE.128 du 29 septembre 2009 portant délégation de signature à M. Jean-Marie ZIMMERMANN, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er - En cas d'absence ou d'empêchement de M Jean-Marie ZIMMERMANN, il est donné subdélégation de signature à l'effet de signer les décisions, contrats, conclusions, mémoires et d'une façon générale, tous les actes de procédure, se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

Numéro	Nature des attributions	Références
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux	Art. L. 69 (3 ^{ème} alinéa), R. 32, R. 66, R. 76-1, R. 78, R. 128-3, R. 128-7, R. 128-8, R. 129-1, R. 129-2, R. 129-4, R. 129-5, R. 148, R. 148-3, A. 102, A. 103, A. 115 et A. 116 du code du domaine de l'Etat. Art. L. 3212-2 du code général de la propriété des personnes publiques.
2	Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics civils ou militaires de l'Etat.	Art. R. 18 du code du domaine de l'Etat.
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R. 1 du code du domaine de l'Etat.
4	Acceptation de remise au domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires.	Art. R. 83-1 et R. 89 du code du domaine de l'Etat.
5	Arrêtés d'affectation définitive ou provisoire et arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou des immeubles détenus en jouissance par l'Etat.	Art. R. 83 et R. 84 du code du domaine de l'Etat.
6	Octroi des concessions de logements.	Art. R.95 (2 ^{ème} alinéa) et A. 91 du code du domaine de l'Etat.
7	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevances et produits domaniaux.	Art. R. 158 1° et 2°, R. 158-1, R. 159, R. 160 et R. 163 du code du domaine de l'Etat.
8	Participation du service du Domaine à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat.	Art. R. 105 du code du domaine de l'Etat.
9	Gestion des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiées au service du Domaine.	Art. 809 à 811-3 du code civil. Loi validée du 5 octobre 1940. Loi validée du 20 novembre 1940. Ordonnance du 5 octobre 1944. Loi du 23 juin 2006 Décret 2006-1792 du 23 décembre 2006
10	En matière de « service foncier » : tous actes de procédures et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R 179 et R 180 du code du domaine de l'Etat.	Art. R. 176 à R. 178 et R. 181 du code du domaine de l'Etat. Décret n° 67-568 du 12 juillet 1967.

	Dans les cas d'opérations poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la direction générale de la comptabilité publique.	Art. 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004.
--	--	---

aux agents de la Trésorerie Générale dont les noms suivent :

En ce qui concerne l'ensemble des attributions (sous les n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10) :

- M. Eric PIQUE, Inspecteur principal,
- M. Marc DERHAN, Trésorier Principal, fondé de pouvoir assistant,
- M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal, encadrant France Domaine.

En ce qui concerne les attributions visées sous les n° 1, 2, 6, 7 et 9 :

- M. David de BEAUMONT, Inspecteur du Trésor Public, dans la limite de 15 000 euros pour les prises à bail par l'Etat et 150 000 euros pour les acquisitions et cessions de l'Etat.

En ce qui concerne les attributions visées sous le n° 9 :

- M. Patrick KREMER, inspecteur,
- Mmes Catherine VIEUX-MELCHIOR, Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Sylviane ROSSIGNOL, Véronique RONCHARD, contrôleuses,
- Mrs Stéphane OTTENWALTER et Raphaël LOGEL, contrôleurs.

En ce qui concerne les attributions visées sous le n° 10 :

- Mmes Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices ;
- Mrs Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Philippe SCHNEIDER, Jean-Marc WARIS, M. Georges ROUSSE, inspecteurs ;
- Mrs Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs ;

Sont exclues de cette subdélégation les affaires réservées par la Direction pour des motifs d'opportunité. Ces affaires pourront être signées, en cas d'absence de M. Jean-Marie ZIMMERMANN, Chef des Services du Trésor Public, par Messieurs Eric PIQUE, inspecteur principal, et M. Marc DERHAN, Trésorier Principal.

La signature du délégataire sera précédée de la mention « pour le Gérant Intérimaire et par délégation ».

Article 2 : Le préfet et le Gérant intérimaire de la Trésorerie Générale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Gérant intérimaire. Cet arrêté sera affiché dans les locaux de la Trésorerie Générale de Meurthe-et-Moselle.

Arrêté portant délégation de signature

Le chef des services du Trésor Public, gérant intérimaire de la trésorerie générale du département de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

ARRETE

Article 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Monsieur ROUSSE Georges, inspecteur du Trésor public, à l'effet de : émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;

fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;

suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;

80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2. - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

ARRETE

Article 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Monsieur LANG Jean Marie, inspecteur du Trésor public, à l'effet de : émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;

fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;

suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;

80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

ARRETE

Article 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal, à l'effet de :

émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;

fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;

suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de

1 600 000 euros pour les évaluations en valeur vénale,
160 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Article 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

ARRETE

Article 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Monsieur SZUBARGA Joël, inspecteur du Trésor public, à l'effet de :

émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;

fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;

suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;

80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

ARRETE

Article 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Monsieur KERDONCUFF Joël, inspecteur du Trésor public, à l'effet de :

émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;

fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;

suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;

80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

ARRETE

Article 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Monsieur CONTE Alain, contrôleur, à l'effet de :

émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;

fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;

suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de

400 000 euros pour les évaluations en valeur vénale,

40 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

ARRETE

Article 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Monsieur Marc DERHAN, Trésorier Principal, à l'effet de :

émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;

- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;

suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Article 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

ARRETE

Article 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Madame BURNEL Isabelle, inspecteur du Trésor public, à l'effet de :

émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;

fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;

suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;

80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

Arrêté du 6 janvier 2010 portant désignation des agents habilités à exercer les fonctions de Commissaire du Gouvernement devant les juridictions de l'expropriation

Le chef des services du Trésor Public, gérant intérimaire de la trésorerie générale du département de Meurthe-et-Moselle

Vu le décret n° 2005-467 du 13 mai 2005 portant modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (article R.13-7);

Vu l'article 16 du décret 2006-1792 du 23/12/2006 ;

ARRETE

Article 1^{er}. – M. Jean-Marie LANG, inspecteur, et M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal, sont désignés pour le suppléer dans sa fonction de Commissaire du Gouvernement auprès de la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente.

Article 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle ;

Arrêté du 6 janvier 2010 portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation

Le chef des services du Trésor Public, gérant intérimaire de la trésorerie générale du département de Meurthe-et-Moselle

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 179 ;

Vu le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 modifié relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements, notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département de Meurthe-et-Moselle le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé,

ARRETE

Article 1^{er}. – Messieurs Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs, Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Jean-Marc WARIS et Philippe SCHNEIDER, inspecteurs, Mesdames Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices sont désignés pour agir devant la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente :

- au nom des services expropriants de l'Etat ;

- et, sur leur demande, au nom des collectivités, établissements ou sociétés mentionnés à l'article R. 177 du code du domaine de l'Etat et à l'article 2 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé.

Article 2. – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy ;

La présente procuration annule et remplace celle du 8 décembre 2008, complétée par celle du 1^{er} octobre 2009.

Nancy, le 6 janvier 2010

Le Gérant Intérimaire de la Trésorerie Générale
de Meurthe et Moselle
Jean-Marie ZIMMERMANN

AUTRES SERVICES

MATERNITE REGIONALE DE NANCY

Décision 2009/001 du 1^{er} novembre 2009 portant délégation de signature générale

Monsieur Philippe VIGOUROUX,
Directeur par intérim de la Maternité Régionale Universitaire de NANCY,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements hospitaliers publics,

Vu l'arrêté ARH n°119/2009 en date du 30 octobre 2009 nommant Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur par intérim de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 nommant Madame Isabelle VIDREQUIN Directrice Adjointe de la Maternité Régionale de Nancy à compter du 1^{er} octobre 2007,

Vu la décision de nomination en date du 21 mai 2008, nommant Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur chef, à la Maternité Régionale de Nancy,

DECIDE

Article 1 : Délégation principale est donnée à Madame Isabelle VIDREQUIN, Directrice Adjointe, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation ni d'objet, ni de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

Article 2 : Délégation secondaire est donnée à Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur Chef, en l'absence de Monsieur Philippe VIGOUROUX et Madame Isabelle VIDREQUIN, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation ni d'objet, ni de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

Article 3 : Ces délégations principale et secondaire sont assorties de l'obligation pour les titulaires :

de respecter les procédures réglementaires en vigueur,

de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,

de rendre compte des opérations effectuées au chef d'établissement.

Article 4 : Les titulaires de ces délégations ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leurs délégations et, sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 : La présente délégation prend effet à compter du 1^{er} novembre 2009.

Article 6 : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet, est rapportée.

Nancy, le 1^{er} novembre 2009

Le directeur par intérim,
Philippe VIGOUROUX

Décision 2009/003 du 1^{er} novembre 2009 portant délégation de signature (services financiers)

Monsieur Philippe VIGOUROUX,
Directeur par intérim de la Maternité Régionale Universitaire de NANCY,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ARH n°119/2009 en date du 30 octobre 2009 nommant Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur par intérim de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 nommant Madame Isabelle VIDREQUIN Directrice Adjointe de la Maternité Régionale de Nancy à compter du 1^{er} octobre 2007,

Vu la décision du 30 juillet 2006 nommant Madame Julie GUER, adjoint des cadres à la Maternité Régionale de Nancy,

Vu la délégation de signature principale n°2009/001 en date du 1^{er} novembre 2009,

D E C I D E

Article 1 : En l'absence de Monsieur Philippe VIGOUROUX et Madame Isabelle VIDREQUIN, délégation est donnée à Madame Julie GUER pour signer en leur nom et place, l'ensemble des titres de recettes et des mandats émis par l'établissement, ainsi que différents documents portant mobilisation ou remboursement de la ligne de trésorerie, les notes et différentes correspondances se rapportant à l'organisation et au fonctionnement des services financiers et du bureau Admissions-Facturation.

Article 2 : Le délégataire doit s'assurer de la légalité des décisions, actes administratifs, notes et documents signés de sa main établis en vertu de la présente décision.

Article 3 : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1^{er} novembre 2009

Le directeur par intérim,
Philippe VIGOUROUX

Décision 2009/004 du 1^{er} novembre 2009 portant délégation de signature (département d'information médicale)

Monsieur Philippe VIGOUROUX,
Directeur par intérim de la Maternité Régionale Universitaire de NANCY,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ARH n°119/2009 en date du 30 octobre 2009 nommant Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur par intérim de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 2001 nommant Madame le Docteur Jeanne FRESSON chef de service du département d'information médicale de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel en date du 1^{er} juillet 2007, nommant Madame le Docteur Annick VALENCE, praticien hospitalier à la Maternité Régionale de NANCY,

D E C I D E

Article 1 : Délégation permanente est donnée à Madame Jeanne FRESSON, chef de service du DIM de la Maternité régionale pour communiquer aux patients qui en manifestent la volonté, les informations et les documents médicaux les intéressant dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

Article 2 : En cas d'empêchement de Madame le Docteur Jeanne FRESSON, chef de service du DIM, délégation est donnée à Madame le Docteur Annick VALENCE, pour communiquer aux patients qui en manifestent la volonté, les informations et les documents médicaux les intéressant dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

Article 3 : Le délégataire doit se conformer aux dispositions législatives et réglementaires opposables. Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1^{er} novembre 2009

Le directeur par intérim,
Philippe VIGOUROUX

Décision du 1^{er} novembre 2009 portant délégation de signature (pharmacie)

Monsieur Philippe VIGOUROUX,
Directeur par intérim de la Maternité Régionale Universitaire de NANCY,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ARH n°119/2009 en date du 30 octobre 2009 nommant Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur par intérim de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 18 décembre 2000 nommant Mademoiselle Monique LUX chef de service de la pharmacie de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la nomination de Madame Bérengère VIDAL, praticien hospitalier à la Maternité Régionale de NANCY en date du 1^{er} juillet 2007,

Vu la nomination de Monsieur Franck PERRIN, praticien hospitalier à la Maternité Régionale de NANCY en date du 22 juin 2009,

Vu la délégation de signature principale n°2009/001 en date du 1^{er} novembre 2009,

D E C I D E

Article 1 : Délégation principale est donnée à Mademoiselle Monique LUX, praticien hospitalier, chef de service de la pharmacie, de l'établissement pour signer en mon nom et place :

toutes pièces administratives relatives à une commande, un engagement de dépenses et à une liquidation dans les domaines des spécialités pharmaceutiques et des dispositifs médicaux ;

les documents relatifs à une consultation, une mise en concurrence préalable à la conclusion d'un marché public à l'exclusion du rapport de la personne responsable du marché et de l'acte d'engagement.

Article 2 : En cas d'empêchement ou d'absence conjointe de Mademoiselle LUX, praticien hospitalier, chef de service, délégation secondaire est donnée à :

- Mademoiselle Bérengère VIDAL, praticien hospitalier, pharmacien,

- Monsieur Franck PERRIN, Pharmacien assistant spécialiste,

pour viser toutes les pièces administratives relatives à une commande, un engagement de dépenses et à une liquidation dans les domaines des spécialités pharmaceutiques et des dispositifs médicaux.

Article 3 : En annexe de la présente, figure la liste des comptes pour lesquels les délégataires peuvent signer l'un des actes visés à l'article 1.

Article 4 : Chaque délégataire doit s'assurer de la légalité de chacun des actes administratifs et documents qu'il vise en application de cette décision. Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1^{er} novembre 2009

Le directeur par intérim,
Philippe VIGOUROUX

60211	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM
602151	PRODUITS SANGUINS LABILES
602152	PRODUITS SANGUINS STABLES
60216	FLUIDES ET GAZ MEDICAUX
60217	PRODUITS DE BASE
60218	AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES

60221	LIGATURES ET SONDES
60222	PETIT MATERIEL MEDICO-CHIRURGICAL NON STERILE
60223	MATERIEL MEDICO-CHIRURGICAL A USAGE UNIQUE STERILE
60227	PANSEMENTS
602281	AUTRES FOURNITURES MEDICALES

602431 GAZ DE LABORATOIRES
602432 GAZ INDUSTRIELS
611182 CENTRALE GAZ MEDICAUX

Décision 2009/006 du 1^{er} novembre 2009 portant délégation de signature (Cellule achats et marchés publics)

Monsieur Philippe VIGOUROUX,
Directeur par intérim de la Maternité Régionale Universitaire de NANCY,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,
Vu l'arrêté ARH n°119/2009 en date du 30 octobre 2009 nommant Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur par intérim de la Maternité Régionale de NANCY,
Vu la décision du 9 novembre 2003 nommant Monsieur Jacques BELGY, attaché d'administration hospitalière à la Maternité Régionale de NANCY,

D E C I D E

Article 1 : Délégation est donnée à Monsieur Jacques BELGY, Attaché d'administration, responsable de la cellule Achats et Marchés publics de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy pour signer les documents suivants :

l'ensemble des documents se rapportant aux procédures de mise en concurrence et de conclusions de marchés publics à l'exception du rapport de la personne responsable du marché et de l'acte d'engagement ;

l'ensemble des documents se rapportant à l'organisation interne de la cellule achats - marchés publics.

Article 2 : Délégation est donnée à Monsieur Jacques BELGY pour signer les bons de commandes et/ou ordres de services ou tout autre document équivalent sans limitation de montant, notamment en application de marchés publics rendus exécutoires, tirés sur les comptes figurant en annexe 1 de la présente.

Article 3 : Chaque délégataire doit s'assurer de la légalité de chacun des actes administratifs et documents qu'il vise en application de cette décision. Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1^{er} novembre 2009

Le directeur par intérim,
Philippe VIGOUROUX

Annexe 1
Liste des comptes budgétaires

Comptes budgétaires d'investissement :

21351 Installations générales, agencements (IGAAC)
21541 Matériel et outillage
2182 Matériel de transport
2183 Matériel de bureau
2184 Mobilier

Comptes budgétaires d'Exploitation :

60224 Fourniture laboratoires
60225 Fourniture imagerie médicale
602282 Papier et fourniture d'enregistrement
602283 Fourniture de stérilisation
602288 Fourniture Divers usage médical
602620 Produits d'entretien
602621 Produits lessiviels
602650 Fourniture de bureau
602651 Imprimés
602661 Usage unique couchés alèses produits absorbants
602662 Petit matériel hôtelier
602663 Linge et habillement
6026630 Habillement
6026631 Linge
602250 Fournitures de bureau achats non stockés
606251 Imprimés
606262 Petit matériel hôtelier
606263 Linge et habillement non stockés
606268 Autres fournitures consommables non médicales
6066 Fournitures médicales
6068 Autres achats non stockés de matériels et fournitures
6066 Fournitures médicales
6068 Autres achats non stockés de matériels et fournitures
611181 SMUR
613152 Location équipement médical
613252 Equipements
613253 Locations matériel transport
613258 Autres locations mobilières non médicales
615252 Matériel de transport
615253 matériel / mobilier de bureau
6181 Documentation générales
61810 Documentation générale non médicale
61811 revues non médicales
61812 Documentation MP médical
61813 Revues médical MP
6231 Annonces et insertions
62312 Communication (MP)
6236 Brochures, dépliants (MP)
6243 Transports entre établissement
6245 Transports d'usagers
6248 Transports divers
6263 Affranchissements
62882 Autres prestations diverses (ECO)

Décision 2009/007 du 1^{er} novembre 2009 portant délégation de signature (service hotelier)

Monsieur Philippe VIGOUROUX,
Directeur par intérim de la Maternité Régionale Universitaire de NANCY,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,
Vu l'arrêté ARH n°119/2009 en date du 30 octobre 2009 nommant Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur par intérim de la Maternité Régionale de NANCY,
Vu la décision en date du 8 aout 2007 nommant Monsieur Jean Marc ANQUETIL agent de maitrise principal à la Maternité Régionale de NANCY,
Vu la décision en date du 1^{er} octobre 2009 nommant Monsieur Frédérique GOZILLON maitre ouvrier à la Maternité Régionale de NANCY,

D E C I D E

Article 1 :Délégation est donnée à Monsieur Jean Marc ANQUETIL, responsable du service restauration pour signer les documents suivants :
Bons de commandes inférieurs ou égaux à 2000€ sans réserve se rapportant aux comptes :

60231 Pain, farine, biscotte,
6063 Alimentation non stockable ;

Documents se rapportant à l'organisation du service restauration.

Article 2 : En l'absence, et en cas d'empêchement de Monsieur Jean Marc ANQUETIL, délégation secondaire est donnée à Monsieur Frédérique GOZILLON, adjoint responsable du service restauration dans les conditions prévues à l'article premier.

Article 3 : Chaque délégataire doit s'assurer de la légalité de chacun des actes administratifs et documents qu'il vise en application de cette décision. Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1^{er} novembre 2009

Le directeur par intérim,
Philippe VIGOUROUX

Décision 2009/008 du 1^{er} novembre 2009 portant délégation de signature (Services techniques, ateliers, atelier biomédical et service de sécurité)

Monsieur Philippe VIGOUROUX,
Directeur par intérim de la Maternité Régionale Universitaire de NANCY,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,
Vu l'arrêté ARH n°119/2009 en date du 30 octobre 2009 nommant Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur par intérim de la Maternité Régionale de NANCY,
Vu la décision de nomination en date du 21 mai 2008, nommant Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur Chef, à la Maternité Régionale de Nancy pour y occuper l'emploi de responsable des services techniques, ateliers, service sécurité et atelier biomédical,

D E C I D E

Article 1 : Délégation principale est donnée à Monsieur GROB, ingénieur chef, pour signer :
notes et documents relatifs au fonctionnement et l'organisation des services techniques, ateliers généraux, atelier biomédical et service de sécurité y compris les documents relatifs au fonctionnement technique et en personnel des installations de la Maternité Régionale, l'ensemble des ordres de services, actes d'engagement ou tout autre document de nature financière sans limitation de montant, en conformité avec les dispositions du code des Marchés Publics et se rapportant aux comptes visés en annexe de la présente

A ce titre, il peut notamment prendre de manière urgente et sans en référer au chef d'établissement, toutes dispositions et mesures nécessaires à la sécurité des patients, des visiteurs, des personnels ou de tout autre personne présente dans l'enceinte de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy. Il peut prendre toutes mesures rendues utiles et nécessaires pour préserver les conditions optimales d'accès au site par les services de secours.

Article 2 : Délégation secondaire est donnée à Monsieur Eric BECKER et Monsieur Teddy HANOTIN pour signer en nom et place de Monsieur GROB les notes et documents et pièces cités dans l'article 1.

Article 3 : En l'absence ou en situation d'empêchement des titulaires des délégations principale et secondaire (visées aux articles 1 et 2), délégation est donnée, au titre des ateliers généraux, à Monsieur Florent MAGNIER et Monsieur Yves VAIRELLES, pour signer les documents suivants :

bons de commande et ordres de service se rapportant aux comptes visés en annexe 1 dans la limite de 4 500€ hors taxes ;
bons de commande et ordres de service portant application des marchés publics rendus exécutoires ;
documents se rapportant à l'organisation et au fonctionnement des services techniques et ateliers.

Article 4 : En l'absence ou en situation d'empêchement des titulaires des délégations principale et secondaire (visées aux articles 1 et 2), délégation est donnée, au titre de l'atelier biomédical, à Monsieur Cyrille BRAKE pour signer les documents suivants :

ordres de service et bons de commande dans la limite de 4 500€ hors taxes et se rapportant aux comptes suivants :

602631 Atelier biomédical,
606231 Atelier biomédical achats non stockés,
615151 Matériel outillages médicaux,
615162 Maintenance matériel médical ;

bons de commande et ordres de service portant application des marchés publics rendus exécutoires ;
documents se rapportant à l'organisation et au fonctionnement de l'atelier biomédical.

Article 5 : En l'absence ou en situation d'empêchement des titulaires des délégations principale et secondaire (visées aux articles 1 et 2), délégation est donnée, au titre du service sécurité, à Monsieur Julien CORNU pour signer les documents utiles au fonctionnement du service.

Article 6 : Chaque délégataire doit s'assurer de la légalité de chacun des actes administratifs et documents qu'il vise en application de cette décision. Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1^{er} novembre 2009

Le directeur par intérim,
Philippe VIGOUROUX

Annexe 1 - Liste des comptes budgétaires

Comptes budgétaires d'investissement :

21311 Construction sur sol propre
21351 IGAAC des bâtiments hospitaliers et administratifs
21531 Installations techniques
2313 Construction en cours sur sol propre

Comptes budgétaires d'Exploitation :

602630 Fournitures ateliers
602632 Ateliers jardins
60611 Eau assainissement
60612 Energie électrique

60613	Chauffage
60618	Fournitures non stockés (Gaz)
60621	Combustibles et carburants
606230	Atelier logistique achats non stockés
606232	Ateliers, jardins achats non stockés
61522	Entretien bâtiments
615258	Repar autres matériels et outillage
615268	Maintenance services techniques autres
6265	Téléphone
62881	Chauffage
62884	Autres prestations (services techniques)

Décision 2009/009 du 1^{er} novembre 2009 portant délégation de signature (service entretien)

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,
Vu l'arrêté ARH n°119/2009 en date du 30 octobre 2009 nommant Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur par intérim de la Maternité Régionale de NANCY,
Vu la décision en date du 1^{er} juin 2006 nommant Madame Christine GIRARDIN sage femme cadre supérieur à la Maternité Régionale de NANCY,
Vu la décision en date du 1^{er} janvier 2002 nommant Madame Jacqueline JUREK sage femme cadre supérieur à la Maternité Régionale de NANCY,

DECIDE

Article 1 : Délégation est donnée à Madame Christine GIRARDIN, pour signer les documents suivants :

Bons de commandes d'un montant inférieur ou égal à 2 000€ sous réserve se rapportant au compte 6283 nettoyage extérieur ;
Documents se rapportant à l'organisation de l'équipe de suppléance et des prestations de nettoyage de la Maternité.

Article 2 : En l'absence et en cas d'empêchement de Madame Christine GIRARDIN, délégation secondaire est donnée à Madame JUREK, chef de mission Coordination et Qualité dans les conditions prévues à l'article 2.

Article 3 : Chaque délégataire doit s'assurer de la légalité de chacun des actes administratifs et documents qu'il vise en application de cette décision. Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1^{er} novembre 2009

Le directeur par intérim,
Philippe VIGOUROUX

Décision 2009/010 du 1^{er} novembre 2009 portant délégation de signature (service informatique)

Monsieur Philippe VIGOUROUX,
Directeur par intérim de la Maternité Régionale Universitaire de NANCY,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,
Vu l'arrêté ARH n°119/2009 en date du 30 octobre 2009 nommant Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur par intérim de la Maternité Régionale de NANCY,
Vu la décision en date du 12 septembre 2009 nommant Monsieur Emmanuel DESVIGNE ingénieur principal à la Maternité Régionale de NANCY,
Vu le contrat de recrutement en date du 1^{er} janvier 2008 de Madame Pascale BASTIEN KERE à la Maternité Régionale de NANCY,

DECIDE

Article 1 : Délégation est donnée à Monsieur DESVIGNE, pour signer les documents suivants :

Bons de commandes d'un montant inférieur ou égal à 4500€ sous réserve se rapportant aux comptes suivants :

602633 Ateliers informatiques,	615154 Matériel informatique médical,
602652 Fournitures informatiques,	615161 Maintenance informatique médical,
606252 Fournitures informatiques,	615254 Matériel informatique ;

Article 2 : En l'absence et en cas d'empêchement de Monsieur DESVIGNE, délégation secondaire est donnée à Madame BASTIEN KERE, dans les conditions prévues à l'article 1.

Article 3 : Chaque délégataire doit s'assurer de la légalité de chacun des actes administratifs et documents qu'il vise en application de cette décision. Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1^{er} novembre 2009

Le directeur par intérim,
Philippe VIGOUROUX

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 15010 du 5 janvier 2010 autorisant AIR à exécuter des travaux sur la commune d'HOME COURT

Par arrêté préfectoral n° 15010 en date du 5 janvier 2010, AIR, ZA de la Paix, 4 rue de Soissons 57240 NILVANGE, a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique du lotissement MM habitat 24 logements, sur la commune d'HOME COURT.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 15511 du 31 décembre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de HERIMENIL

Par arrêté préfectoral n° 15511 en date du 31 décembre 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA SFR lieu-dit « Le Coin du Bois Brûlé » sur la commune de HERIMENIL.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 25661 du 5 janvier 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY

Par arrêté préfectoral n° 25661 en date du 5 janvier 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'aménagement HTA espaces publics CUGN secteur Laverny sud Haut du Lièvre, sur la commune de NANCY.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 29321 du 5 janvier 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de CEINTREY

Par arrêté préfectoral n° 29321 en date du 5 janvier 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA EARL horticulture DUVAL, lieu-dit « Les Gros Buissons » sur la commune de CEINTREY

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 29910 du 13 janvier 2010 autorisant AIR à exécuter des travaux sur la commune de SAINT-AIL

Par arrêté préfectoral n° 29910 en date du 13 janvier 2010, AIR, ZA de la Paix, 4 rue de Soissons à 57240 NILVANGE, a été autorisée à exécuter les travaux en vue ZI Batilly, alimentation TJ centre stockage véhicules neufs C.A.T., sur la commune de SAINT AIL.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 33233 du 5 janvier 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BARISEY AU PLAIN

Par arrêté préfectoral n° 33233 en date du 5 janvier 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement photovoltaïque SARL du Rayonnement « Diajollot » , sur la commune de BARISEY AU PLAIN.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 33288 du 5 janvier 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de JARNY

Par arrêté préfectoral n° 33288 en date du 5 janvier 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de zone Jarny-Giraumont – création d'un poste DP+2I+P « Merle » sur la commune de JARNY.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 35323 du 31 décembre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de TOUL

Par arrêté préfectoral n° 35323 en date du 31 décembre 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA lotissement artisanal « La Capucine » rue de l'escadrille des Cigognes ZI Croix de Metz, sur la commune de TOUL.

DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LORRAINE**Avis relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

envisage de prendre, en application des articles L. 2261-26, R. 2231-1, D. 2261-6 et D. 2261-7 du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de la convention collective susmentionnée, les dispositions de l'avenant à ladite convention ci-après indiqué.

⇒ Texte dont l'extension est envisagée :

Avenant n° 82 du 20 octobre 2009 – revalorisation des salaires concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de Meurthe et Moselle

⇒ Signataires

Organisation d'employeur :

- Le Syndicat horticole de Meurthe et Moselle

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la :

- C.F.D.T.

- C .F.E. /C.G.C.

- C .G.T.

- C .G.T. /F.O.

- C.F.T.C.

⇒ Dépôt :

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe et Moselle à VANDOEUVRE LES NANCY.

Le texte de cet avenant pourra être consulté dans la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle à VANDOEUVRE LES NANCY.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée. Leurs communications devront être adressées à la préfecture du Département de MEURTHE ET MOSELLE.

